



## Présence chinoise en AEOI

Direction Générale du Trésor ©

### EDITORIAL

N° 6  
Février 2021

Chers lecteurs,

Les mois se suivent et se ressemblent : le Covid 19 continue de faire parler de lui, avec un constat général de hausse des contaminations dans la région, et la Tanzanie qui sort de son déni et reconnaît finalement être touchée comme les autres. On a vu plusieurs pays rentrer à nouveau en confinement (Rwanda) ou prendre des mesures temporaires de fermeture totale ou partielle de leurs frontières ou imposer des quarantaines aux voyageurs (Rwanda, Burundi). Chacun mise sur les vaccins, mais avec aussi une préoccupation, partagée par la France et le Président de la République : que l'Afrique ait sa part équitable des vaccins, et à des prix abordables. Plus encore : le président Macron appelle à ce que les vaccins Covid puissent devenir Bien Public Mondial. Opinion partagée par de nombreux chefs d'Etat africains, au premier rang desquels le président du Kenya, son Excellence M. Uhuru Kenyatta, comme nous l'a rappelé le ministre de la santé récemment.

Sur le plan macro-financier, l'actualité du mois passé a aussi été riche. Le Kenya a conclu un accord avec le FMI sur un programme de 2,4 Mds USD sur une durée exceptionnellement longue de 38 mois, avec revue trimestrielle (là aussi le rythme des revues du programme n'est pas commun). Le programme reste encore à être approuvé par le Conseil d'administration du FMI, probablement dans les semaines qui viennent. Ce financement du FMI s'ajoutera au bénéfice que le Kenya tirera de l'initiative pour le moratoire du service de sa dette sur le premier semestre 2021 (DSSI), et devrait être complété par des financements de bailleurs multilatéraux. Un autre pays a fait parler de lui : l'Éthiopie, qui a demandé officiellement à bénéficier de l'initiative du G20/Club de Paris sur la restructuration de sa dette, dite « *common framework* », rejoignant deux autres pays africains qui ont fait cette démarche : la Zambie et le Tchad. Enfin, citons aussi le Soudan, qui vient de décider la fusion de ses différents taux de changes administrés et un flottement administré de sa devise, dernière étape avant son véritable retour dans la communauté financière internationale ; le chemin est encore long pour ce pays, mais la normalisation est vraiment en cours.

Quant à notre Lettre mensuelle de ce mois-ci, elle est consacrée à un bilan de la présence chinoise dans notre région. Ce bilan n'est que quantitatif. Il vous donnera à l'instant T un panorama, sans doute pas totalement exhaustif, mais le plus complet possible de la présence de la Chine dans nos pays : financement, présence économique, bilan commercial, politique d'influence...

Je vous souhaite une très bonne lecture !

**Jérôme BACONIN**

Chef du Service économique régional

[jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtrésor.gouv.fr)

### SOMMAIRE

- Communauté d'Afrique de l'Est : [Burundi](#), [Kenya](#), [Ouganda](#), [Rwanda](#), [Soudan du Sud](#), [Tanzanie](#)
- Corne de l'Afrique : [Djibouti](#), [Érythrée](#), [Éthiopie](#), [Somalie](#), [Soudan](#)
- Océan Indien : [Comores](#), [Madagascar](#), [Maurice](#), [Seychelles](#)
- [Le graphique du mois](#)
- [Vos contacts SE/SER](#)

## PERSPECTIVES REGIONALES

### L'AEOI, une géographie stratégique qui concentre 26,0 % des prêts chinois en Afrique et 22,4 % du stock d'IDE

*En 2019, l'AEOI connaît un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'établit à -13,7 Mds USD en 2019, après un pic à -15,1 Mds USD en 2015. Toutefois, la présence chinoise dans la région se manifeste principalement au travers de prêts (38,4 Mds USD entre 2000 et 2018), particulièrement importants au regard du poids économique de la zone sur le continent africain. Si l'AEOI accueille une faible population de travailleurs chinois au regard du reste du continent, la région héberge plusieurs institutions chinoises à vocation régionale ainsi que de nombreux projets d'infrastructures d'importance. Malgré des situations nationales hétérogènes, les tendances depuis 10 ans soulignent un pic d'activité économique sur la première moitié de la décennie, qui tend à se contracter depuis.*

[Après un pic en 2015/2016, la présence économique chinoise en AEOI connaît un léger recul.](#)

**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux entre la Chine et la zone Afrique de l'Est et Océan Indien (AEOI) ont augmenté de 605 MUSD à 20,5 Mds USD, après un pic à 24,7 en 2014.** Cette relation commerciale, au niveau de l'AEOI, se caractérise par un déficit commercial structurel vis-à-vis de la Chine qui, après avoir atteint -15,1 Mds USD en 2017, a progressivement diminué à -13,7 Mds USD en 2019 grâce (i) à la hausse des exportations vers la Chine (+16,5 %) et à la diminution des importations (-5,3 %). Le pic d'exportation de l'AEOI vers la Chine a eu lieu en 2014 7,3 Mds USD, contre une moyenne de 3,5 Mds entre 2010 et 2019, grâce à un pic des exportations du Soudan du Sud à 4,1 Mds USD. Seul ce dernier (+1,3 Md USD) et l'Erythrée (+148,2 MUSD) connaissent un surplus commercial avec la Chine. Dans l'AEOI et entre 2000 et 2019, les plus gros exportateurs vers la Chine sont le Soudan du Sud (37,5 % des exportations entre 2000 et 2019 ; 14,1 Mds USD) et le Soudan (22,5 % ; 8,5 Mds USD) et malgré que les deux pays n'existent dans leur forme actuelle que depuis 2012 (ils représentent chacun respectivement 43,0 % et 25,8 % des exportations régionales vers la Chine depuis 2012). A l'inverse, les plus gros importateurs de la région depuis la Chine sur la période sont l'Ethiopie (28,4 % ; 47,4 Mds USD), le Kenya (20,8 % ; 34,6 Mds USD) et la Tanzanie (14,1 % ; 23,5 Mds USD).

**En 2019 les principaux postes d'exportations chinoises vers l'AEOI sont** les machines et équipements électriques (2,74 Mds USD ; 14,0 % ; dont 27,9 % vers le Kenya), les réacteurs nucléaires, chaudières et machines mécaniques (2,0 Mds USD ; 10,1 % ; dont 24,3 % vers le Kenya) et les véhicules (1,1 Md USD ; 5,5 % ; dont 30,8 % vers Djibouti).

**Avec 38,4 Mds USD de prêt reçu de la Chine entre 2000 et 2018, l'AEOI compte pour 26,0 % des prêts chinois en Afrique (147,9 Mds USD) sur la période alors que le PIB de la zone représente 13,6 % du PIB africain.** L'Ethiopie, le Kenya et le Soudan, avec respectivement 13,7 Mds USD (35,7 %), 9,0 Mds USD (23,5 %) et 6,8 Mds USD (17,7 %) sont les trois principales destinations des prêts chinois dans la région. Alors que ces prêts ont compté pour jusqu'à 44,8 % des prêts chinois en Afrique en 2014, ils ne représentent plus qu'en moyenne 9,6 % sur les 3 dernières années. On observe en AEOI une surreprésentation de l'*EximBank* et une sous-représentation de la *China Development bank* (CDB) en comparaison au reste de l'Afrique : en AEOI, sur la période, 75,1 % des prêts totaux ont été fourni par l'*EximBank* contre seulement 55,3 % en Afrique alors que la CDB compte pour 4,5 % des prêts en AEOI et 24,8 % en Afrique. Ceci s'explique par la relativement plus forte intégration de l'Afrique de l'Est dans les nouvelles routes de la soie qui s'accompagne de nombreux projets d'infrastructures. La stratégie sectorielle des prêts chinois en AEOI semble également marquée : la région concentre 72,1 % (258,0 MUSD) des prêts africains dans le secteur machineries minières, agricoles ou de transports, 65,6 % de ceux dans l'industrie, 39,5 % dans les télécommunications et 30,8 % l'énergie. Durant la période, la Chine a procédé à l'annulation de 542 MUSD de prêt dans la zone, dont 28,8 % (156 MUSD) au Soudan, et 26,0 % en Ethiopie (141 MUSD). L'Ethiopie est le pays qui a vu le plus gros montant de sa dette restructuré par la Chine avec 2,5 Mds USD sur un total AEOI de 3,0 Mds USD.

**En 2019, le stock d'IDE chinois en AEOI s'établit à 9,9 Mds USD, après 10,6 Mds en 2018, soit 22,4 % du stock d'IDE chinois en Afrique.** En moyenne, entre 2003 et 2019, le stock d'IDE chinois en AEOI représente 23,4 % du stock total d'IDE chinois en Afrique. Cependant, aucune tendance ne se dégage, les stocks en AEOI fluctuent entre 17,1 % (2010) et 37,2 % (2005). Alors que de 2010 à 2015 le Soudan était le pays ayant le stock d'IDE chinois le plus important (environ 30,0 % du stock total de l'AEOI), l'année 2016 a marqué un changement de tendance avec un flux d'IDE de -689,9 MUSD au Soudan et une augmentation progressive du stock d'IDE chinois en Ethiopie (+126,4 % entre 2015 et 2019) pour atteindre 2,6 Mds USD (25,8 % du stock en AEOI) et au Kenya (+47,8 %) pour atteindre 1,6 Md USD (16,4 %).

### [L'Afrique de l'Est accueille plusieurs institutions chinoises à vocation régionale et africaine.](#)

**En 2019, l'AEOI accueille 39 552 travailleurs chinois expatriés, soit 17 % des travailleurs chinois expatriés en Afrique.** Les principaux pays d'accueil sont le Kenya (21,1 %, au 5<sup>ème</sup> rang africain), l'Ethiopie (20,5 %), le Soudan (14,9 %) et l'Ouganda (14,3 %) qui regroupent à eux seuls près des trois quarts des travailleurs chinois expatriés. Ceux-ci ont atteint deux pics successifs en 2011 (38 930) et en 2015 (48 504), suivant les grands projets d'infrastructures de la Chine dans la région, pour se stabiliser depuis 2016. A titre de comparaison, l'Algérie accueille à elle seule plus de travailleurs expatriés chinois que les 15 pays de la zone AEOI réunis en 2019, soient 42 999 personnes.

**La zone AEOI, et plus particulièrement l'Afrique de l'Est, concentrent cependant plusieurs établissements stratégiques pour la présence chinoise sur le continent.** Le Kenya héberge ainsi les sièges Afrique de l'agence de presse Xinhua, de la *China Radio International* (CRI), de la *China Central Television* (CCTV), l'édition Afrique du *China Global Television Network* (CGTN) ainsi que du *China Daily*. De son côté, le Rwanda est devenue le hub d'Alibaba sur le continent et depuis 2017, Djibouti accueille la première et unique base militaire chinoise en Afrique, avec un effectif estimé de 1 500 soldats.

**Les banques et entreprises chinoises se sont également positionnées dans la construction d'infrastructures à vocation économique et politique régionale.** Dans le domaine des transports, la construction puis l'exploitation du *Standard Gauge Railway* (SGR) Addis-Abeba- Djibouti, ainsi que Nairobi-Mombasa en sont des exemples. Le récent positionnement de la *China Railway Construction Corporation* (CRCC) et de la *China Civil Engineering Corporation* (CCEC) pour l'extension du SGR tanzanien devrait renforcer l'expertise chinoise dans le domaine en AEOI. Les infrastructures portuaires de Haidoub (Soudan), Lamu (Kenya), Tanga (Tanzanie), Dar es Salaam (Tanzanie) ont également mobilisé des entreprises et bailleurs chinois. Entre 2017 et 2018, 13 des 15 pays de l'AEOI ont signé un MoU avec la Chine leur permettant d'intégrer l'initiative des nouvelles routes de la soie. Plusieurs secteurs font également l'objet de partenariats bilatéraux renforcés, dans le domaine spatial notamment avec le lancement de deux satellites par l'Ethiopie en 2019 et 2020. Enfin, des entreprises chinoises ont pris part à la construction du siège de l'Union Africaine et du *Center for Disease Control and Prevention* à Addis-Abeba.

**L'AEOI concentre en 2019 30,5 % des Instituts Confucius du continent africain, avec 18 établissements.** A titre de comparaison, la région concentre 35,7 % des Alliances Françaises du continent, avec 51 établissements, suivant une répartition géographique différenciée. Là où les Instituts Confucius sont principalement représentés au Kenya (4), en Ethiopie (2), en Tanzanie (2), les Alliances Françaises se répartissent majoritairement entre Madagascar (29), les Comores (3) et le Soudan (3).

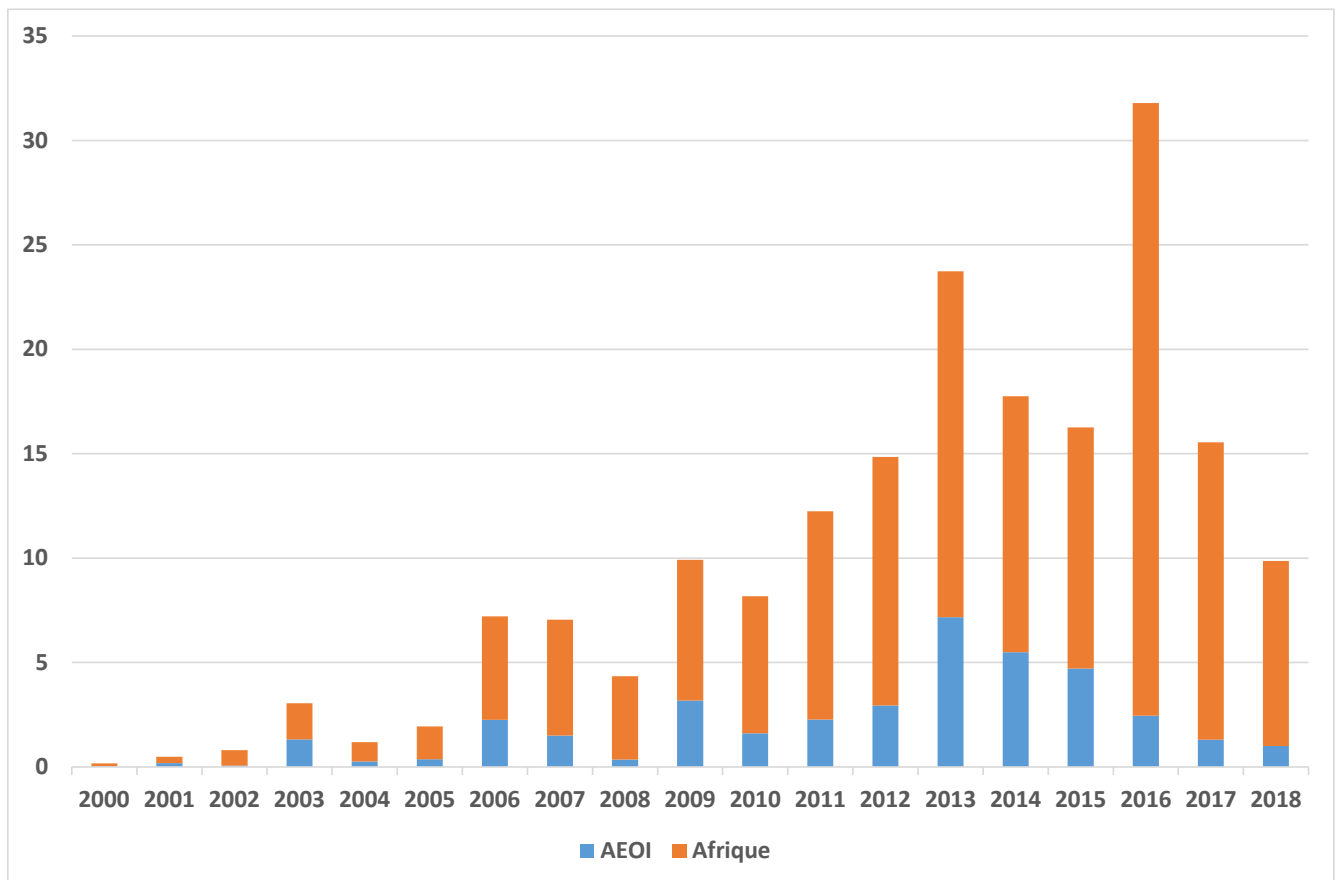
**La perception de la présence chinoise dans les pays de la zone AEOI reste globalement positive<sup>1</sup>.** Malgré un léger recul depuis 2015, l'influence économique chinoise était considérée comme « positive » à 65,0 % au Kenya en 2020. Ce chiffre est de 57,0 % en Ethiopie, 53 % en Ouganda la même année.

<sup>1</sup> Selon l'étude publiée en septembre 2020 par *Afrobarometers : Africans' perceptions about China : a sneak peek from 18 countries*, Edem Selormey (PhD), 3 septembre 2020.

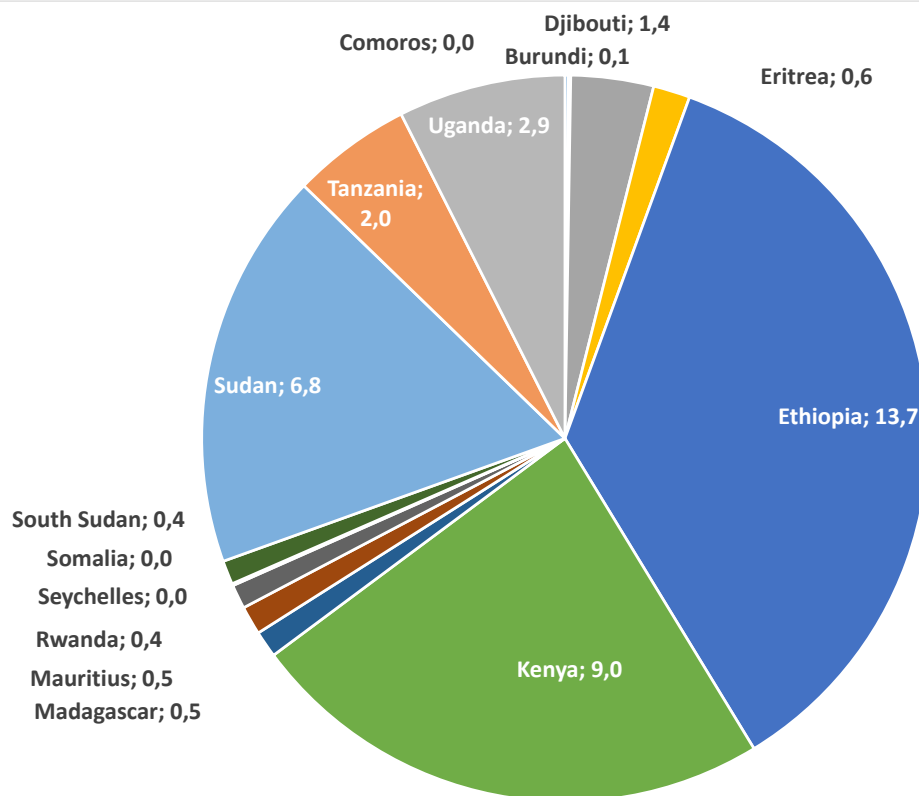
## Echanges commerciaux entre la Chine et l'AEOI (Mds USD)



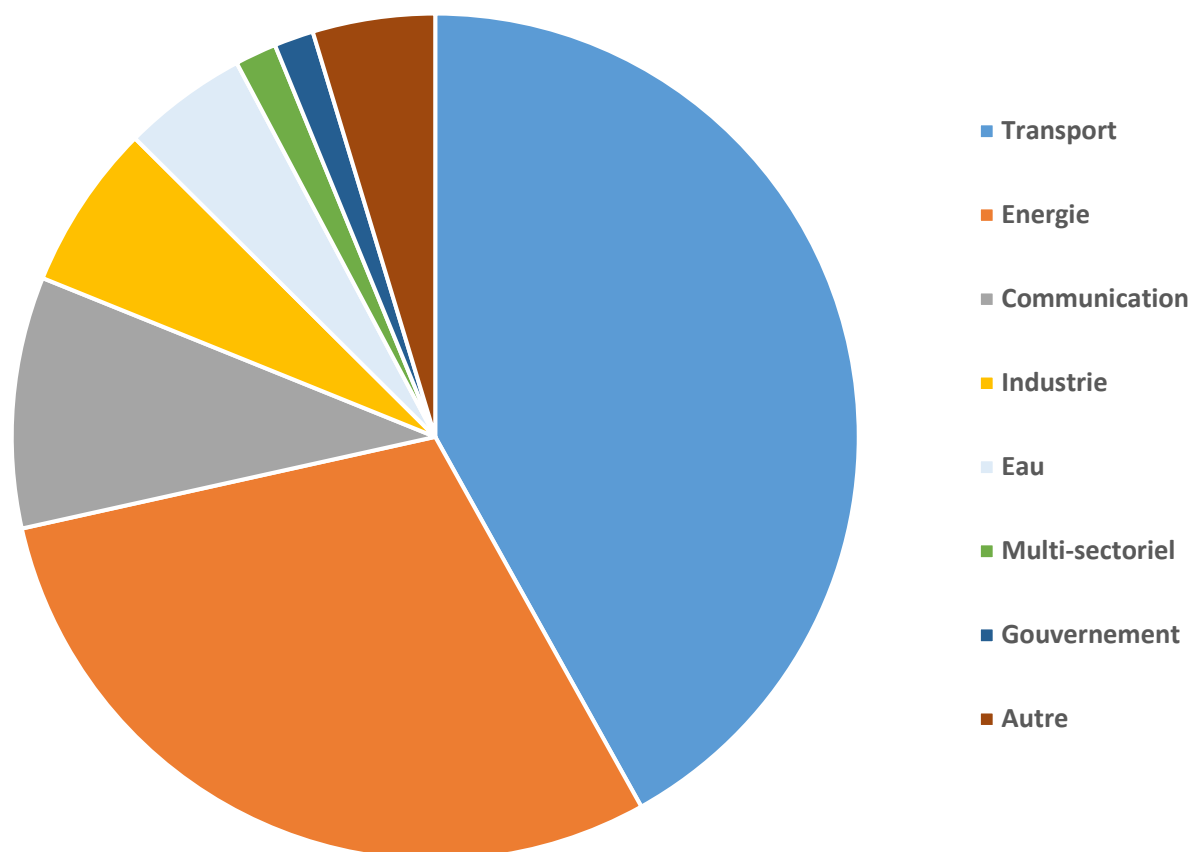
## Evolution des prêts chinois en AEOI et en Afrique (Mds USD)



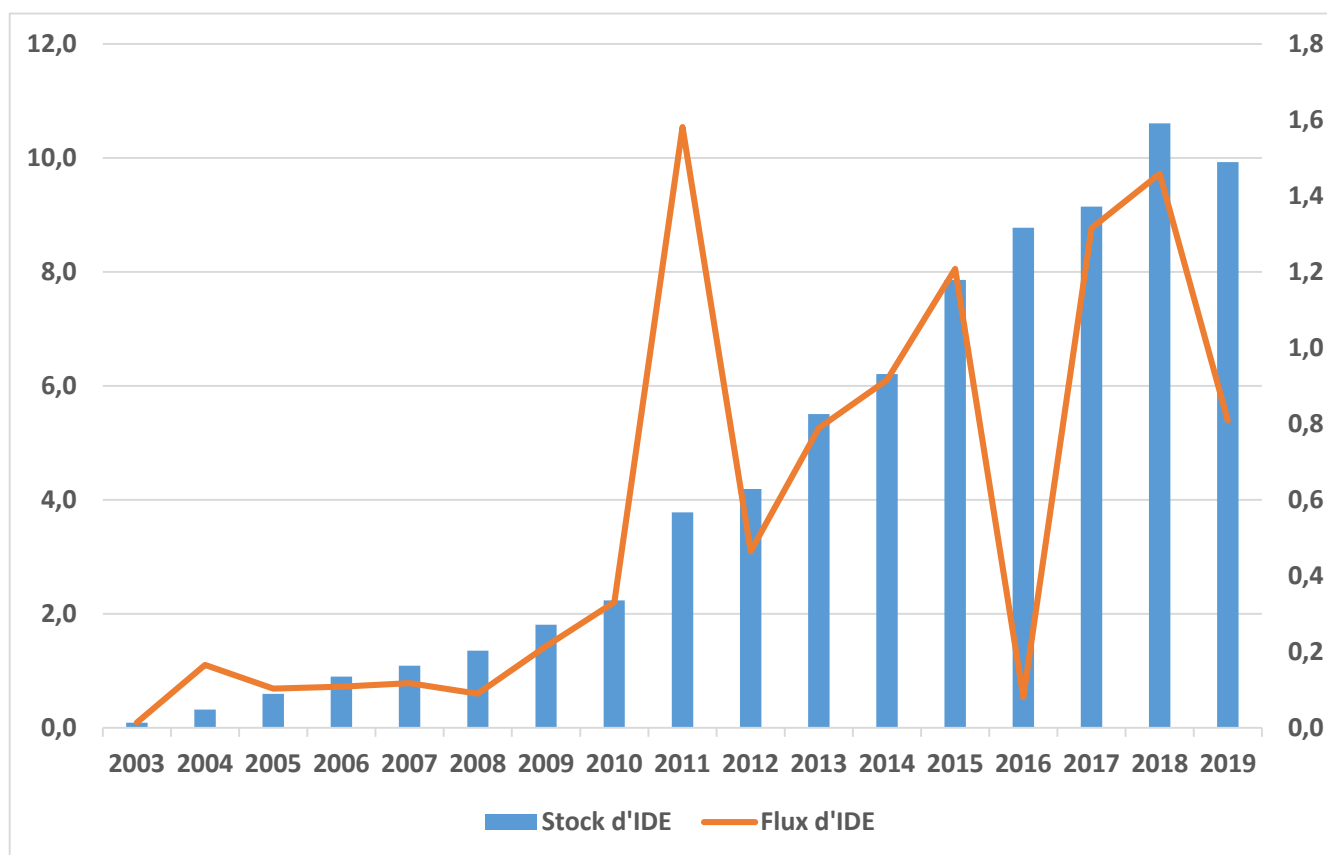
### Répartition géographique des prêts chinois en AEOI (Mds USD) 2000-2018



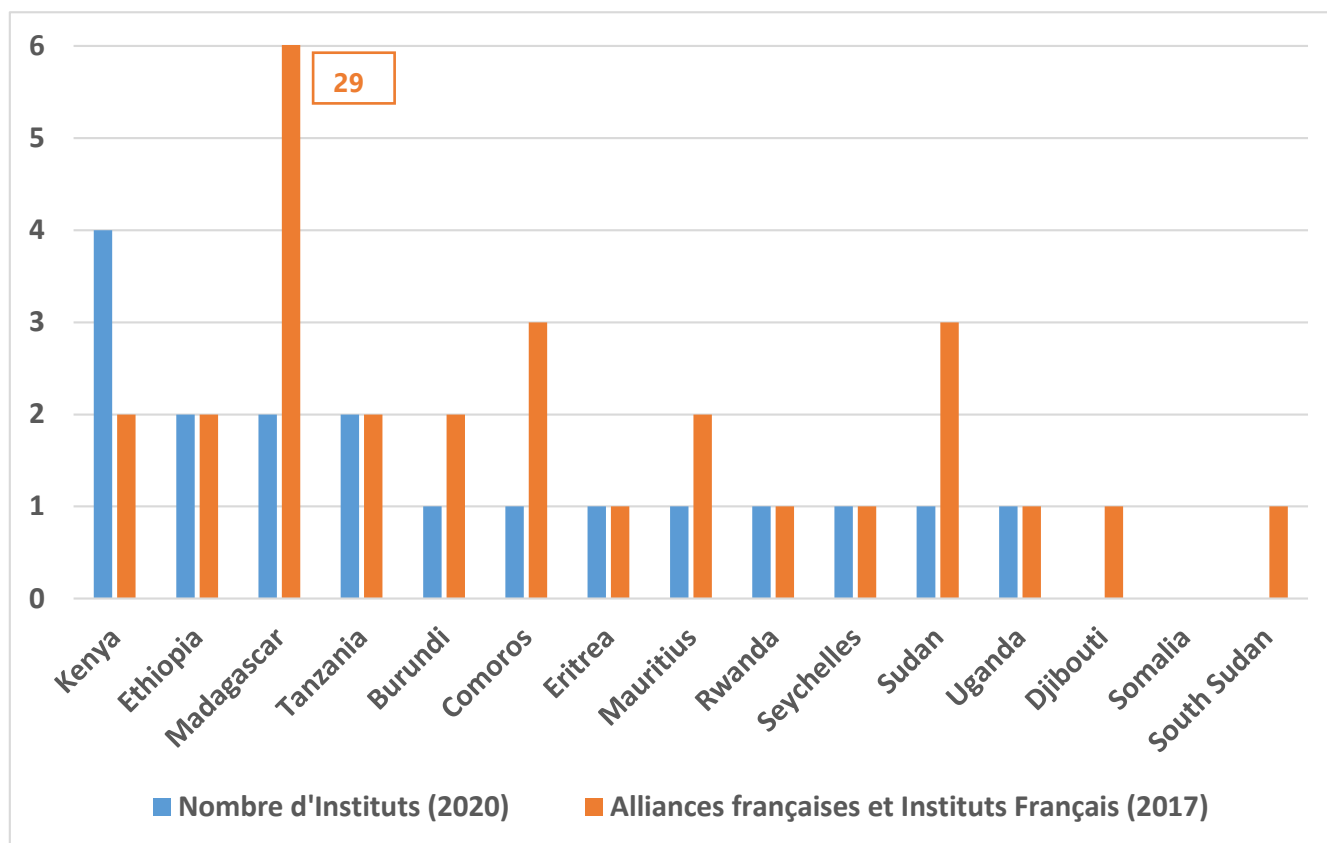
### Répartition sectorielle des prêts chinois en AEOI (Mds USD) 2000-2018



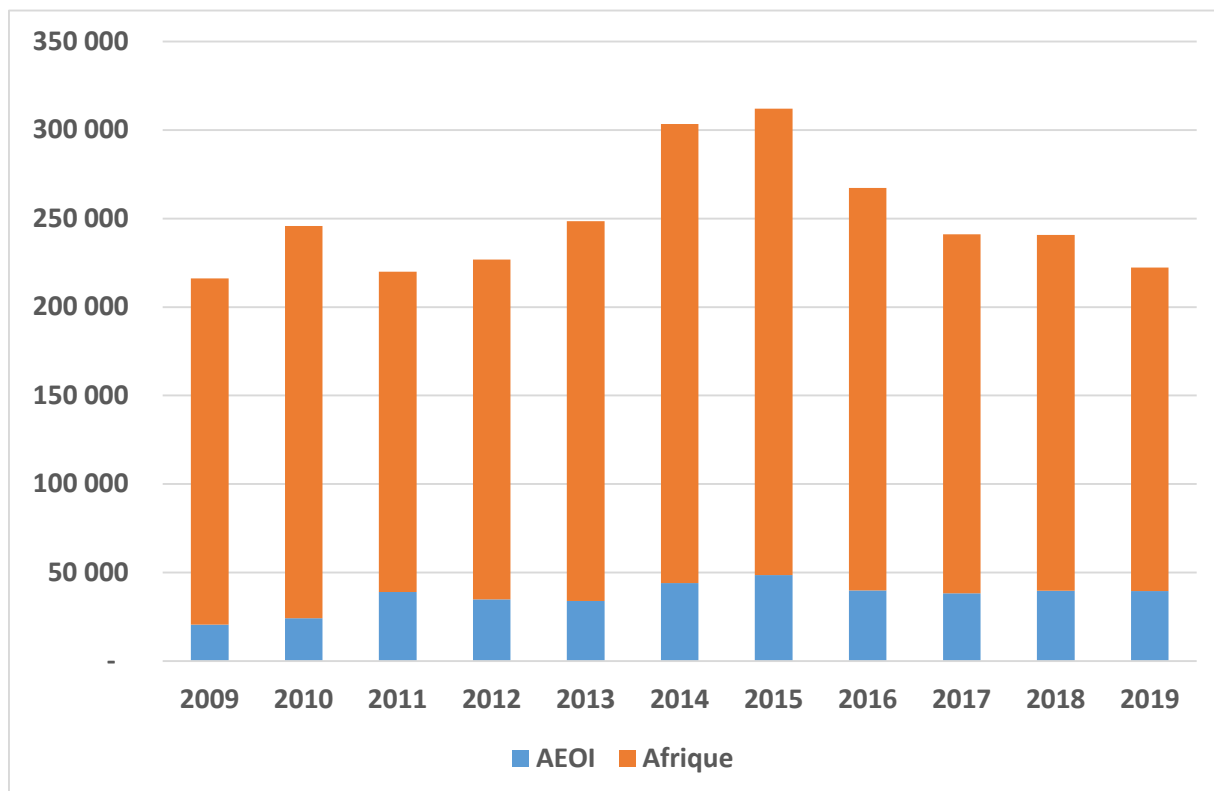
### Evolution des stocks et flux d'IDE chinois en AEOI (Mds USD)



### Instituts Confucius, Alliances et Instituts Français en AEOI



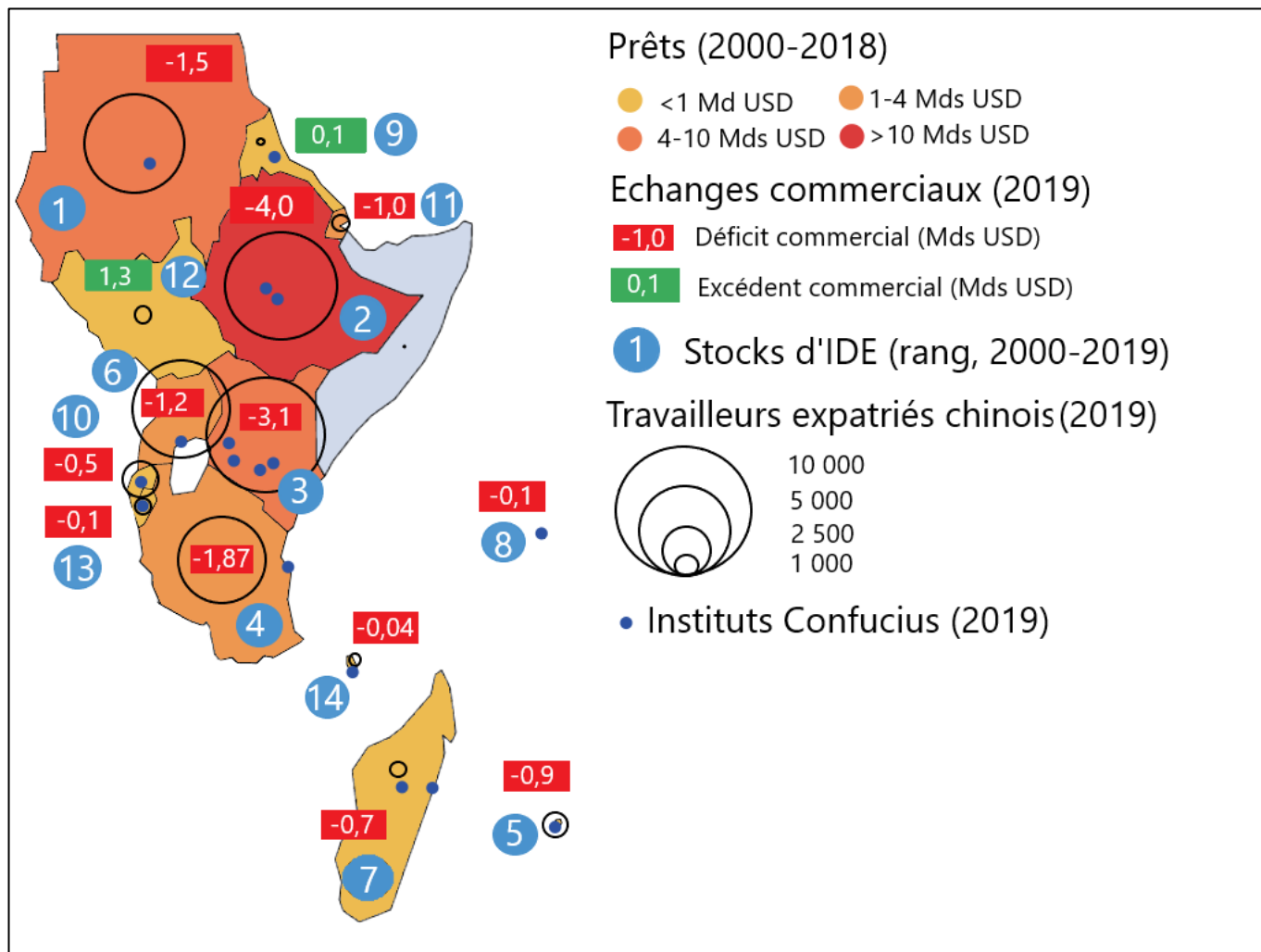
## Evolution du nombre de travailleurs expatriés chinois en AEOI et en Afrique



Sources : China Africa Research Initiative ; Douanes chinoises ; AID Data ; CNUCED ; Ministère du Commerce de la République populaire de Chine ; Johns Hopkins University SAIS China-Africa Research Initiative.

## LE GRAPHIQUE DU MOIS

### Présence chinoise en Afrique de l'Est et Océan Indien





## Communauté d'Afrique de l'Est – Burundi

### Le Burundi, partenaire marginal de la Chine en AEOI

*En 2019, la Chine le 3<sup>ème</sup> fournisseur (10,7 % des importations) du Burundi et son 2<sup>ème</sup> client (6,3 % des exportations burundaises). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec le Burundi, qui s'est établi à -0,07 Mds USD par an en moyenne sur la décennie, et atteint un pic historique en 2019, à -0,12 Mds USD. Les prêts chinois au Burundi sont rares (deux en 2014 et 2017), et uniquement dédiés aux infrastructures de communication. Avec 891 travailleurs chinois expatriés, le Burundi est le 8<sup>ème</sup> pays de la zone AEOI en la matière.*

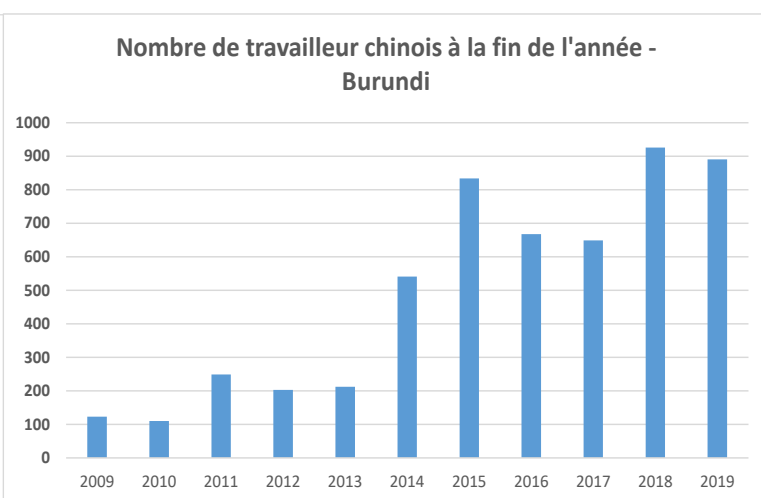
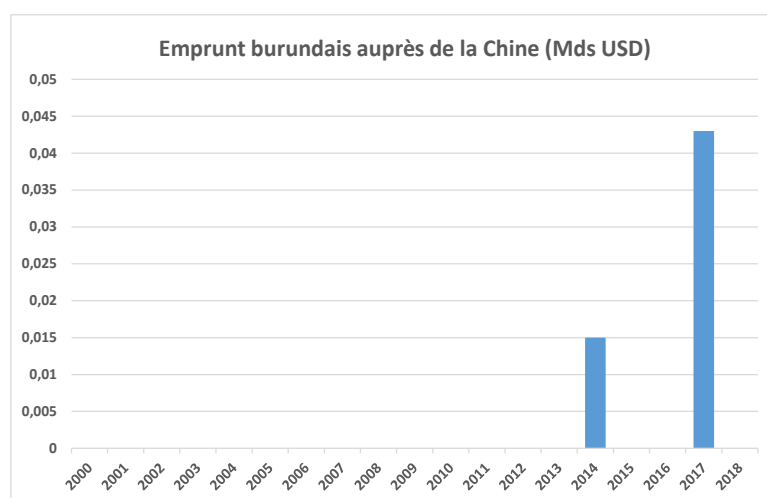
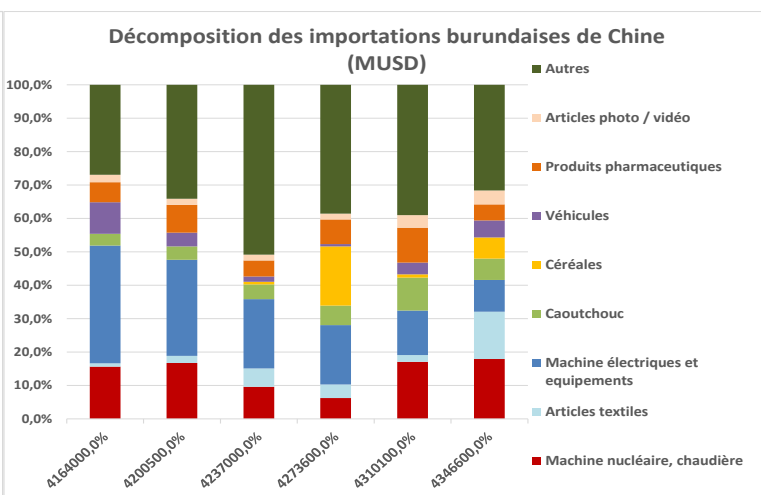
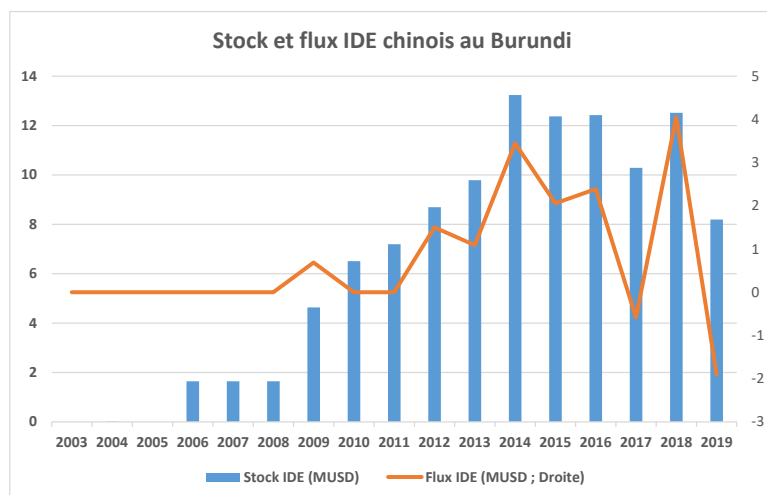
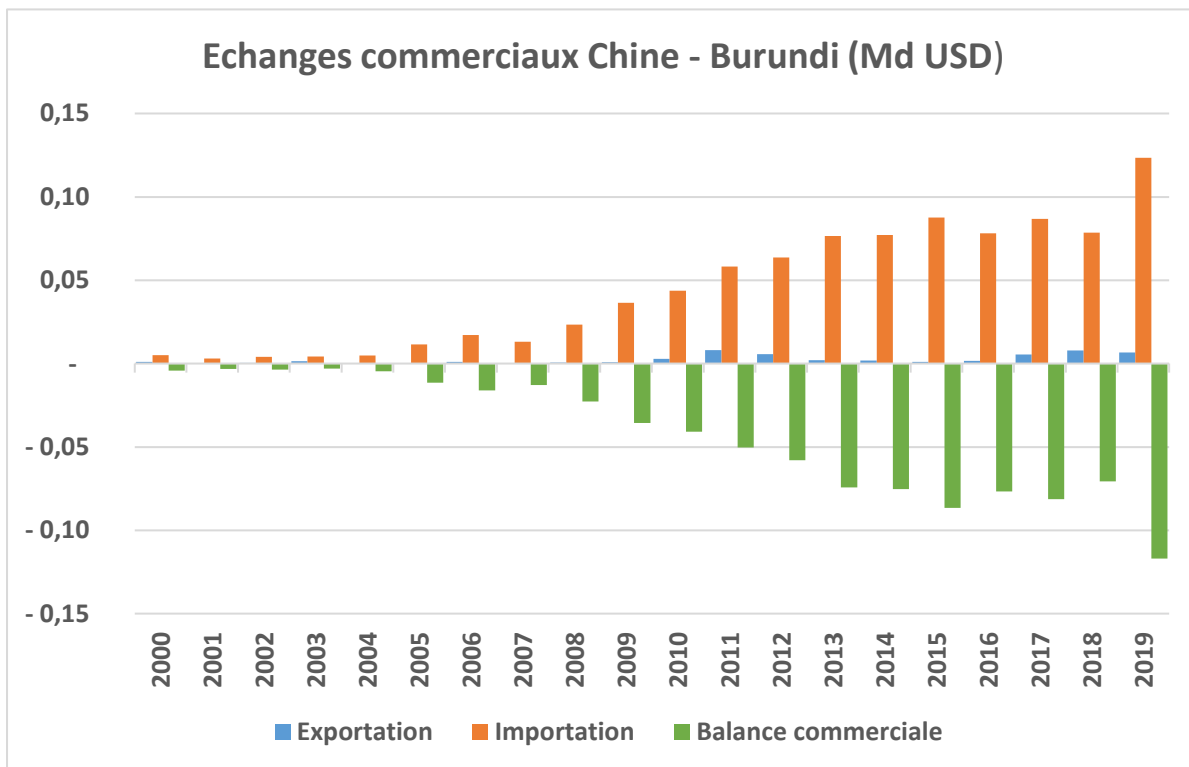
**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-burundais sont passés de 6 MUSD à 130 MUSD.** Le Burundi enregistre déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -0,12 Mds USD en 2019, à son plus haut point historique, principalement dû à une augmentation des importations chinoises depuis le Burundi (+57 %). Les principaux postes d'importation en 2019 sont les machines nucléaires, chaudières (18,0 %), les articles textiles (14,0 %), et les machines électriques et équipements (10,0 %). De son côté, la Chine importe principalement des minerais, scories et cendres depuis le Burundi (21,7 %) ainsi que du plomb (12,3 %).

**Avec 0,058 Mds USD de prêt reçu de la Chine entre 2000 et 2018, le Burundi est la 12<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (0,2 %), loin derrière le Rwanda (0,41 Mds USD).** Les prêts chinois au Burundi se sont concentrés en 2014 et en 2017, dédiés respectivement à la mise en place d'un réseau métropolitain d'internet (14,9 MUSD) et du financement du passage à la télévision numérique (32,6 MUSD). Ce dernier prêt confié à la Société de télévision numérique du Burundi, un organe mixte géré par l'opérateur chinois *Star Times* et les autorités burundaises, le passage de l'analogique au numérique. A plusieurs reprises, la Chine a par ailleurs annulé (45 MUSD, mai 2007 et 29 MUSD, septembre 2007) ou restructuré la dette burundaise (103 MUSD, 2011) à son égard. Toutefois les projets les plus symboliques se concrétisent au travers de subventions, avec notamment la construction d'un centre de formation (2006), d'un nouveau palais présidentiel (2008), d'hôpitaux (2008) et d'écoles rurales (2008).

**En 2019, le stock d'IDE chinois au Burundi s'établit à 8 MUSD, après 13 MUSD en 2018.** Comptant pour 0,1 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, le Burundi est la 13<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois derrière l'Ethiopie. Entre 2003 et 2014, les flux d'IDE chinois vers le Burundi s'inscrivent dans une tendance haussière, augmentant de 0 MUSD à 13,24 MUSD. Depuis 2013, aucune tendance ne s'exprime dans les flux d'IDE, fluctuant entre 4,1 MUSD en 2018 et -1,9 MUSD en 2019.

**En 2019, le Burundi accueille 891 travailleurs chinois expatriés, soit une des plus petites communautés en AEOI.** Cette présence peut être imputée aux quelques projets d'infrastructures ayant mobilisé la contribution d'entreprises chinoises, et notamment la centrale hydroélectrique de Ruzibazi.

**L'unique Institut Confucius du Burundi a été inauguré en 2014.** Agrandi en 2017, le nouvel institut du pays reste dans l'enceinte de l'Université, mais a désormais augmenté sa capacité d'accueil avec huit salles de cours.



## Communauté d'Afrique de l'Est – Kenya

### Le Kenya, 2<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI, et sièges de plusieurs institutions chinoises à vocation régionale

En 2019, la Chine est le 1<sup>er</sup> fournisseur (26,4 % des importations) du Kenya et son 10<sup>ème</sup> client (3,0 % des exportations kenyanes). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec le Kenya, qui s'est établi à 2,7 Mds USD par an en moyenne sur la décennie, et atteint -3,1 Mds USD en 2019, après un pic en 2017 (-4,1 Mds USD). Toutefois la présence chinoise au Kenya se manifeste principalement au travers de prêts, notamment dédiés à la construction d'infrastructures. Le Kenya concentre également le plus grand nombre d'institutions culturelles (Instituts Confucius) et médiatiques (CGTN, Xinhua, CCTV) de la région, ainsi que la plus grande communauté de travailleurs expatriés chinois en 2019.

**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-kenyans sont passés de 110,6 MUSD à 3,6 Mds USD, après un pic à 4,4 Mds en 2017.** Le Kenya enregistre déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -3,1 Mds USD en 2019 mais qui s'est réduit de 1,0 Md USD depuis 2017, principalement dû à une réduction des importations kenyanes depuis la Chine (-0,9 Mds USD). Les principaux postes d'importation sont les machines électriques (15,3 %), les réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques (9,7 %), et les plastiques et articles en plastique (6,0 %). De son côté, la Chine importe principalement des minerais, scories et cendres depuis le Kenya (67,0 %).

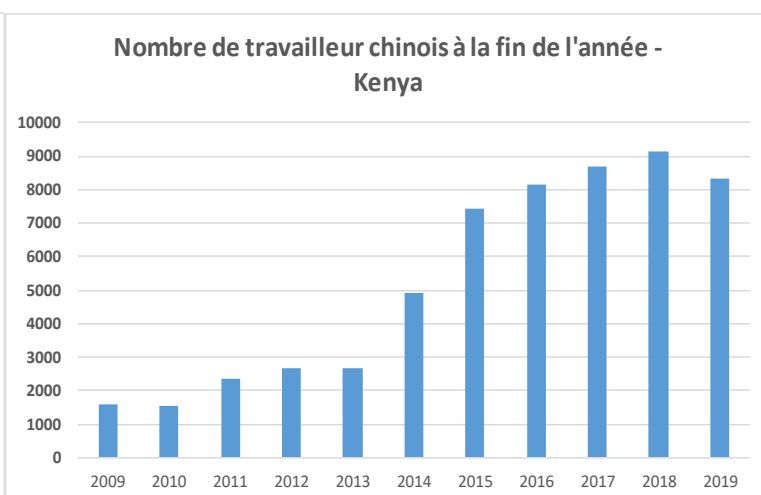
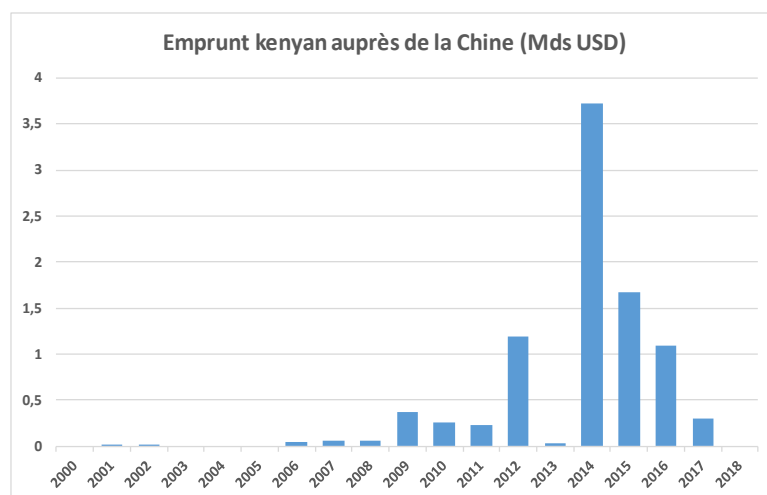
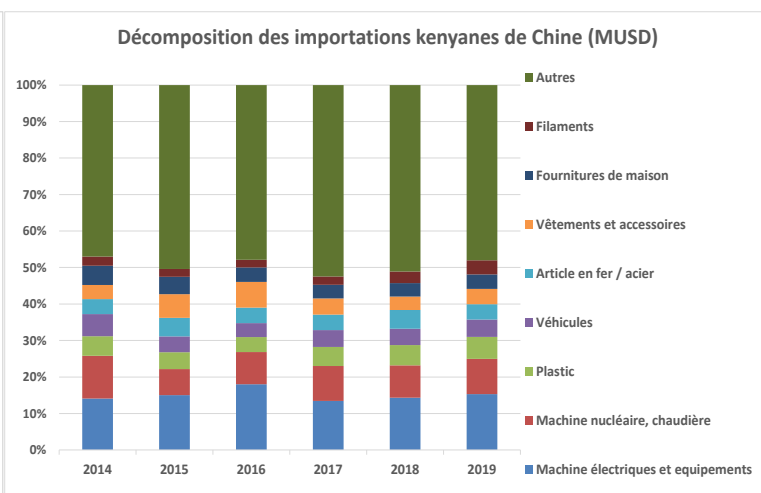
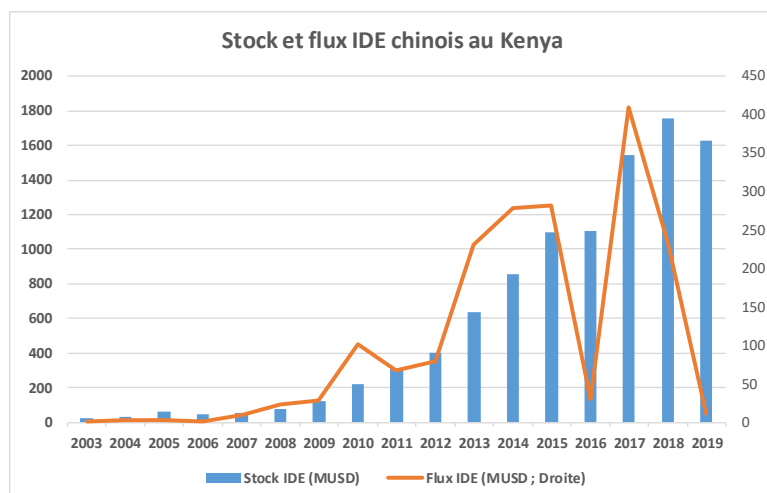
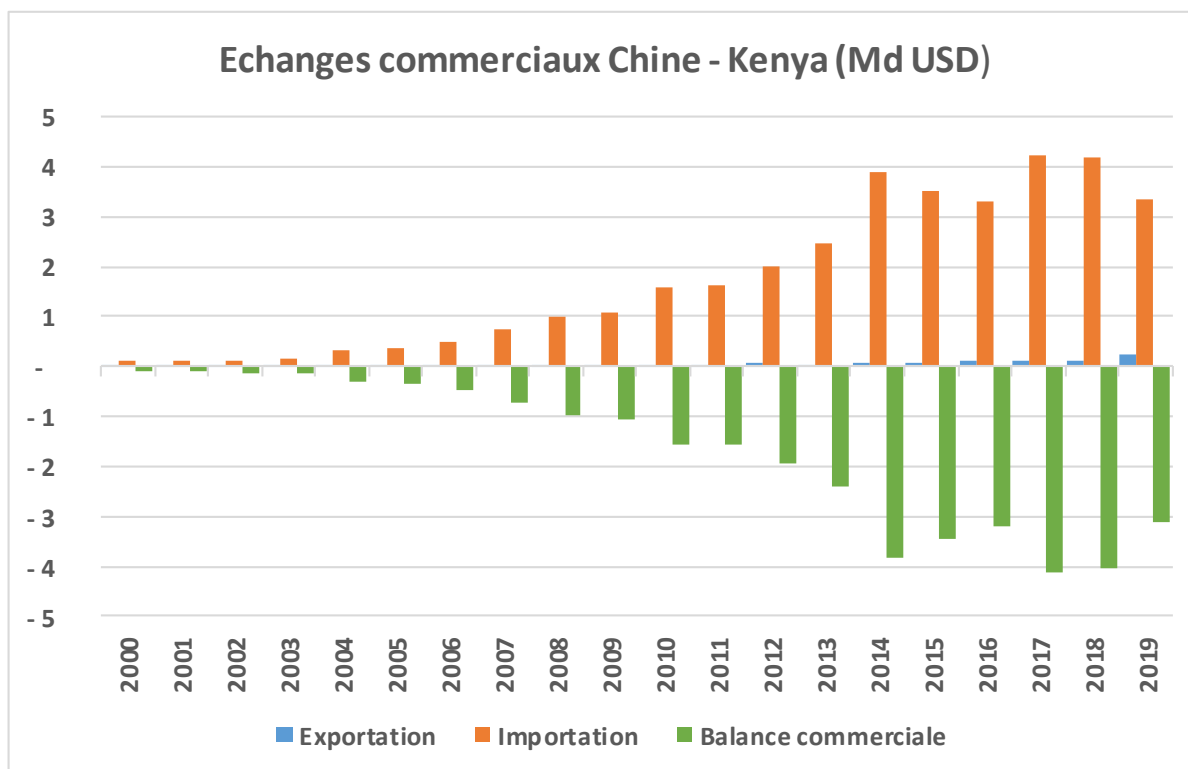
**Avec 9,0 Mds de prêt reçu de la Chine entre 2000 et 2018, le Kenya est la 2<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (23,5 %), derrière l'Ethiopie.** En 2014, avec la signature du prêt pour la construction du *Standard-Gauge Railway* (SGR ; 3,2 Mds USD) reliant Mombassa à Nairobi, les prêts chinois ont atteint un record annuel historique de 3,7 Md USD. Sur la période, avec 8,1 Mds USD (89,6 %), la part d'*Eximbank* reste prépondérante dans les prêts envers le Kenya, suivit par la *Chinese Development Bank* avec 786,8 MUSD (8,7 %). Les principaux secteurs kenyans bénéficiaires des prêts chinois sont le transport (5,7 Mds USD ; 63,9 %) et l'énergie (1,7 Md USD ; 19,2 %). Sur la même période, la Chine a annulé 14 MUSD de dette Kenyane. En 2021, suivant l'initiative *Debt Service Suspension Initiative* (DSSI) du G20, les autorités kenyanes ont annoncé que la Chine avait reporté les remboursements de la dette kenyane qui devaient être effectués au cours des 6 premiers mois de l'année 2021 (378 MUSD).

**En 2019, le stock d'IDE chinois au Kenya s'établit à 1,6 Md USD, après 1,8 Md en 2018.** Comptant pour 18,3 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, le Kenya est la 2<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois derrière l'Ethiopie. Entre 2003 et 2015, les flux d'IDE chinois vers le Kenya s'inscrivent dans une tendance haussière, augmentant de 0,7 MUSD à 288,1 MUSD. Depuis 2015, aucune tendance ne s'exprime dans les flux d'IDE, fluctuant entre 10,4 MUSD en 2019 et 410,1 MUSD en 2017.

**En 2019, le Kenya accueille 8 348 travailleurs chinois expatriés, soit la plus importante communauté en AEOI.** Depuis 2009, le Kenya est la 3<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (57 592), derrière l'Ethiopie (94 519) et le Soudan (77 630). Cette présence peut être imputée aux nombreux projets d'infrastructures ayant mobilisé la contribution d'entreprise chinoises (SGR, *Nairobi Expressway*, projets immobiliers...).

**Le Kenya est également le siège de plusieurs médias chinois à vocation régionale.** Le siège Afrique de l'agence de presse Xinhua s'est ainsi installé à Nairobi en 1986, complété en 2006 par le déménagement de son bureau de rédaction parisien. La même année, la *China Radio International* (CRI) y a établi son siège Afrique, suivie en 2012 par la *China Central Television* (CCTV) qui héberge l'édition Afrique du *China Global Television Network* (CGTN). En 2012, toujours à Nairobi, a été lancée l'édition africaine du *China Daily*.

**En 2005, le premier Institut Confucius du continent africain a été inauguré à l'Université de Nairobi.** En 2021, le Kenya compte quatre Instituts Confucius (Université de Nairobi, Université Kenyatta, Université Egerton, Université Moi), soit le 1<sup>er</sup> pays en AEOI par le nombre d'Instituts, et le 2<sup>ème</sup> en Afrique derrière l'Afrique du Sud (6).



## Communauté d'Afrique de l'Est – Ouganda

### La Chine, partenaire économique majeur de l'Ouganda

*En 2019, la Chine est le 2<sup>ème</sup> fournisseur (14,4 % des importations) de l'Ouganda et son 14<sup>ème</sup> client (1,2 % des exportations ougandaises). Les échanges commerciaux sino-ougandais ont augmenté de 40 MUSD en 2000 à 1,4 Md USD en 2019. L'Ouganda enregistre un déficit commercial structurel croissant avec la Chine qui s'établit à -1,3 Md USD en 2019, contre -353 MUSD 10 ans auparavant. La présence chinoise en Ouganda se manifeste principalement par le financement d'infrastructures. L'Ouganda connaît une augmentation importante de la communauté de travailleurs chinois depuis 2015 et bénéficie d'accords de coopération dans les secteurs industriels, de la santé et de l'éducation.*

#### **Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-ougandais sont passés de 40 MUSD à 1,4 Md USD.**

Après une hausse des exportations vers la Chine jusqu'en 2014 (92,9 MUSD), ces dernières s'inscrivent dans une tendance à la baisse pour atteindre 40,1 MUSD en 2019. En 2019, les exportations ougandaises vers la Chine sont composées de graines et huiles (29,2 %) et de coton (16,7 %). Les importations ougandaises depuis la Chine atteignent 1,3 Md USD en 2019 (+217,3 % vs 2010), et sont principalement composées de machines et d'équipements électriques (24,8 %), de machines nucléaires et chaudières (14,7 %) et d'articles en fer et en acier (6,5 %). L'Ouganda enregistre un déficit structurel avec la Chine qui s'établit à - 1,3 Md USD en 2019, multiplié par 30 depuis les années 2000 suivant la hausse des importations.

**Avec 2,9 Mds USD entre 2000 et 2018, l'Ouganda est le 4<sup>ème</sup> emprunteur de la zone AEOI (7,4%)** derrière le Soudan. Ces prêts sont accordés à 97,5 % par l'*EximBank* pour soutenir des projets répartis dans 2 secteurs principaux : l'énergie (2,0 Mds USD ; 70,3 %), les transports (656,3 MUSD ; 22,9 %). Notamment, en 2015, l'*EximBank* a financé la construction de la centrale hydroélectrique d'Isimba à hauteur de 482,5 MUSD. L'APD chinoise représente 6,6 % de l'APD totale reçue par l'Ouganda. Avec 67,0 MUSD, l'Ouganda est le 3<sup>ème</sup> pays bénéficiaire des mesures d'allègements de la dette concédée depuis 2000 en AEOI. L'*EximBank* s'est opposé, en août 2020, au report des échéances de remboursement du prêt contracté pour financer le barrage de Karuma, demandé par les autorités compte tenu du retard de 7 mois constaté dans la construction de l'ouvrage et sa mise en service.

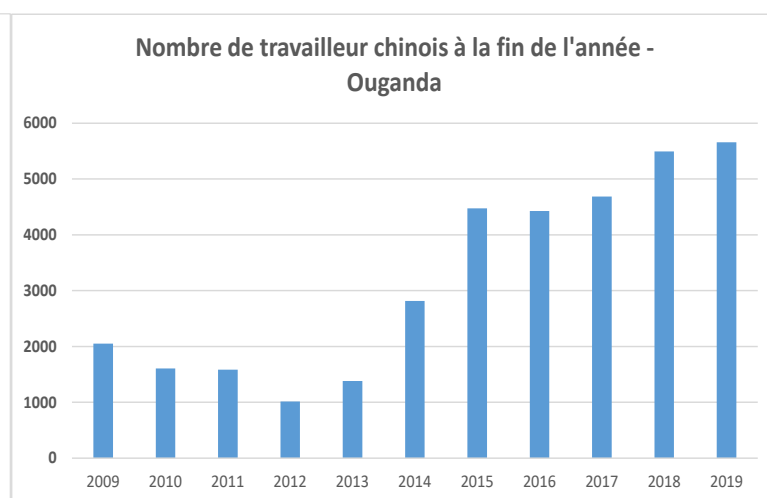
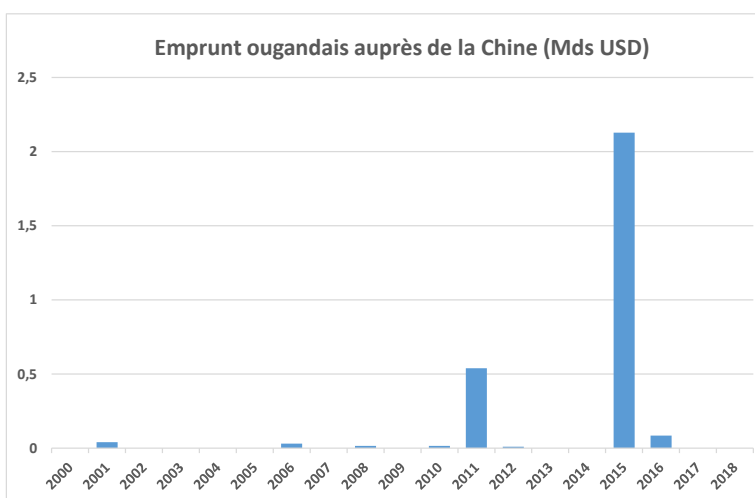
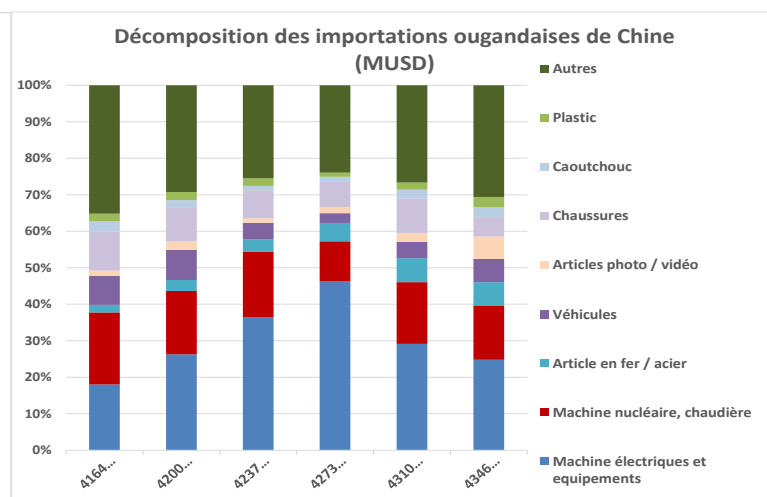
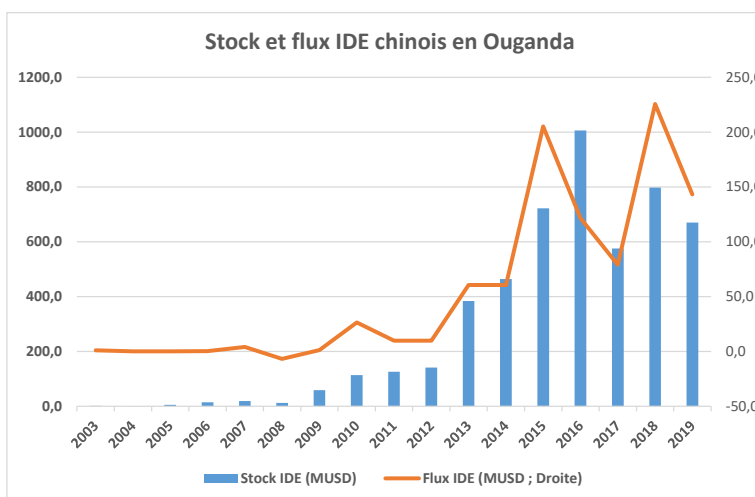
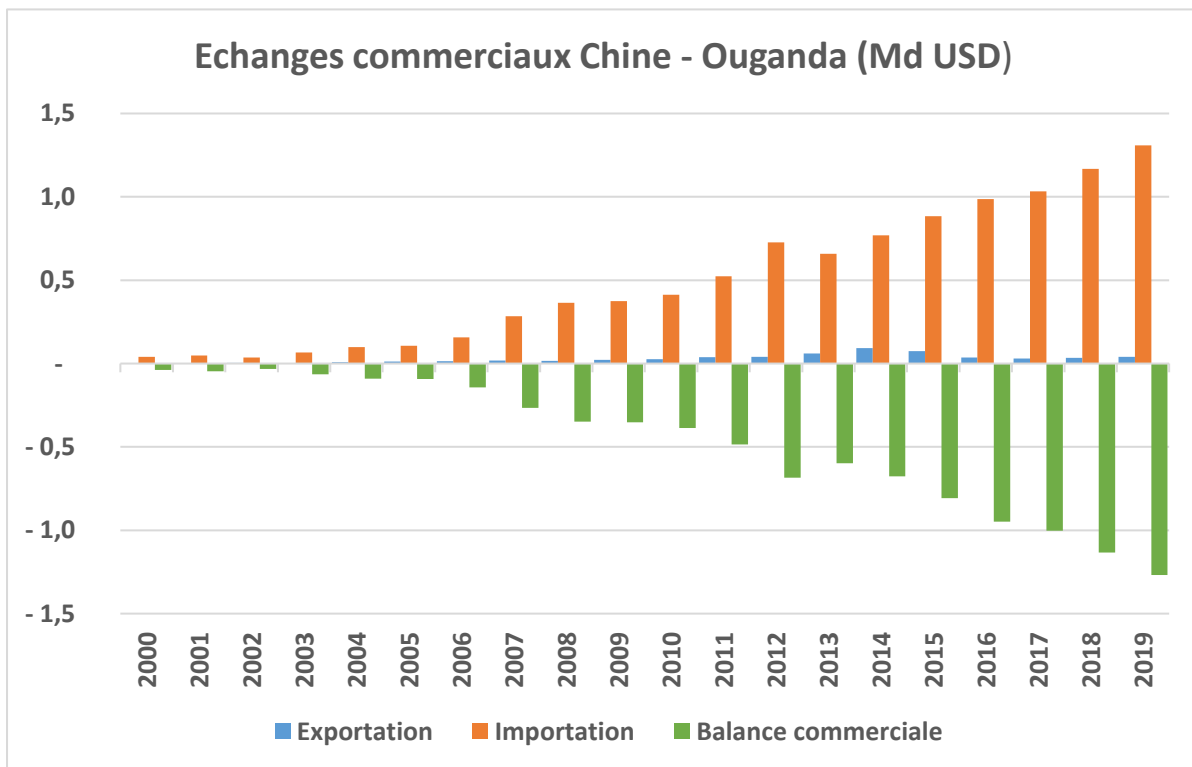
**Entre 2003 et 2019, l'Ouganda concentre 6,9 % des stocks d'IDE chinois en AEOI, au 6<sup>ème</sup> rang régional, en tendance haussière jusqu'en 2016.** En 2019 les flux d'IDE s'établissent à 143,2 MUSD, à la 3<sup>ème</sup> place régionale. Cependant aucune tendance ne s'observe depuis 2015 concernant les flux d'IDE, oscillant entre 79,0 MUSD en 2017 et 225,8 MUSD en 2018. Les IDE se concentrent principalement dans les infrastructures et le secteur manufacturier, ce qui suit la tendance régionale. L'entreprise chinoise CNOOC<sup>2</sup> a notamment investi dans le projet EACOP<sup>3</sup>, dans lequel elle détient un tiers des participations ainsi qu'une licence de production.

**En 2019, l'Ouganda accueille 5656 travailleurs chinois expatriés.** Depuis 2009, le pays est la 6<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (35 193), derrière Maurice (36 665), notamment présent dans les secteurs pétroliers et de la construction.

**La langue chinoise est enseignée depuis 2020 comme langue étrangère dans le programme d'étude secondaire ougandais.** L'unique institut Confucius en Ouganda a été inauguré en fin d'année 2014 à l'Université Makerere de Kampala. **Dès 2006, un accord de coopération technique de 5,3 MUSD a été signé entre les deux nations** afin de favoriser les échanges d'étudiants, de médecins et les formations techniques. L'Institut ougandais de recherche industrielle (UIRI), a bénéficié du programme de coopération entre l'Ouganda et la Chine pour former du personnel technique pour l'industrie ougandaise.

<sup>2</sup> Chinese National Offshore Oil Company

<sup>3</sup> East African Crude Oil Pipeline



## Communauté d'Afrique de l'Est – Rwanda

### Le Rwanda, un partenaire marginal de la Chine en AEOI mais dont les relations bilatérales se renforcent

*En 2019, la Chine le 2<sup>ème</sup> fournisseur (18,5 % des importations) du Rwanda et son 5<sup>ème</sup> client (2,8 % des exportations rwandaise). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec le Rwanda, qui s'est établi à 240,0 MUSD en moyenne par an sur la décennie. Cet excédent se renforce graduellement sur la période, pour atteindre 490,0 MUSD en 2019 alors qu'il s'élevait à 100,0 MUSD en 2010. Depuis la visite officielle du Président chinois Xi Jinping le 23 juillet 2018, les relations politiques et économiques entre la Chine et le Rwanda continuent de se renforcer.*

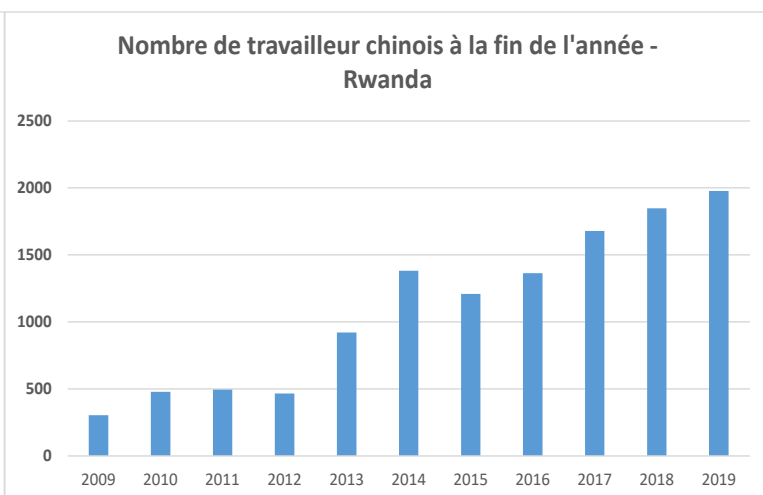
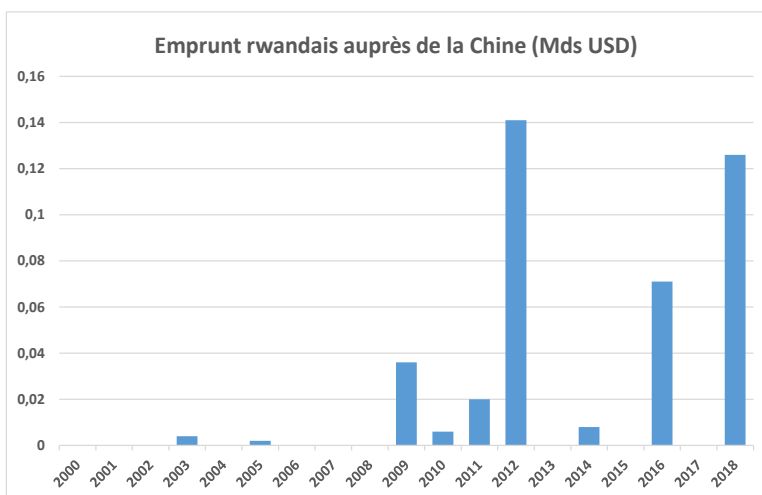
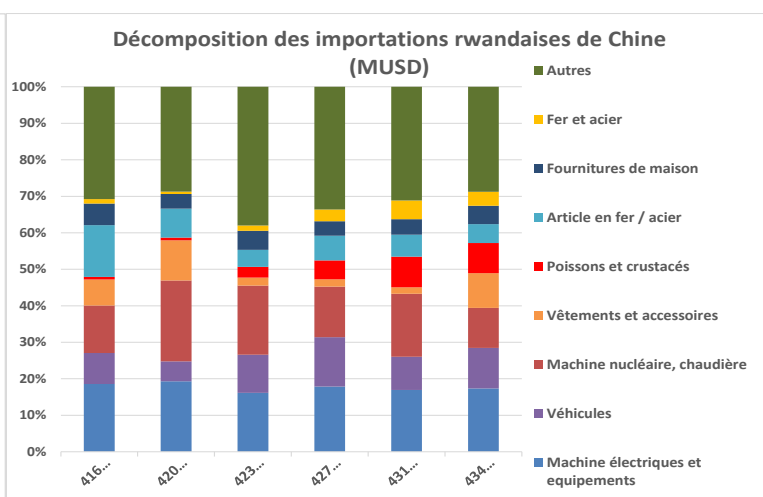
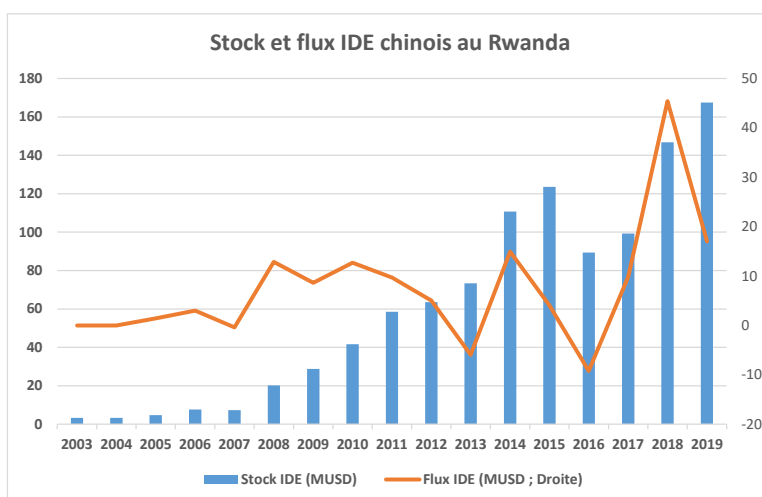
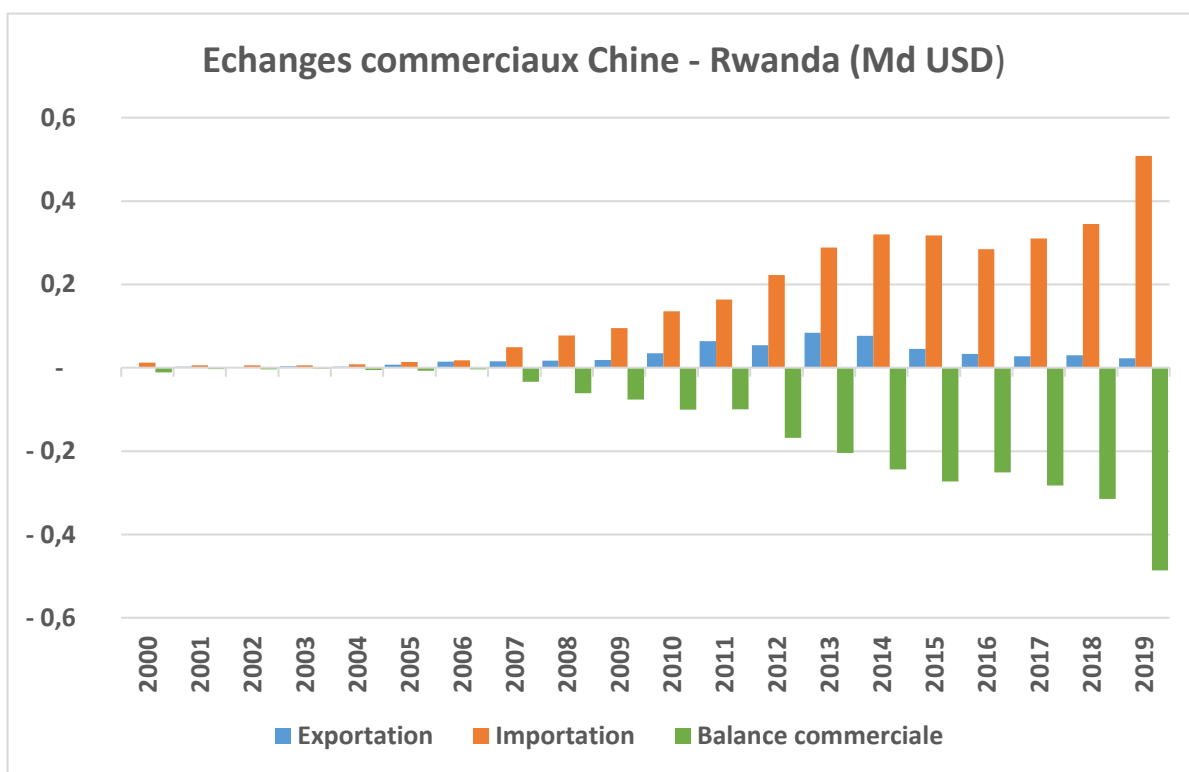
**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-rwandais sont passés de 12,9 MUSD à 531,4 MUSD avec une croissance annuelle moyenne de 26 %.** Le Rwanda enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine, qui a atteint un montant record de -486,2 MUSD en 2019, lié à une forte augmentation des importations de produits chinois au Rwanda (+47,6 %) en parallèle d'une baisse des exportations rwandaises vers la Chine (-23,6 %). Les principaux postes d'importation de Chine vers le Rwanda sont les machines électriques et équipements (17,4 %), les véhicules (11,1 %) et les machines nucléaires et chaudières (11,0 %). La Chine importe essentiellement des minerais, scories et cendre depuis le Rwanda (88,0 %).

**Avec 414,0 MUSD de prêts reçus entre 2000 et 2018, le Rwanda est la 10<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (1,1 %).** Sur la période, avec 345,8 MUSD (83,6 %), la part de l'*Eximbank* reste prépondérante dans les prêts envers le Rwanda, suivit par les fournisseurs de crédit avec 67,9 MUSD (16,4 %). Le principal secteur rwandais bénéficiaire= des prêts chinois est le transport (345,8 MUSD ; 83,6 %). Selon le gouvernement Rwandais, la Chine est créancière de moins de 5 % du stock de dettes. Un accord de prêt avec l'*Eximbank* de 214 MUSD a été signé en février 2020 pour le projet de barrage de Nyabarongo II. En février 2020, une annulation de la dette à hauteur de 6 MUSD a été signée, en complément d'une annulation de 16 MUSD déjà accordée dans le passé. Un don de 60 MUSD du gouvernement chinois a également été signé à cette occasion. Les secteurs de coopération identifiés sont les transports, l'agriculture, la santé, l'éducation et l'énergie.

**En 2019, le stock d'IDE chinois au Rwanda s'établit à 167,5 MUSD après 146,8 MUSD en 2018, soit moins de 10 % du stock total d'IDE.** Comptant pour 1,3 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, le Rwanda est la 10<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois. Entre 2003 et 2015, les flux d'IDE chinois vers le Rwanda s'inscrivent dans une tendance haussière, augmentant de 0 USD à 17 MUSD, avec un record en 2018 à 45,4 MUSD.

**En 2019, le Rwanda accueille 1 977 travailleurs chinois expatriés, soit une communauté peu importante comparée au reste de l'AEOI.** Depuis 2009, le Rwanda est la 7<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois en AEOI (12 125), derrière l'Ouganda (35 193) et devant le Soudan du Sud (9 035).

**La Chine est également présente à travers un Institut Confucius, inauguré en 2009, et de nombreux programmes d'échanges universitaires** (environ 1 200 étudiants rwandais bénéficiant d'une bourse en Chine), notamment au sein de la *Alibaba Business School*. L'entreprise *Alibaba* a également choisit Kigali pour y implanter son hub africain de commerce en ligne. L'implantation de l'entreprise *StarTimes* est venue concurrencer le leader DSTV dans le paysage audiovisuel rwandais depuis 2008. Ce renforcement des liens entre les deux pays a mené à l'ouverture d'une liaison de *Rwandair* depuis juin 2019 entre Kigali et Guangzhou trois fois par semaine.





## Communauté d'Afrique de l'Est – Soudan du Sud

### Relations Soudan du Sud-Chine : des échanges commerciaux dominés par les hydrocarbures

*En 2019, la Chine est le 3<sup>ème</sup> fournisseur (12,8 % des importations) du Soudan du Sud et son 1<sup>ère</sup> client (92,1 % des exportations Sud soudanaise). En 2018, le Soudan du sud a signé avec la Chine le MoU entérinant sa participation aux nouvelles routes de la soie. La Chine est le premier client du Soudan du Sud (93,0 % des exportations du pays) et son 4<sup>ème</sup> fournisseur (9,45 % de ses importations). Le Soudan du Sud est quant à lui le 11<sup>ème</sup> fournisseur de la Chine sur le continent africain et enregistre en 2019 une balance commerciale excédentaire avec la Chine (+1,3 Md USD). La présence chinoise au Soudan du Sud se matérialise essentiellement par les investissements dans les projets de recherche et d'exploitation pétrolière. Le Soudan du Sud est également le principal bénéficiaire de la présence humanitaire chinoise en Afrique de l'Est.*

**Le Soudan du Sud a connu un montant record d'exportation vers la Chine en 2014 avec 4,0 Mds USD.** En 2019, les exportations vers la Chine s'élève à 1,4 Md USD, ce qui fait du Soudan du Sud le plus gros exportateur régional vers la Chine (42,0 % des exportations de l'AEOI vers la Chine). La Chine représente à elle seule 92,1 % des exportations totales du Soudan du Sud dont 95,3 % de pétrole brut. Le pays enregistre parallèlement une hausse considérable de ses importations de produits chinois entre 2016 et 2019 (+168,0 %), pour atteindre 130 MUSD en 2019. Ces importations se composent de machines et équipements électriques (26,2 %), de machines nucléaires et chaudières (23,6 %), d'articles en fer et en acier (12,8 %). Le Soudan du Sud est le seul pays, avec l'Erythrée, à posséder une balance commerciale excédentaire avec la Chine (+1,3 Md USD) en 2019.

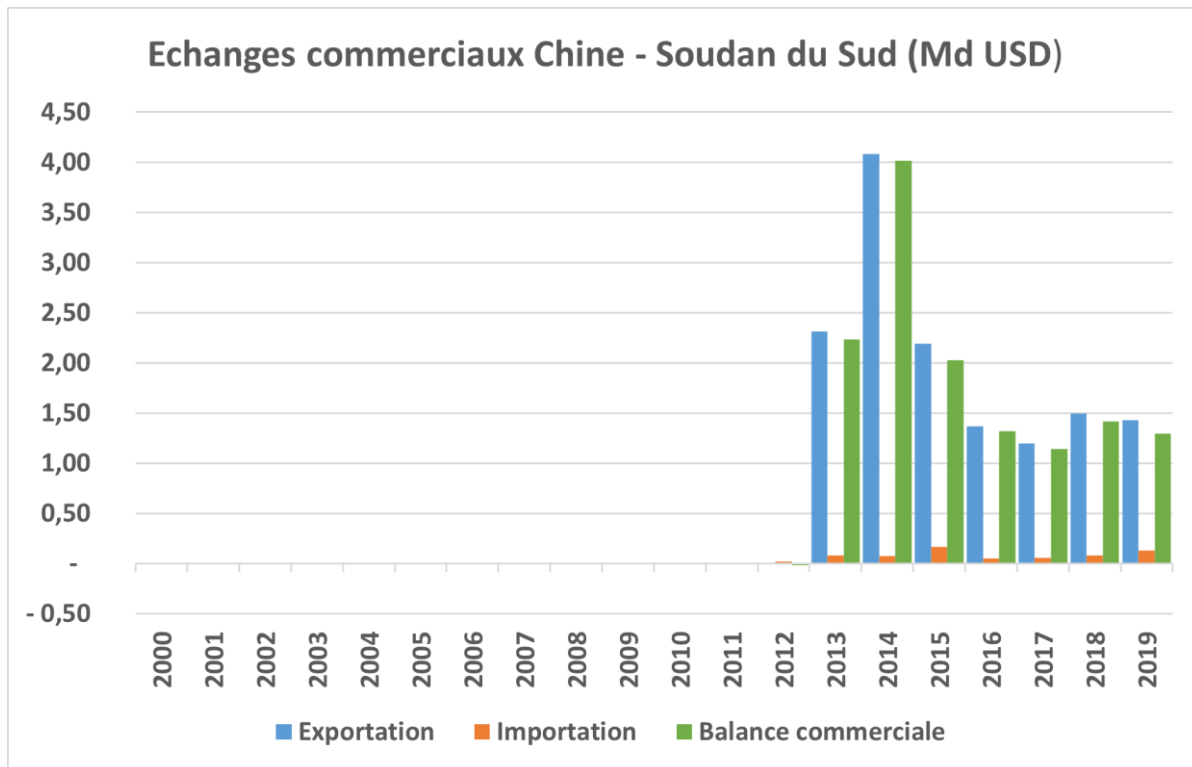
**Le Soudan du Sud n'a contracté que deux prêts auprès de la Chine pour un montant de 407,0 MUSD,** soit 158,0 MUSD en 2014 puis 249,0 MUSD en 2018, octroyés par *EximBank*. Ces deux prêts ont permis de financer des projets d'infrastructures de transport : les travaux d'agrandissement de l'aéroport de Juba et ingénierie du système de gestion du trafic aérien du Sud-Soudan.

**En 2019, le stock d'IDE chinois au Soudan du Sud s'établit à 26,9 MUSD, contre 47,7 MUSD 2 ans auparavant.** Comptant pour 0,3 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, le Soudan du Sud est la 12<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois. Les flux d'IDE oscillent quant à eux depuis 2011 entre - 13,1 MUSD en 2018 et + 13,1 MUSD en 2015. L'entreprise pétrolière chinoise, *China National Petroleum Corporation* (CNPC), y est implantée depuis 1997 et détient aujourd'hui 41,0 % des parts du seul consortium pétrolier et gazier du Soudan du Sud, *Dar Petroleum*, ce qui en fait le principal actionnaire.

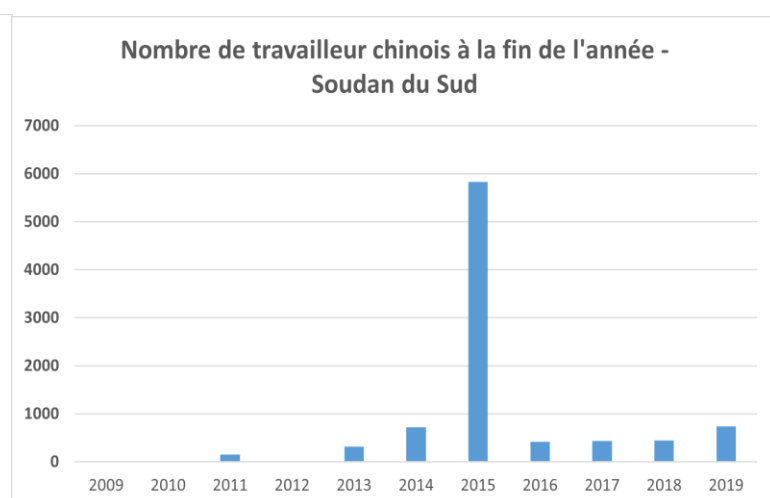
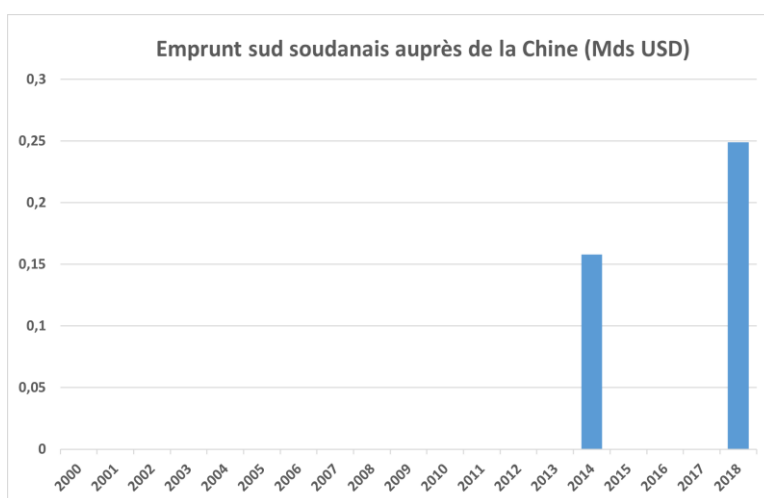
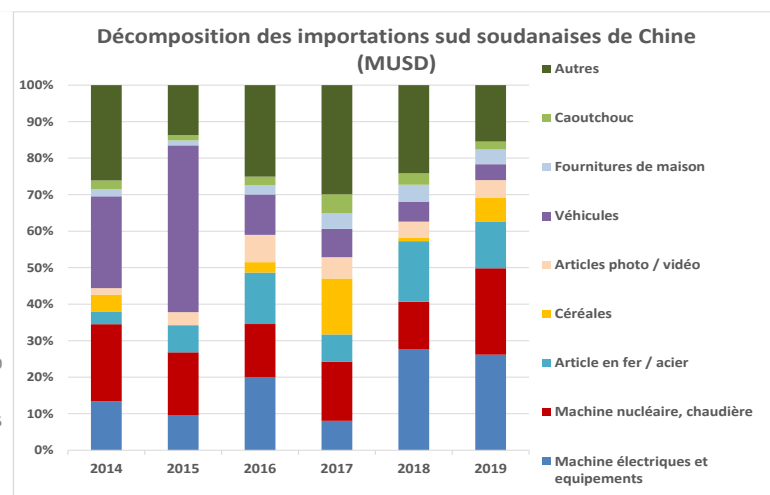
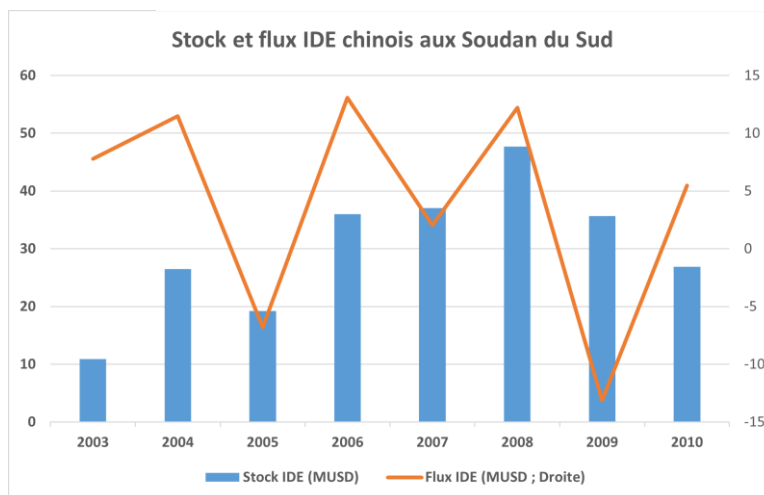
**En 2019, le Soudan du Sud compte 733 travailleurs chinois expatriés.** Depuis 2009, le pays a comptabilisé au total 9 035 travailleurs chinois expatrié, avec un pic à 5838 en 2015. Les travailleurs chinois se concentrent essentiellement dans les projets d'exploitation pétrolière mais aussi d'infrastructures.

**La Chine a fourni près de 50,0 MUSD d'aide humanitaire au Soudan du Sud depuis 2013,** dont 10,0 MUSD au programme alimentaire mondial (PAM). Depuis l'indépendance du pays, la Chine est le principal fournisseur d'aide humanitaire du pays avec des aides en nature, des dons d'urgence et de nourriture mais aussi des abris et un approvisionnement en eau. Plus récemment et à la suite de la Covid-19, la Chine a fait don d'environ 14 000 boîtes d'aliments (RUTF) à l'UNICEF pour lutter contre la malnutrition des enfants au Soudan du Sud et a débloqué 7,0 MUSD d'aides en janvier 2019 pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

**Depuis l'ouverture du consulat à Juba en 2008,** la Chine accorde des bourses gouvernementales aux étudiants Sud-Soudanais et a formé près de 500 fonctionnaires et personnels techniques issus du gouvernement du Soudan du Sud. La société chinoise de télécommunications ZTE a collaboré en 2017 et en juin 2020 avec l'autorité des médias du Sud-Soudan, pour un contrat de 10,0 MUSD, afin de gérer les flux d'informations à Juba. **Le Soudan du Sud fait partie, avec la Somalie, des seuls pays n'ayant pas d'Institut Confucius.**



\*Pour mémoire, le Soudan du Sud a obtenu son indépendance en 2011



## Communauté d'Afrique de l'Est – Tanzanie

### La Chine entend relancer ses relations économiques avec la Tanzanie

En 2019, la Chine le 1<sup>er</sup> fournisseur (32,0 % des importations) de la Tanzanie et son 4<sup>ème</sup> client (6,6 % des exportations tanzaniennes). Après le léger refroidissement diplomatique des années 2015/2016 et le gel du projet portuaire chinois à Bagamoyo (10,0 Mds USD), la Chine veut réactiver son partenariat économique avec la Tanzanie. En 2019, elle demeurait le 1<sup>er</sup> fournisseur (32,0 % des importations) de la Tanzanie et son 4<sup>ème</sup> client (6,6 % des exportations tanzaniennes). La Tanzanie est le 107<sup>ème</sup> fournisseur de Pékin et son 83<sup>ème</sup> client, enregistrant, en moyenne sur la décennie passée, un déficit commercial structurel de 1,6 Md USD.

**Les relations diplomatiques sino-tanzanienne, initiées dans les années 1960, se sont concrétisées par le premier grand projet d'infrastructure chinois en Afrique**, avec la construction de la voie ferrée *Tanzania Zambia Railway Authority-TAZARA* dans les années 1970. Avec l'initiative des nouvelles routes de la soie, la Chine devrait soutenir de nouveaux projets dans les secteurs des transports, de l'énergie et de la formation.

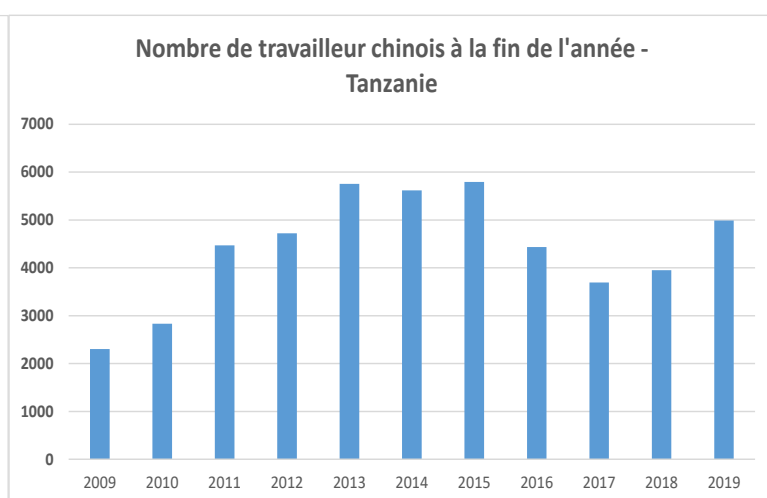
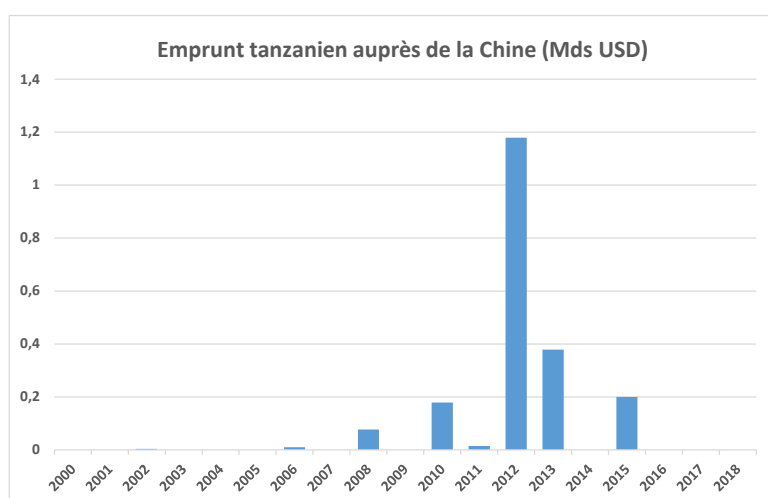
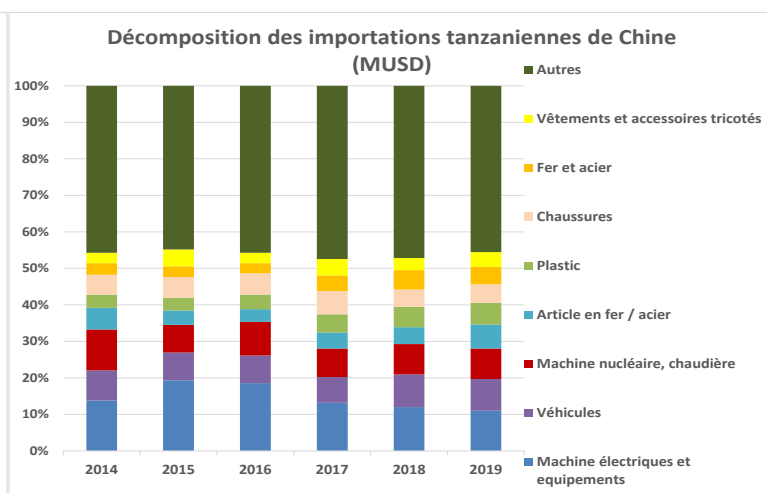
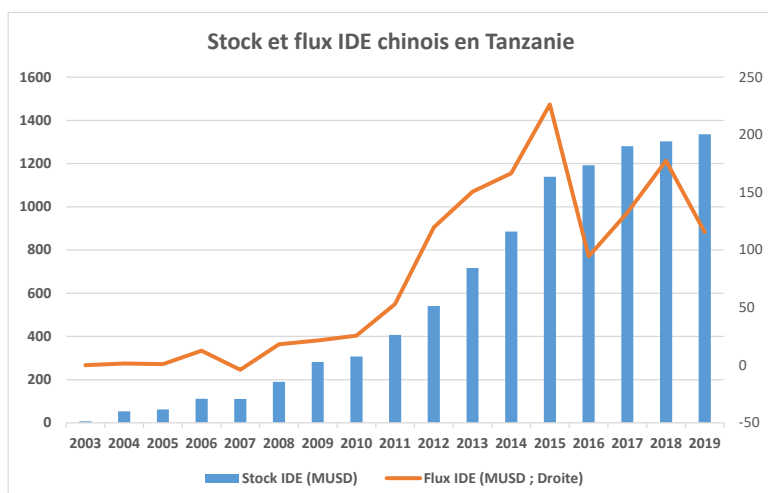
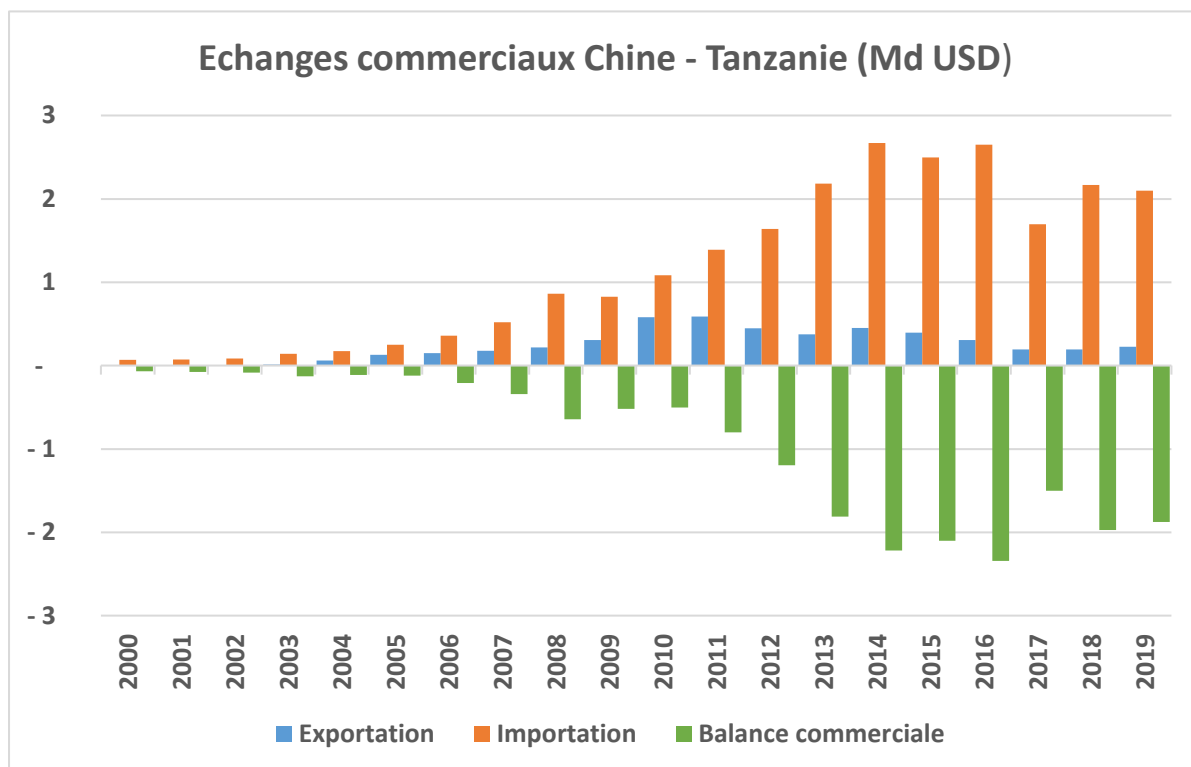
**Le montant des échanges commerciaux sino-tanzaniens a atteint 2,3 Mds USD en 2019, plutôt stable depuis 2012.** La Tanzanie enregistre un déficit commercial de -1,87 Md USD en 2019 avec la Chine mais la tendance est à la baisse depuis 2014, (- 2,22 Mds USD). Les importations tanzaniennes d'origine chinoise ont fortement augmenté dès 2010 pour se stabiliser à partir de 2013 et atteindre 2,1 Mds USD en 2019. Les principaux postes d'importation sont les machines électriques (11,0 %), les véhicules automobiles (8,7 %), les réacteurs nucléaires, chaudières et appareils mécaniques (8,3 %). Les exportations tanzaniennes se composent essentiellement de plantes, graines et fruits divers (45,2 %), de cuivre et de ses dérivés (24,2 %).

**Sur le plan financier, sur la période 2000-2018, la Tanzanie a bénéficié d'importants prêts chinois (2,0 Mds USD)**, 88,0 % provenant de l'*EximBank* (1,8 Md USD) et 9,8 % de la *Chinese Development Bank*. L'année 2012 a concentré à elle seule plus de la moitié des prêts de la période (1,2 Md USD) pour le soutien du projet de construction de l'oléoduc entre Mtwara et Dar Es Salam (532 km) pour le transport du gaz naturel (*EximBank*). Ainsi, le secteur énergétique a capté 56,9 % des prêts chinois sur la période (1,2 Md USD), les projets de gouvernance ont été soutenus à hauteur de 285,0 MUSD (13,9 % du total) et ceux liés au secteur de la communication ont bénéficié de 276,9 MUSD (13,6 % du total). A noter que sur la même période, la Chine a annulé 59,0 MUSD de dette tanzanienne. La demande d'annulation de certaines dettes bilatérales, formulée par le président Magufuli en janvier 2021, lors de la visite du ministre chinois des affaires étrangères, reste pour le moment sans réponse officielle.

**Entre 2003 et 2019, la Tanzanie a accueilli 13,5 % des flux d'IDE chinois dans la région AEOI (1,3 Md USD), au 4<sup>ème</sup> rang régional.** L'année 2016 rompt la tendance haussière des flux d'IDE enclenchée depuis les années 2003, les flux chutant de 226 MUSD en 2015 à 95 MUSD en 2016. Depuis, les flux d'IDE varient pour atteindre 116 MUSD en 2019 où le stock d'IDE chinois en Tanzanie était de 1,3 Md USD.

**La Tanzanie est le 5<sup>ème</sup> pays d'accueil de travailleurs chinois dans la région AEOI avec 4 987 Chinois expatriés y travaillant en 2019.** De 2015 à 2017, le nombre de travailleurs chinois a chuté jusqu'à atteindre 3 691 travailleurs en 2017, contre 5 796 en 2015. Cette baisse semble interrompue en 2019, alors qu'on y signalait plus de 1 000 nouveaux travailleurs expatriés. En 2019, le *Tanzanian Investment Centre* a enregistré 700 entreprises chinoises implantées sur le territoire (énergie, agriculture, mines, construction, textile, technologies de l'information et de la communication).

**Deux Instituts Confucius opèrent en Tanzanie.** Ils ont été inaugurés en 2005 et 2013, respectivement à l'Université de Dar Es Salam et à l'Université de Dodoma. Le premier centre culturel chinois en Afrique de l'Est a été inauguré en Tanzanie en 2015.



## Indicateurs régionaux : Communauté d'Afrique de l'Est

Indicateurs Pays	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Sud Soudan	Tanzanie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	11,9	53,8	45,7	13,0	11,2	59,7
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	3,1	2,3	3,6	2,6	0,9	3,0
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	166	56	116	38	185	141
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	165	124	142	49	179	94
<b>Macroéconomie</b>						
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	3,1	101,0	37,7	10,4	4,2	64,1
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	264	2 075	915	823	303	1 106
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-3,2	1,0	-0,3	-0,2	-3,6	1,9
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	7,6	5,3	4,2	6,9	27,1	3,6
<b>Finances Publiques</b>						
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-9,5	-8,4	-6,6	-7,7	-1,9	-1,9
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	65,0	66,4	46,0	61,6	71,7	38,5
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	21,9	33,7	29,6	53,4	-	28,0
<b>Echanges</b>						
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-19,8	-12,0	-13,2	-15,1	-	-6,6
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	7,6	173,0	26,5	20,9	3,5	62,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	3,3	110,5	11,8	4,4	0,2	33,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-20,7	-4,9	-8,0	-16,7	-27,8	-3,2
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,4	2,9	4,6	2,6	34,4	0,6
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,7	4,7	3,7	3,6	0,2	4,6
<b>Développement</b>						
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,43	0,60	0,54	0,54	0,43	0,53
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	61,0	66,2	62,8	68,4	57,4	64,8
<i>Taux de pauvreté (&lt;1,90 USD/jours, %) BM</i>	71,8	36,8	41,7	55,5	42,7	49,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,04	0,31	0,14	0,08	0,14	0,23
<b>Notation Dette Souveraine</b>						
S&P	-	B+	B	B+	-	-
Moody's	-	B2	B2	B2	-	B2
Fitch	-	B+	B+	B+	-	-
<b>Politique Monétaire</b>						
<i>Taux directeur **</i>	-	7,0	7,0	4,5	-	5,0

## Corne de l'Afrique – Djibouti

### Djibouti, point géostratégique en Afrique de l'Est pour la Chine

*En 2019, la Chine le 1<sup>er</sup> fournisseur (36,3 % des importations) de Djibouti et son 5<sup>ème</sup> client (2,9 % des exportations). Djibouti endosse un rôle doublement stratégique pour la Chine : à la fois située sur les nouvelles routes de la soie, ce pays de corne de l'Afrique (1 M d'habitants) constitue également un point d'appui stratégique de la présence militaire chinoise: Djibouti accueille la première et seule base militaire chinoise en Afrique depuis 2017. Si Djibouti constitue une destination mineure pour les IDE chinois, la Chine est rapidement devenue le premier bailleur bilatéral dans le pays.*

**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-djiboutiens sont passés de 10,4 MUSD à 1,1 Md USD.**

Djibouti enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine : il s'est creusé considérablement entre 2015 et 2017 en passant de -303,4 MUSD à -1,2 Md USD (lancement des projets massifs autour de 2015 dans les secteurs portuaire et transport). Le déficit commercial en faveur de la Chine s'est établi à -1,1 Md USD en 2019. Les principaux postes d'exportations chinoises vers Djibouti sont le fer et l'acier (9,9 %), les machines électriques et équipements (9,1 %) et les centrales et, chaudières (7,3 %). De son côté, la Chine importe principalement des produits chimiques inorganiques, composés inorganiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux rares ou d'isotopes (98,2 %).

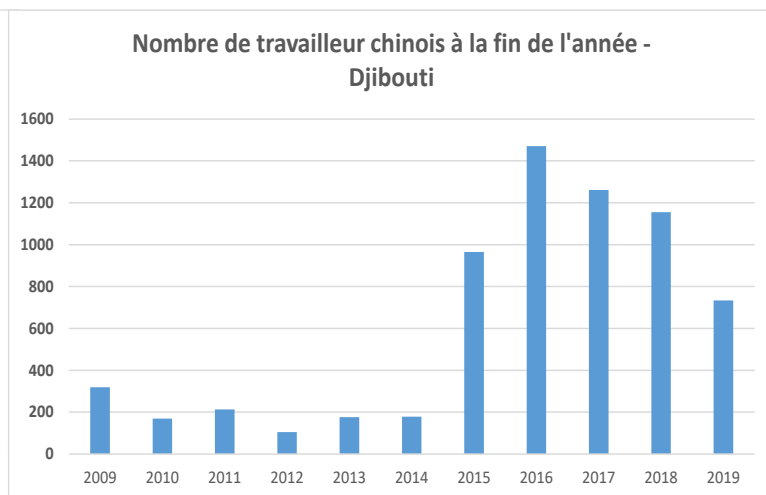
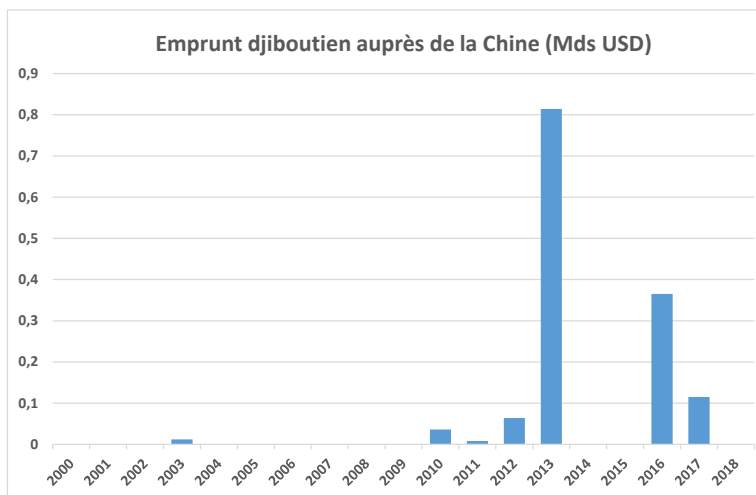
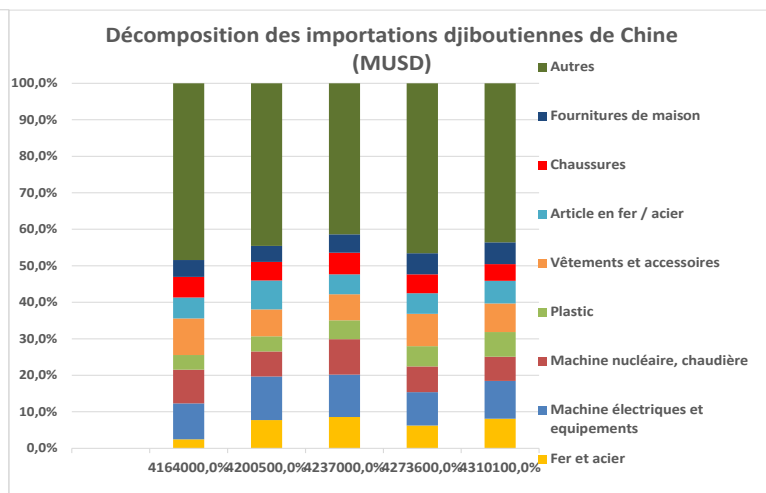
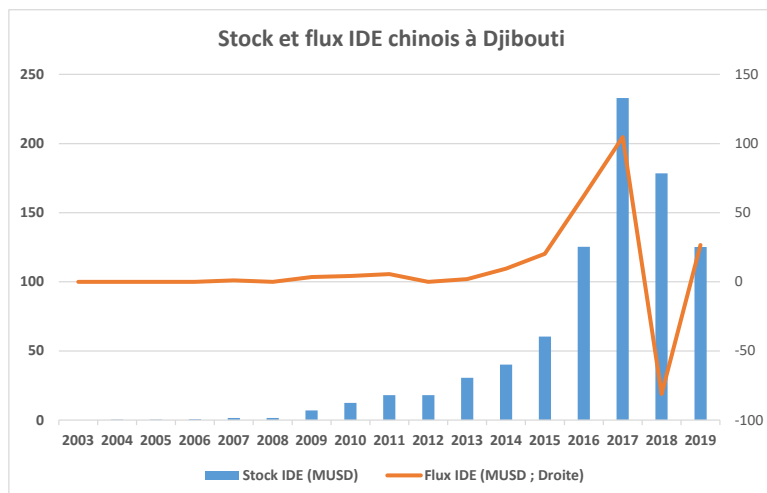
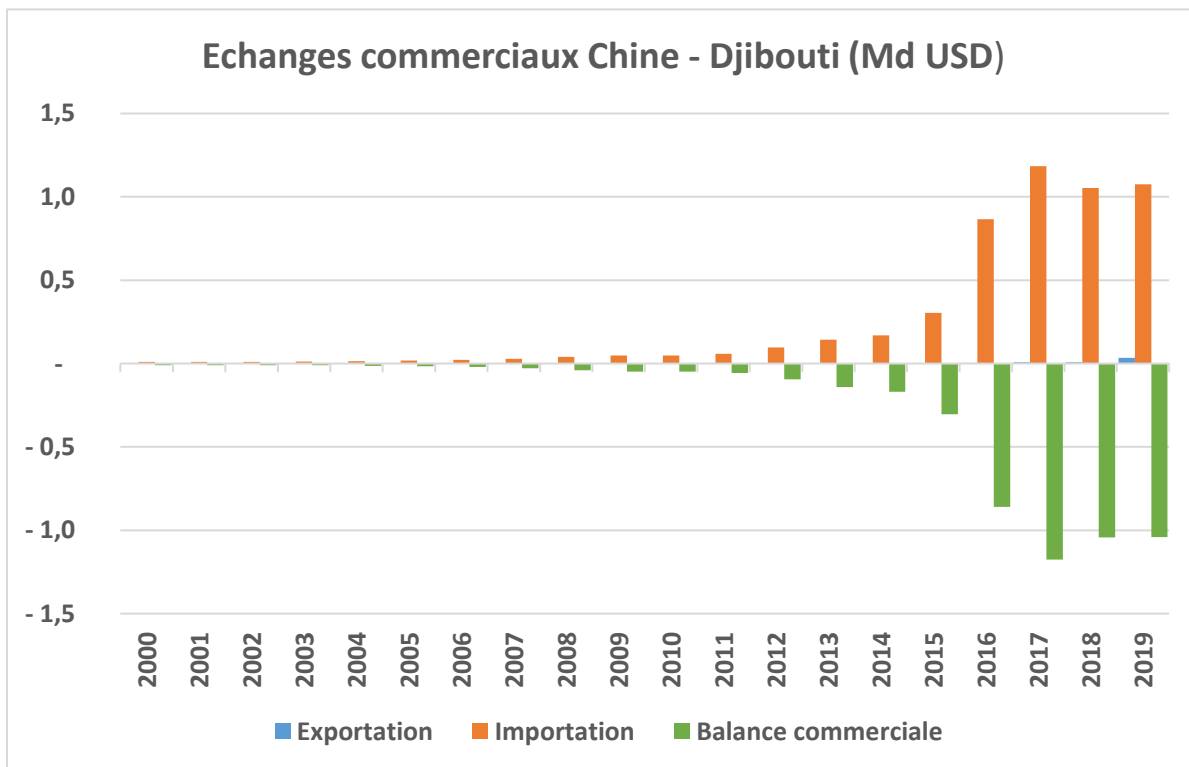
**Djibouti a bénéficié de 1,4 Md USD de prêts de la Chine entre 2000 et 2018, faisant de Djibouti le 6<sup>ème</sup> pays destinataire des prêts chinois en AEOI.**

La majorité de la dette contractée se situe entre 2012 et 2017, avec un premier emprunt de 490 MUSD pour la construction de la ligne de chemin de fer entre Djibouti et l'Ethiopie et un second de 322 MUSD pour l'aqueduc depuis l'Ethiopie en 2015. En 2016, un nouveau prêt de 405 MUSD est accordé pour la construction du Doraleh Multipurpose Port, DMP. Sur la période, avec 1,3 Md USD (88,8 %), la part d'*Eximbank* reste prépondérante dans les prêts envers Djibouti, suivie par les fournisseurs de crédit avec 114,8 MUSD (8,1 %). Les principaux secteurs djiboutiens bénéficiaires des prêts chinois sont le transport 936,4 MUSD ; 66,2 %) et l'eau (322 MUSD ; 22,8 %). Djibouti a récemment renégocié sa dette autour du chemin de fer, projet qui peine à être rentable : le remboursement a été étalé sur 30 ans et la période de grâce est passée de 5 à 10 ans. En vertu des engagements ISSD, les autorités djiboutiennes ont notifié la suspension du paiement du service de la dette au créancier chinois.

**En 2019, le stock d'IDE chinois à Djibouti s'établit à 125,3 M USD, après 178,5 M en 2018.** Comptant pour 1,6 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, Djibouti est la 9<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois derrière Madagascar. Entre 2003 et 2017, les flux d'IDE chinois vers Djibouti ont fortement augmenté passant de 0 à 104,6 MUSD avant de connaître un retrait de 81,1 MUSD en 2018.

**En 2019, Djibouti accueille 733 travailleurs chinois expatriés.** Depuis 2009, le pays est la 10<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (6 744), derrière Madagascar (7 607).

**La Chine envisageait d'installer un Institut Confucius dans le pays, mais n'a pas encore entrepris d'actions en ce sens.** Toutefois, la Chine a contribué à la construction de la Bibliothèque d'Archives Nationales, ainsi qu'au Palais du peuple, un vaste centre de conférence utilisé pour des cérémonies ou événements officiels. Par ailleurs, dans le projet de réhabilitation du port historique de Djibouti, il est prévu d'en faire un « quartier d'affaires », qui sera doté, entre autres, d'un centre d'études maritimes. Enfin, **depuis 2017 Djibouti accueille la première et seule base militaire chinoise en Afrique, avec un effectif estimé de 1 500 soldats chinois sur le territoire djiboutien.**



## Corne de l'Afrique – Érythrée

### L'Érythrée, 7<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI

*En 2019, la Chine le 3<sup>ème</sup> fournisseur (10,7 % des importations) de l'Érythrée et son 1<sup>er</sup> client (52,0 % des exportations). Alors que l'Érythrée était en léger déficit commercial avec la Chine jusqu'en 2015 (-0,05 Md USD en moyenne), l'Érythrée enregistre un excédent commercial (+0,13 Md USD) depuis 2017, avec un pic en 2018 (+0,17 Md USD). Toutefois la présence chinoise en Érythrée se manifeste principalement au travers de prêts, notamment dédiés à la fourniture de machinerie pour les mines, l'agriculture ou les transports. En termes d'institutions culturelles, l'Érythrée dispose d'un Institut Confucius et compte une des plus petites communautés de travailleurs expatriés chinois (293 personnes) dans la zone.*

**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-érythréens sont passés de 3,6 MUSD à 408 MUSD, après un pic à 451 MUSD en 2014.** L'Érythrée enregistre un excédent commercial avec la Chine, qui s'est établi à 150 MUSD en 2019 et qui se poursuit depuis 2016, principalement dû à une augmentation des exportations érythréenne vers la Chine (+76,9 % + entre 2016 et 2019). Les principaux postes d'exportations chinoises sont les réacteurs, chaudières, machines et appareils mécaniques (28,6 %), le caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (19,7%), les machines électriques (10,7 %) et les articles de fer ou d'acier (6,3 %). De son côté, la Chine importe principalement des minerais, scories et cendres depuis l'Érythrée (99,9 %).

**Avec 631,0 MUSD de prêt reçus de la Chine entre 2000 et 2018, l'Érythrée est la 7<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (1,6 %), derrière Djibouti.** En 2012, la Chine a prêté 60,0 MUSD à l'Érythrée pour l'achat de 40,0 % de parts de la mine d'or Bisha à un exploitant canadien<sup>4</sup> et 101,0 MUSD pour la construction de d'entrepôts frigorifiques, atteignant un record annuel historique de 163,0 MUSD. Sur la période, avec 615,7 MUSD (97,5 %), la part de l'*Exim bank* reste prépondérante dans les prêts envers l'Érythrée. Les principaux secteurs érythréens bénéficiaires des prêts chinois sont les machineries minières, agricoles ou de transports (258,0 MUSD ; 40,8 %) ; le secteur de l'industrie (149,4 MUSD ; 23,7 %), de l'énergie (100,0 MUSD ; 15,8 %) et des transports (87,0 MUSD ; 13,8 %). Sur la même période, la Chine a annulé 10 MUSD de dette érythréenne.

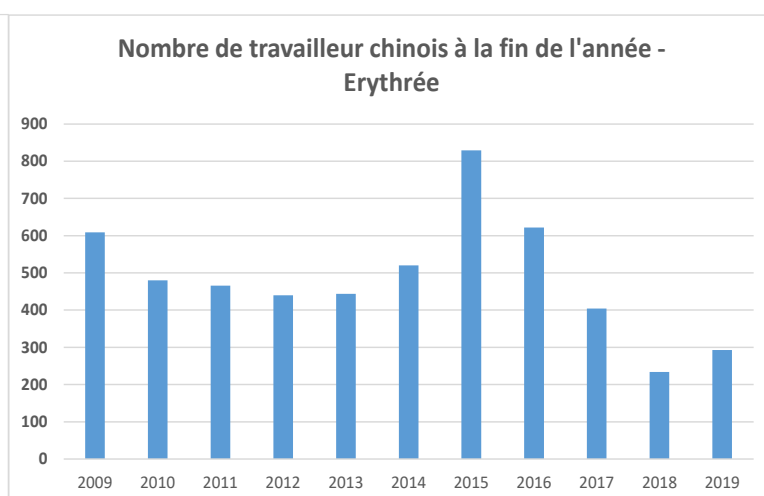
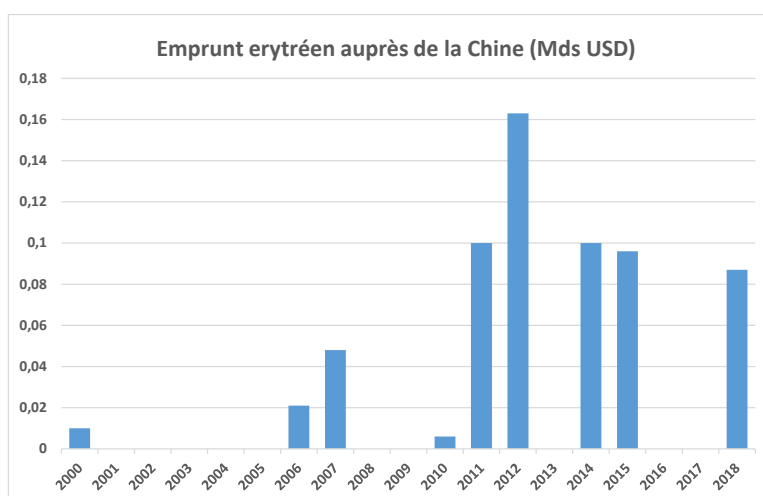
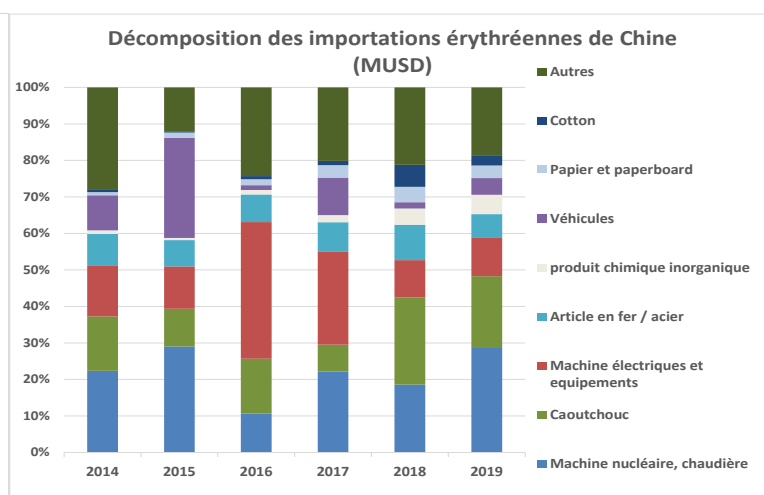
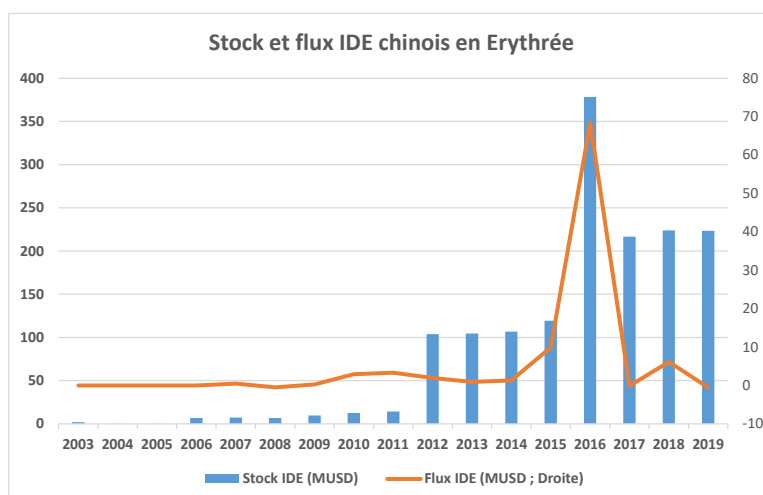
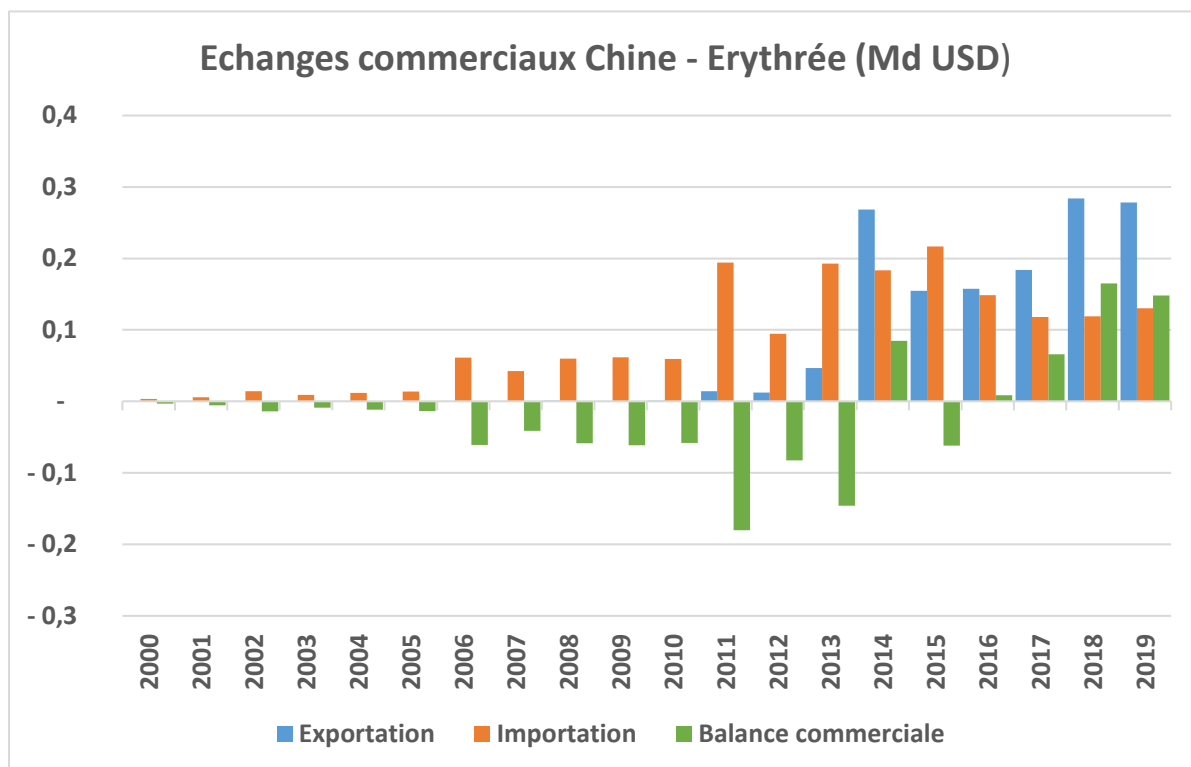
**En 2019, le stock d'IDE chinois en Érythrée s'établit à 223,3 MUSD, après un pic de 378,5 MUSD en 2016.** Comptant pour 1,0 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, l'Érythrée est la 11<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois derrière le Rwanda. Malgré un pic des flux d'IDE chinois vers l'Érythrée en 2016 (68,4 MUSD) aucune tendance d'investissement ou de désinvestissement notable ne s'exprime depuis dans les flux d'IDE, fluctuant entre 0,0 USD en 2017 et 0,1 MUSD en 2018.

**En 2019, l'Érythrée accueille 293 travailleurs chinois expatriés, soit une des communautés les moins importantes en AEOI.** Depuis 2009, l'Érythrée est la 12<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (5 341), derrière Djibouti (6 744) et le Burundi (5 406). Cette présence peut être imputée aux nombreux projets d'infrastructures ayant mobilisé la contribution d'entreprises chinoises (construction d'un hôpital à Asmara, mise en place d'un réseau télécom CDMA, projets miniers...).

**L'Érythrée est également le siège d'un Institut Confucius.** Construit sur un terrain de 2500m<sup>2</sup> pour un coût de 4,0 MUSD en 2017.

<sup>4</sup> L'entreprise canadienne exploitant la mine de Bisha se nomme *Nevsun Resources*. En 2010, l'*Eximbank* chinoise a finalisé l'accord de prêt. Selon des sources presse, l'Érythrée réaliserait un des marges de 1 MUSD par jour grâce à sa part dans l'entreprise de mines d'or.





## Corne de l'Afrique – Ethiopie

### Ethiopie, 1<sup>ère</sup> destination des prêts et IDE chinois en AEOI

*En 2019, la Chine le 1<sup>er</sup> fournisseur (18,4 % des importations) de l'Éthiopie et son 2<sup>ème</sup> client (11,4 % des exportations). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec l'Éthiopie qui s'est établi à 3,6 Mds USD par an en moyenne sur la décennie 2010-19, et atteint 4,0 Mds USD en 2019, après un pic en 2015 (-5,9 Mds USD). Toutefois, la présence chinoise en Éthiopie se manifeste principalement au travers de prêts (13,7 Mds de prêts) et des IDE (l'Éthiopie est la 1<sup>ère</sup> destination des IDE chinois en Afrique de l'Est). L'Éthiopie accueille la 2<sup>ème</sup> plus importante communauté d'expatriés chinois dans la région.*

**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino- éthiopiens sont passés de 96,7 MUSD à 4,6 Mds USD, après un pic à 6,7 Mds en 2015.** L'Éthiopie enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -4,0 Mds USD en 2019 mais qui s'est réduit de 1,9 Md USD par rapport à 2015, en raison d'une baisse en valeur des exportations depuis la Chine. Les principaux postes d'exportations chinoises sont les machines électriques, équipements électriques, pièces et accessoires électriques (24,1 %), les réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques (17,0 %), les vêtements et accessoires (6,2 %), et les plastiques et articles en plastiques (4,7 %). De son côté, la Chine importe principalement des produits agricoles (graines, fruits, plantes) depuis l'Éthiopie (73,0 %) pour un montant moyen annuel de 369,7 MUSD depuis 5 ans.

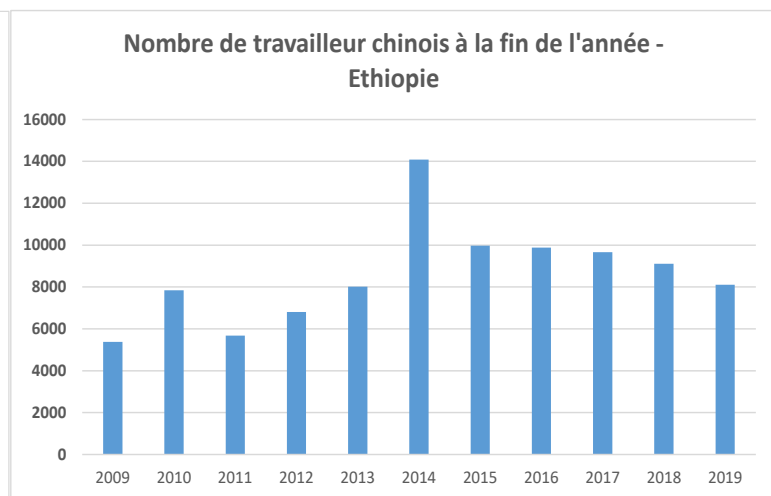
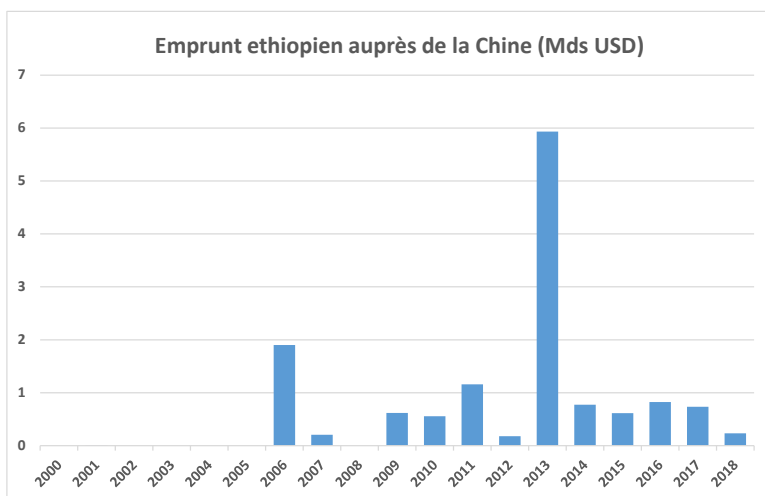
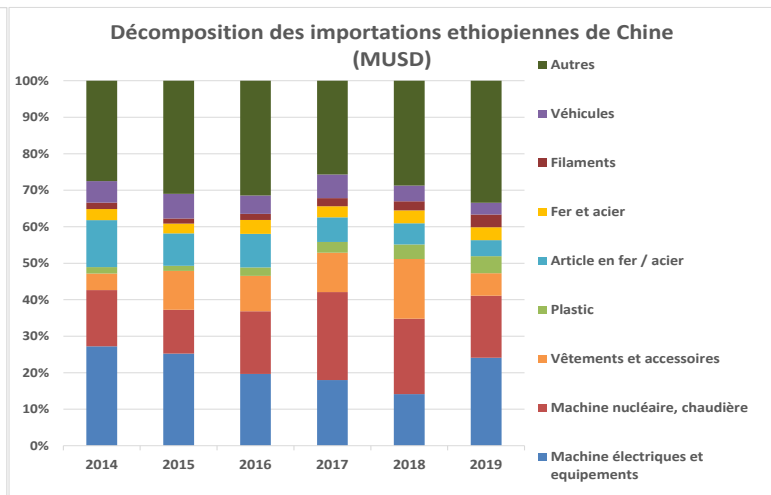
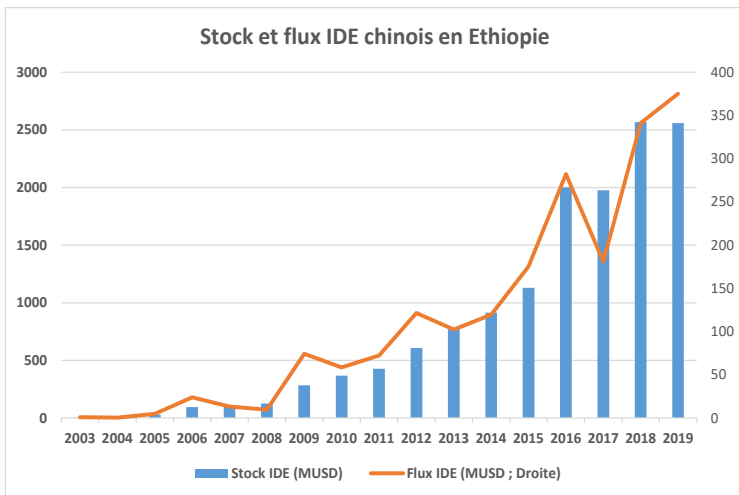
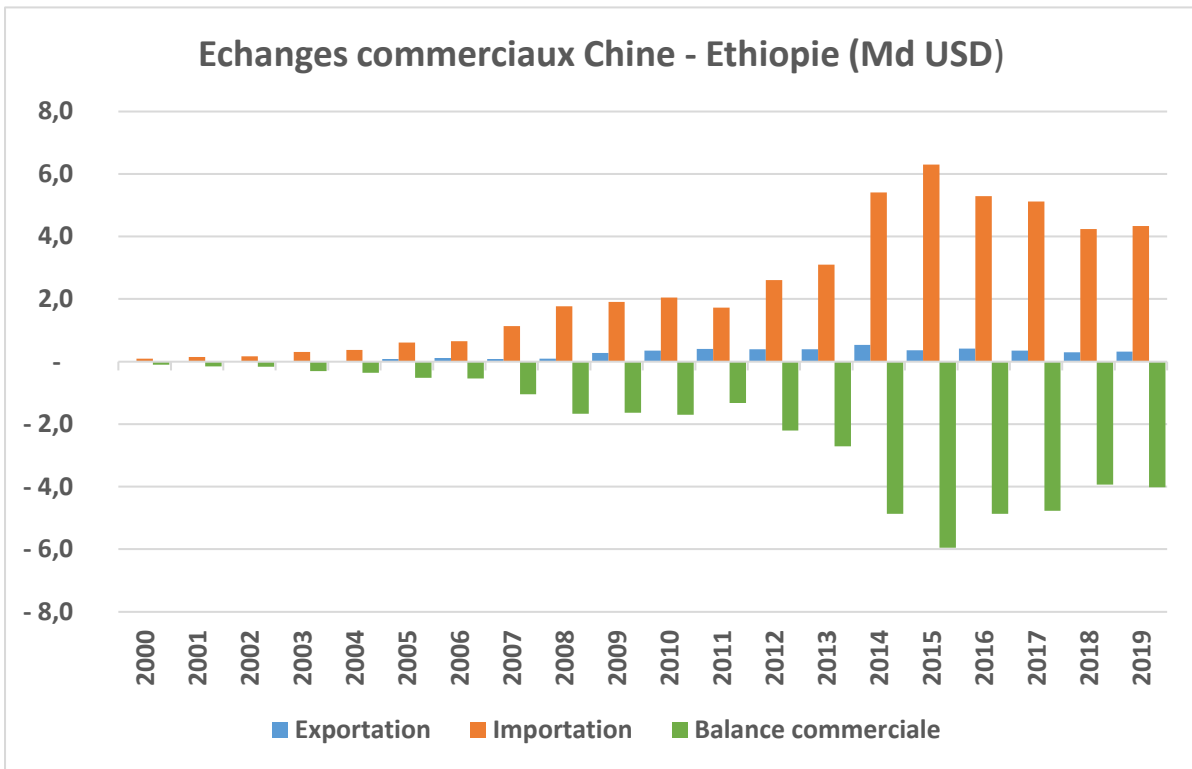
**Avec 13,7 Mds de prêts reçus de la Chine entre 2000 et 2018, l'Éthiopie est la 1<sup>ère</sup> destination des prêts chinois en AEOI (35,7 %).** En 2013, avec la signature du prêt pour la construction de la ligne ferroviaire reliant Addis-Abeba à Djibouti (2,4 Mds USD), ainsi que la signature de plusieurs prêts pour des contrats d'infrastructures et de constructions,<sup>5</sup> les prêts chinois ont atteint un record annuel historique de 5,9 Mds USD. Sur cette période, avec 7,7 Mds USD (56,3 %), la part de l'*Eximbank* reste prépondérante dans les prêts suivis par les *Supplier's Credits* avec 4,1 Mds USD (29,6 %). Les principaux secteurs éthiopiens bénéficiaires des prêts chinois sont le transport (4,8 Mds USD ; 35,2 %), l'énergie (3,3 Mds USD ; 23,8 %), les télécommunications (3,1 Mds USD ; 22,3 %) et l'industrie (2,1 Mds USD ; 15,3 %). Sur la même période, la Chine a annulé 141 MUSD de dette éthiopienne. Depuis 2018, l'Éthiopie n'a contracté aucun nouveau prêt non concessionnel envers la Chine. En 2021, en lien avec l'ISSD, la Chine a reporté le remboursement de 472,9 MUSD de dette.

**En 2019, le stock d'IDE chinois en Éthiopie s'établit à 2,6 Mds USD, volume identique à l'année précédente.** Comptant pour 20,0 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, l'Éthiopie est la 1<sup>ère</sup> destination des IDE chinois. Entre 2003 et 2019, les flux d'IDE chinois vers l'Éthiopie s'inscrivent dans une tendance haussière, passant de 1 MUSD/an à 375 MUSD/an avec une moyenne de 271 MUSD/an depuis 2015.

**En 2019, l'Éthiopie accueille 8 107 travailleurs chinois expatriés, soit la seconde plus importante communauté en AEOI.** Depuis 2009, l'Éthiopie est la 1<sup>ère</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (94 519) devant le Soudan (77 630). Cette présence peut être imputée aux nombreux projets d'infrastructures ayant mobilisé la contribution d'entreprises chinoises (projets d'infrastructures routières, ferroviaires, immobilières, aéroportuaires, dans le secteur de l'énergie et des télécommunications, parcs industriels...).

**En 2010, le premier Institut Confucius du pays a été inauguré en présence de la vice-ministre chinoise de l'Éducation, à l'Université d'Addis-Abeba.** En 2021, l'Éthiopie compte deux Instituts Confucius (l'Institut Confucius de l'Université d'Addis-Abeba et le *Confucius Institute au Technical Vocational Education and Training Institute of Ethiopia*), soit le 2<sup>ème</sup> pays en AEOI en nombre d'Instituts après le Kenya et le 3<sup>ème</sup> en Afrique derrière l'Afrique du Sud et le Kenya. A la suite du FOCAC de 2003, la Chine a accordé à l'Éthiopie le statut de « destination approuvée » pour les touristes chinois. L'Éthiopie accueille le siège de l'Union Africaine, dont le bâtiment a été construit par la Chine en 2012. **En 2018, l'Éthiopie a également signé le MoU avec la Chine dans le cadre des nouvelles routes de la soie.**

<sup>5</sup>Ligne de transmission entre le barrage de la Renaissance et Addis-Abeba -1 Md USD, infrastructures de télécommunications – 800 MUSD, parc éolien d'Adama – 293 MUSD, autoroutes Addis-Abeba/Adama 333 MUSD, extension de l'aéroport international d'Addis-Abeba 238 MUSD et construction des sucreries 580 MUSD)



## Corne de l'Afrique – Somalie

### La Somalie, pays où la présence chinoise est la moins forte d'AEOI

*En 2019, la Chine le 2<sup>ème</sup> fournisseur (16,0 % des importations) de la Somalie et son 6<sup>ème</sup> client (3,0 % des exportations). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec la Somalie, qui s'est établi à 54,2 MUSD par an en moyenne sur la décennie, mais est en constante augmentation de 2013 et atteint 172,9 MUSD en 2019. La Somalie a eu droit à une annulation de dette de 3,0 MUSD de la part de la Chine en 2005, mais est le seul pays de l'AEOI qui n'a pas reçu de prêt ni d'IDE chinois depuis le début du millénaire. Enfin, la Somalie est également le seul pays d'AEOI n'ayant pas d'Institut Confucius sur son territoire.*

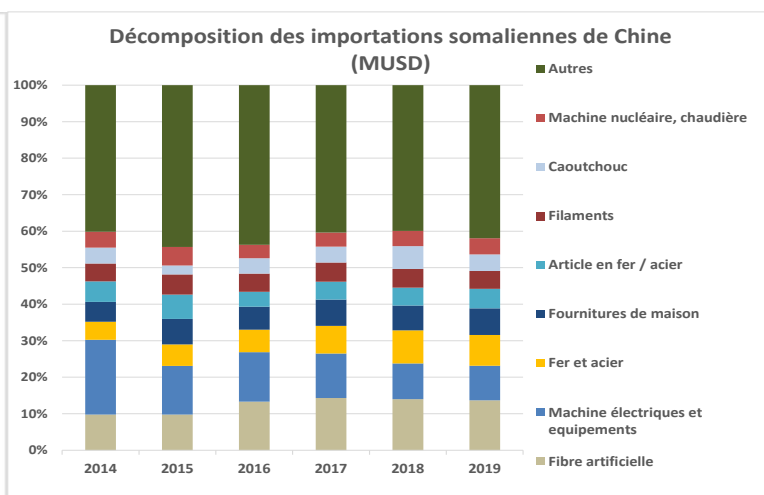
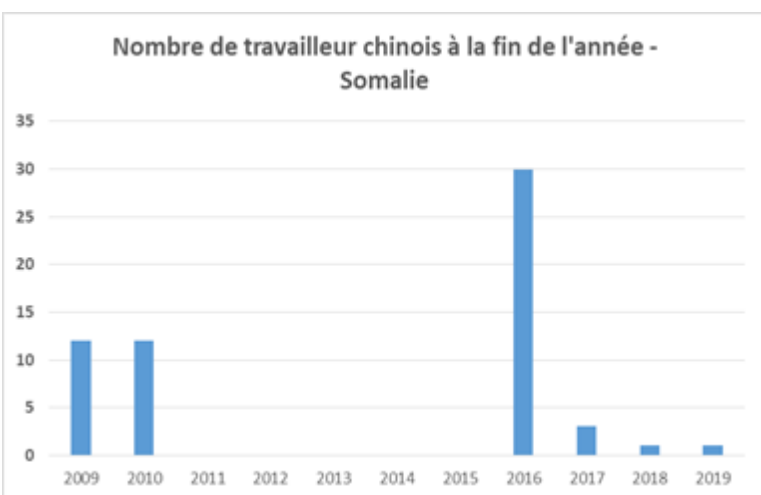
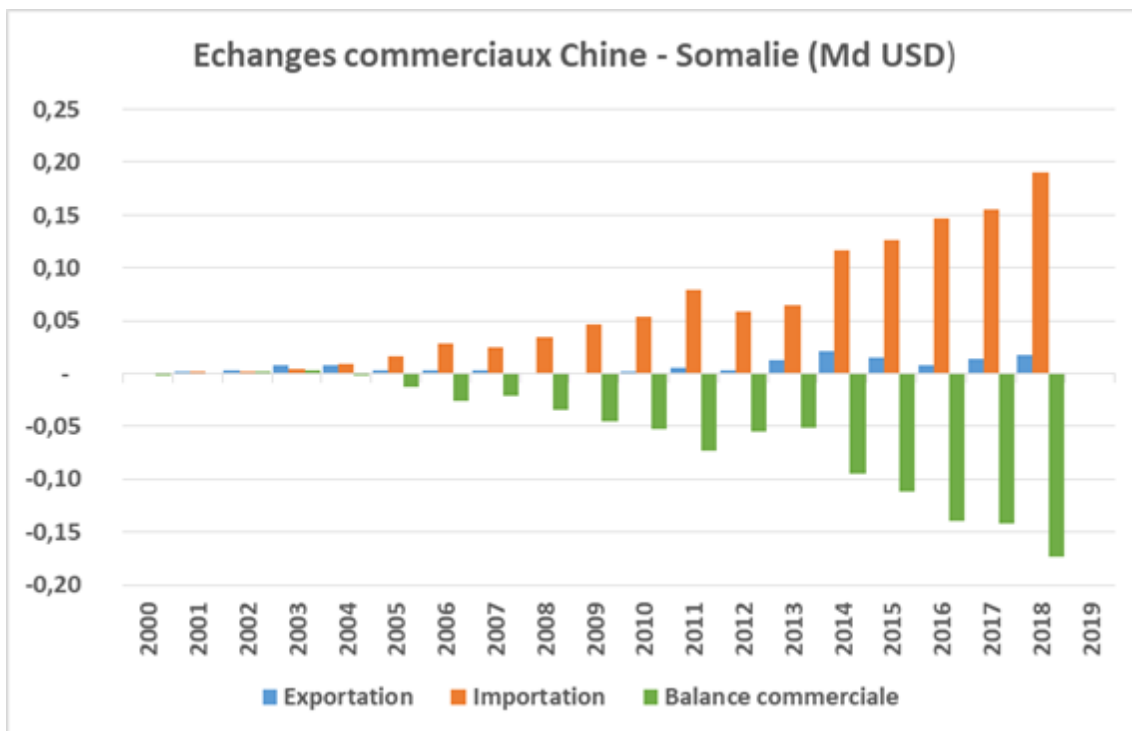
**Entre 2000 et 2018, les échanges commerciaux sino-somaliens sont passés de 1,1 MUSD à 206,9 MUSD, en hausse constante depuis 2014 mais à l'avant dernière place dans l'AEOI.** La Somalie enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -172,9 MUSD en 2019, également en hausse constante depuis 2013, principalement dû à une hausse des importations somaliennes depuis la Chine qui sont passées de 64,3 à 189,9 MUSD. Les principaux postes d'importation sont les fibres artificielles (13,5 %), les machines et équipements électriques (9,5 %), et le fer et l'acier (8,4 %). De son côté, la Chine importe principalement de la résine et gommes (39,7 %), des poissons et crustacés (26,3 %) et graines et fruits oléagineux (20,6 %).

**La Somalie est le seul pays de l'AEOI qui n'a reçu aucun prêt de la Chine entre 2000 et 2018.** Cependant, en 2005, les autorités chinoises ont procédé à l'annulation de 3,0 MUSD de dette due par la Somalie.

**La Chine est également le seul pays qui n'a aucun stock d'IDE chinois et aucun Institut Confucius sur son territoire.**

**En 2019, la Somalie accueille seulement 1 travailleur chinois expatrié, soit la plus faible communauté en AEOI.** Depuis 2009, le pays est la dernière destination des travailleurs expatriés chinois (59) dans l'AEOI.

**La Chine est tout de même présente au travers de subventions pour des projets sanitaires et d'infrastructures.** Notamment, entre 2004 et 2014, la Chine aurait fait don de 28 MUSD, dont 16,0 MUSD dans l'aide alimentaire et 4,4 MUSD dans le soutien aux ONG.



## Corne de l'Afrique – Soudan

### La Chine reste le principal partenaire économique du Soudan

En 2019, la Chine le 1<sup>er</sup> fournisseur (25,0 % des importations) du Soudan et son 2<sup>ème</sup> client (14,8 % des exportations soudanaises). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec le Soudan d'environ 1 Md USD depuis les 8 dernières années, qui a atteint 1,5 Md USD en 2019<sup>6</sup>. Elle figure sans doute parmi les principaux investisseurs et est sans doute le principal créancier du Soudan, avec un montant qui pourrait dépasser les 10 Mds USD. Dans l'ensemble, elle semble jouir d'une image plutôt positive auprès de la population et de la communauté des affaires.

**Entre 2012<sup>7</sup> et 2019, les échanges commerciaux sino-soudanais ont peu évolué passant de 3,0 Mds USD à 2,8 Mds après, après un pic à 4,6 Mds en 2013.** Le Soudan enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -1,5 Mds USD en 2019 mais qui augmente légèrement depuis 2016, principalement dû à une réduction des exportations de pétrole soudanaises. Les principaux postes d'importation sont les machines électriques et équipements (10,4 %), les machines nucléaires et chaudières (10,0 %) et les vêtements et accessoires (8,2 %). De son côté, la Chine importe principalement du pétrole (42,2 %) et du sésame (39,2 %).

**Avec 6,8 Mds de prêts reçus de la Chine entre 2000 et 2018, le Soudan est la 3<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (17,7 %), derrière l'Ethiopie et le Kenya.** 88,0 % de ces prêts ont été attribués durant la première décennie du siècle. Sur la période, avec 4,9 Mds USD (72,0 %), la part d'*Eximbank* reste prépondérante dans ces prêts, suivie par des crédits fournisseurs avec 1 Md USD (16,4 %). Les principaux secteurs bénéficiaires de ces prêts sont l'énergie<sup>8</sup> (2,9 Mds USD ; 42,5 %), les infrastructures de transport<sup>9</sup> (2,5 Mds USD ; 36,9 %) et l'eau (809,3 MUSD, 11,9 %). Sur la même période, la Chine a annulé 156 MUSD de dette soudanaise. La Chine a montré son intérêt à être associée au processus PPTE qui pourrait voir son point de décision atteint dans le courant de cette année. Parmi les contrats récents attribués aux sociétés chinoises figurent (i) le lancement fin 2019 du premier satellite d'observation soudanais, à double usage<sup>10</sup>, (ii) la signature, en septembre 2020 d'un contrat de 50 MEUR avec la société chinoise CRRZ ZITANG pour la fourniture de 27 locomotives, (iii) l'attribution d'un don chinois de 72 MUSD pour la construction d'un abattoir dans l'ouest de la ville d'Omdurman en échange d'une participation de 10 % dans ce projet.

**En 2019, le stock d'IDE chinois s'établit à 1,2 Md USD, après 1,3 Md en 2018.** Comptant pour 11,8 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, le Soudan est la 5<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois derrière la Tanzanie. 2016 et 2019 ont vu un désengagement des IDE chinois, avec respectivement des flux d'IDE négatifs de -690 et -711 M USD<sup>11</sup>. Cette tendance pourrait se poursuivre puisque le Ministère de l'Énergie et des Mines a officiellement notifié fin 2020 à CNPC la fin de sa concession pétrolière du bloc 6<sup>12</sup>, qui venait en principe à terme fin 2020. Dans le même temps, la société chinoise *China Harbour Engineering Company* (CHEC) finalise la construction du port de transport d'animaux de Haidoub, dont le coût est estimé à environ 150 MUSD.

**De 2011 à 2013, le Soudan était le pays de l'AEOI qui accueillait le plus grand nombre de travailleurs chinois expatriés avec un pic de plus de 15 000 en 2011,** en 2019, il n'accueille plus qu'un peu moins de 6 000 travailleur. Depuis 2009, le Soudan est la 2<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (77 630).

**Le Soudan accueille un institut Confucius à l'université de Khartoum.** Inauguré en 2009, celui-ci enseignerait le chinois à environ 2 000 étudiants tandis que le département de langue chinoise de l'université de Khartoum compterait 350 étudiants. Par ailleurs, la langue chinoise serait enseignée dans une dizaine d'universités soudanaises.

<sup>6</sup> Alors que selon les statistiques soudanaises ce pic s'élève à 2,5 Md USD.

<sup>7</sup> Date de sécession entre le Soudan et le Sud Soudan

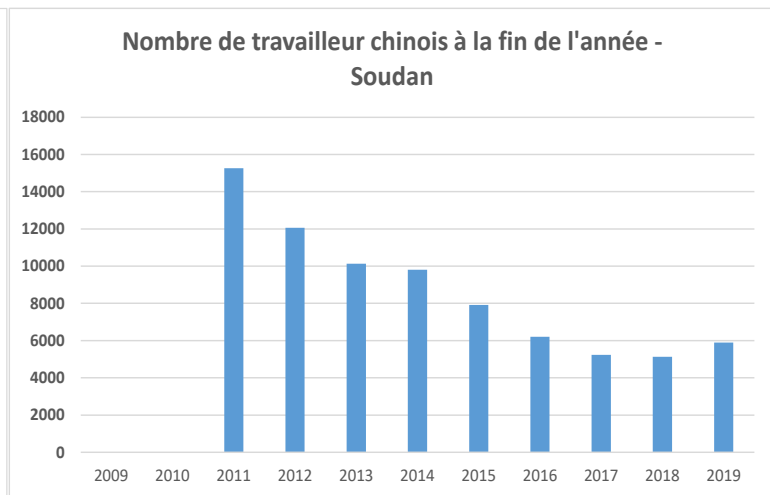
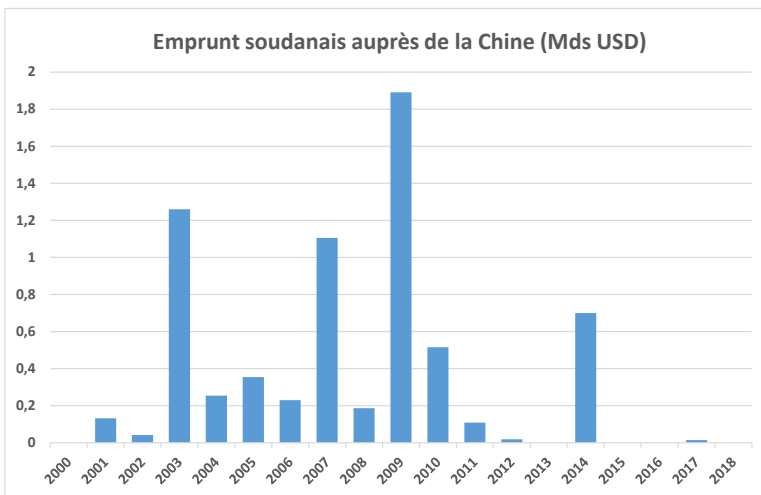
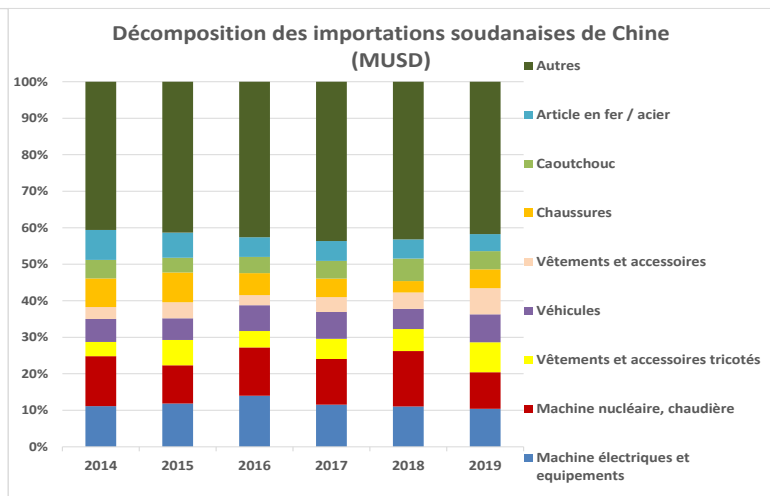
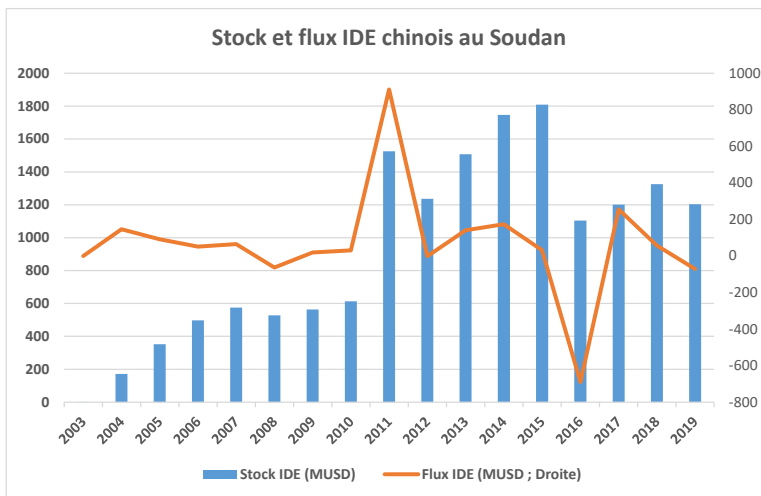
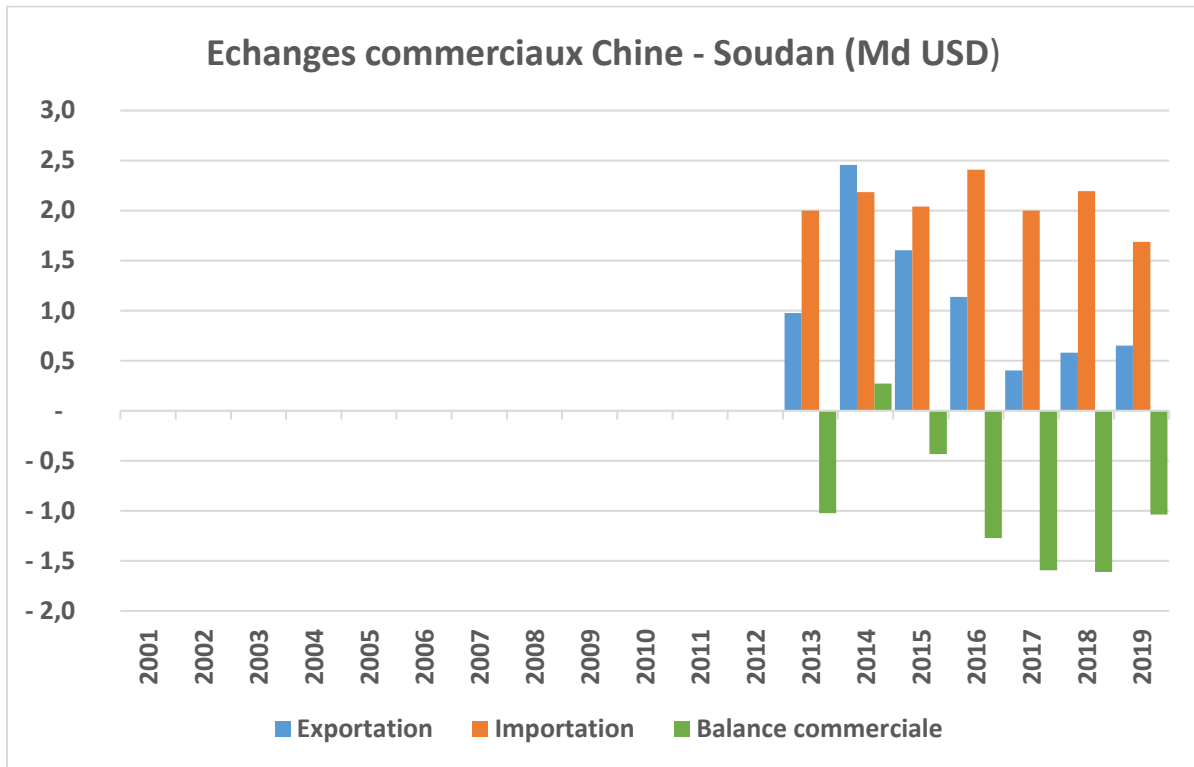
<sup>8</sup> Notamment les principaux barrages hydroélectriques des dernières décennies (Meroe, Atbara, Kajbar et Citit), mais aussi dans les télécommunications (ZTE et Huawei)

<sup>9</sup> Ponts et chemin de fer

<sup>10</sup> portant essentiellement sur les recherches minières

<sup>11</sup> En 2019 la participation de CNPC dans la principale raffinerie soudanaise est passée de 40% à 10%

<sup>12</sup> détenu à 95% par CNPC. Il s'agit du principal producteur et du seul exportateur de pétrole du Soudan : production moyenne de 30 000 b/jour dont 11 000 sont exportés vers la Chine



## Indicateurs régionaux : Corne de l'Afrique

Indicateurs Pays	Djibouti	Erythrée	Ethiopie	Soudan	Somalie
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	1,0	3,5	115,0	43,8	15,9
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	1,6	1,2	2,6	2,4	2,8
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	112	189	159	171	190
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	142	160	94	174	180
<b>Macroéconomie</b>					
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	3,4	2,1	95,6	32,6	5,0
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	3 074	585	974	734	-
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-1,0	-0,6	1,9	-8,4	-1,5
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	2,9	4,7	20,2	141,6	0,0
<b>Finances Publiques</b>					
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-1,5	-5,2	-3,5	-6,8	-
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	40,6	185,8	56,1	259,4	-
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	-	53,3	29,2	-	-
<b>Echanges</b>					
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-10,6	-19,1	-12,9	-16,9	-15,5
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	72,4	3,1	700,6	76,6	8,8
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	1,5	0,1	39,1	47,1	5,6
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-3,2	10,1	-4,5	-12,7	-12,8
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	1,9	-	0,6	1,4	-
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	0,0	2,2	2,1	0,0	0,0
<b>Développement</b>					
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,52	0,46	0,4ç	0,51	-
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	66,5	65,7	66,0	64,9	56,9
<i>Taux de pauvreté (&lt;1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,1	-	30,8	12,7	-
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,8	-	0,1	0,3	0,0
<b>Notation Dette Souveraine</b>					
S&P	-	-	B	-	-
Moody's	-	-	B2	-	-
Fitch	-	-	B	-	-
<b>Politique Monétaire</b>					
<i>Taux directeur **</i>	-	-	13,0	-	-



## Océan Indien – Comores

### La Chine, premier créancier bilatéral aux Comores

*En 2019, la Chine était le 1<sup>er</sup> fournisseur (22,2 % des importations) des Comores et leur 40<sup>ème</sup> client (0,05 % des exportations comoriennes). La Chine enregistre un excédent commercial structurel avec les Comores, qui s'est établi à 26,5 MUSD en moyenne sur la décennie, et à 37,5 MUSD en 2019, après un pic à 47,1 MUSD en 2018. La Chine est le premier créancier bilatéral du secteur public comorien fin 2019, à travers une dette majoritairement détenue par l'EximBank. Ces prêts ont financé de nombreux contrats d'infrastructures attribués à des entreprises chinoises dans les secteurs du transport maritime, des télécommunications et du transport aérien. Les Comores accueillent la 2<sup>ème</sup> communauté de travailleurs chinois expatriés la plus faible d'AEOI en 2019, et ne comptabilisent qu'un seul Institut Confucius.*

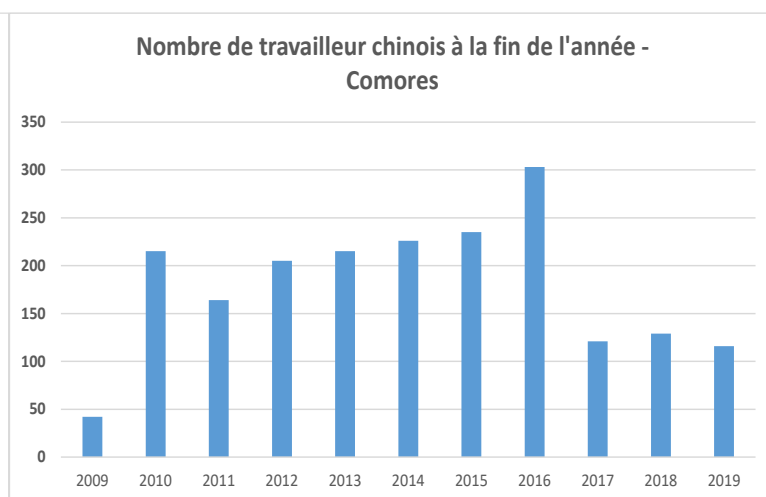
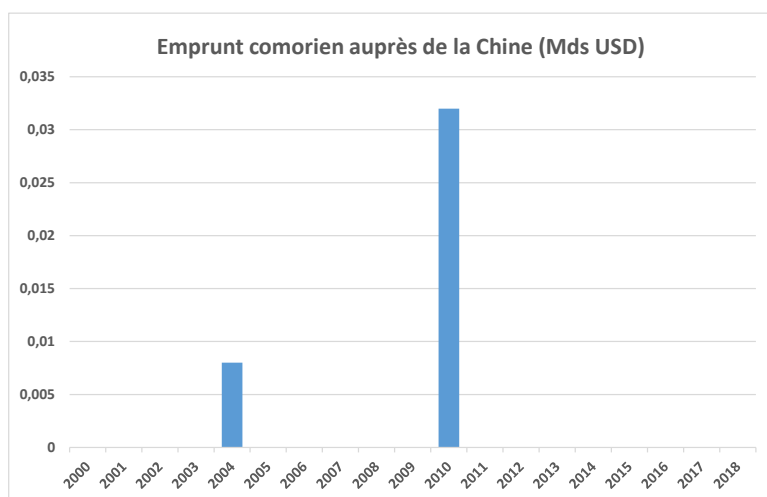
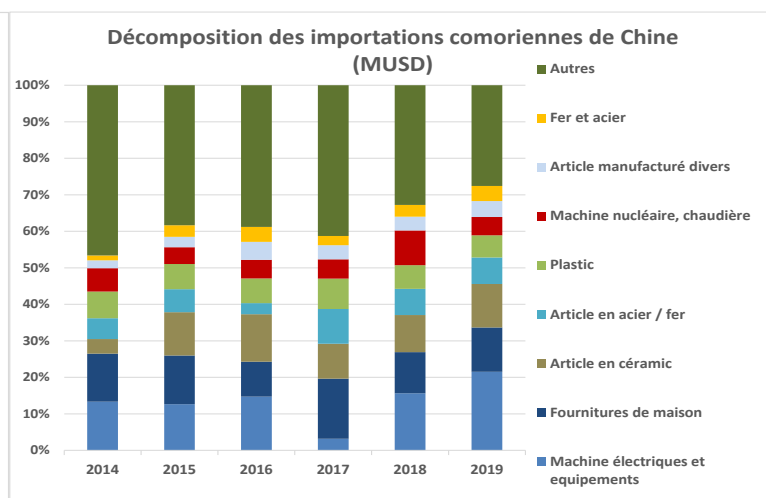
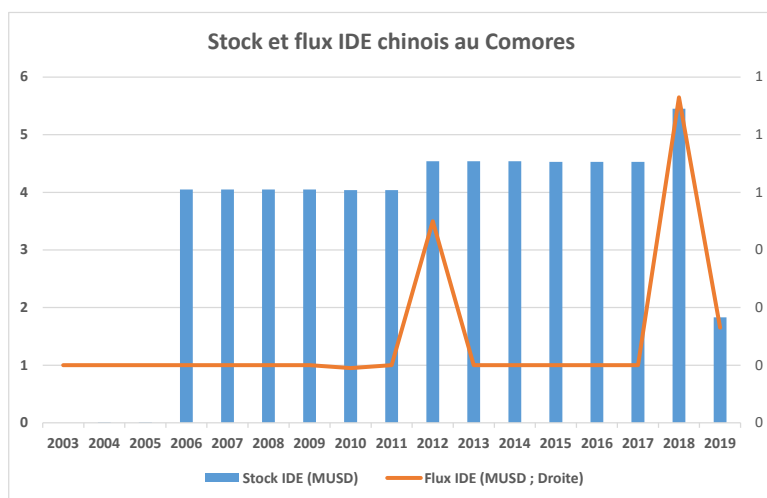
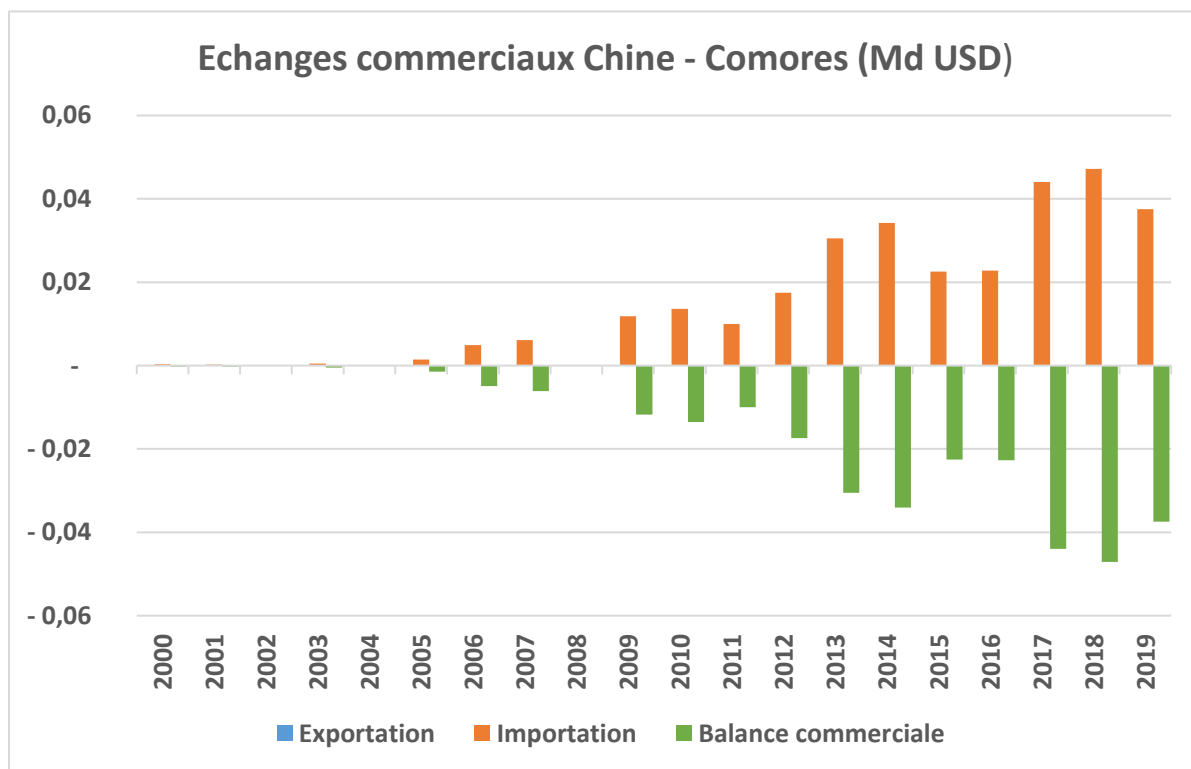
**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux sino-comoriens sont passés de 0,3 MUSD à 37,5 Mds USD, après un pic à 47,2 MUSD en 2018.** Les Comores enregistrent un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -37,5 MUSD en 2019 mais qui s'est réduit de 9,6 MUSD depuis 2018, principalement dû à une réduction des importations comoriennes depuis la Chine (-9,7 MUSD). Les principaux postes d'importation sont les machines électriques (21,5 %), les fournitures de maison (12,1 %), et les articles en céramique (11,9 %). De son côté, la Chine importe principalement des huiles essentielles et résines, cosmétiques et préparations de toilette (95,6 %).

**Avec 40,0 MUSD de prêt reçu de la Chine entre 2000 et 2018, l'Union des Comores est la 13<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (0,1 %), derrière le Burundi.** Ces prêts ont financé de nombreux contrats d'infrastructures, concentrés sur trois secteurs stratégiques (i) les télécommunications : un projet de renforcement de l'infrastructure domestique de télécommunications a été réalisé en 2015 pour 32,0 MUSD ; Huawei compte également installer un réseau de fibre optique dit *Fixe-Mobile-Convergence* dans le cadre d'un projet de *Smart City* à Moroni, pour un coût estimé à 80,0 MUSD (ii) le transport maritime, à travers la construction entre 2015 et 2017 du port de Boïgoma à Mohéli pour 149,0 MUSD par la *China Communication Construction Company (CCCC)* ; des travaux de réhabilitation de ce port sont actuellement en cours, effectués par la *China Geo-Engineering Corporation (CGC)* ; (iii) le transport aérien : un projet d'extension de l'aéroport international de Moroni a été réalisé en 2004 pour 8,0 MUSD ; iv) le transport terrestre : pour un coût total de 24 MUSD, 5 tronçons routiers sur les îles Grande-Comore et Mohéli ont été réhabilités par des entreprises chinoises. Selon la Banque Mondiale, la Chine est le 1<sup>er</sup> créancier bilatéral du secteur public comorien fin 2019, avec 26,1 % de l'encours total des Comores soit 78,0 MUSD, devançant l'Inde (12,4 % ; 37,0 MUSD) et l'Arabie Saoudite (9,4 %). Durant la dernière décennie, la Chine a annulé 10,0 MUSD de dette comorienne.

**En 2019, le stock d'IDE chinois au Comores s'établit à 1,8 MUSD, après 5,5 MUSD en 2018.** Comptant pour moins de 0,02 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, les Comores constituent la 14<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois dans la région. Entre 2003 et 2018, les stocks d'IDE chinois vers les Comores s'inscrivent dans une tendance haussière, augmentant de 4,0 MUSD à 5,4 MUSD. Depuis 2015, aucune tendance ne s'exprime dans les flux d'IDE.

**En 2019, les Comores accueillent 116 travailleurs chinois expatriés, soit la seconde plus faible communauté en AEOI.** Depuis 2009, les Comores sont la 14<sup>ème</sup> destination des travailleurs expatriés chinois (1 971) de la région.

**L'influence de la Chine aux Comores se traduit également par des interventions dans le secteur de la coopération.** Un Institut Confucius a été inauguré à l'Université des Comores en juillet 2014. Un partenariat a également été établi entre l'Université des Comores et l'Université de Dalian, spécialisée dans le domaine de la technologie. Ce partenariat vise à permettre à des étudiants comoriens de poursuivre leurs études en Chine. En matière de santé, les autorités chinoises ont annoncé le 25 février 2021 un don au gouvernement comorien de 50 000 doses du vaccin Sinovac pour une arrivée prévue à Moroni en mars 2021.



## Océan Indien – Madagascar

### La Chine, premier partenaire commercial de Madagascar

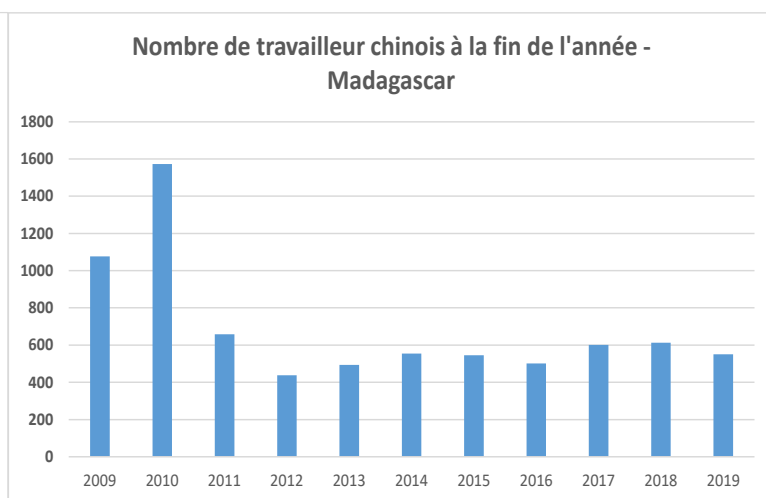
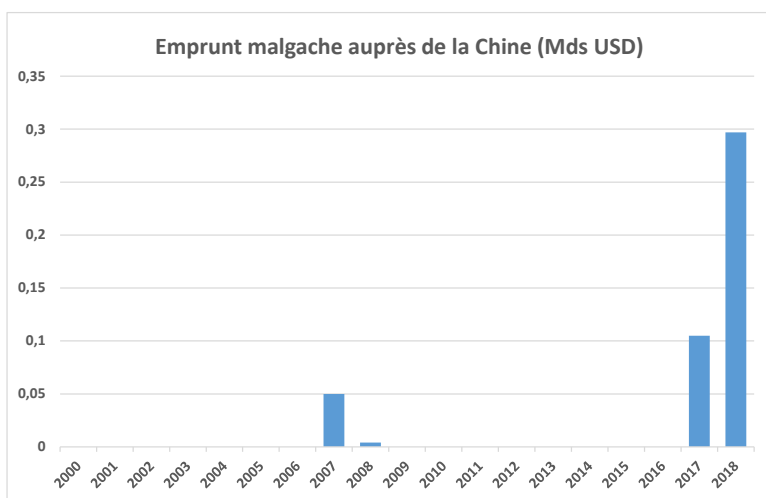
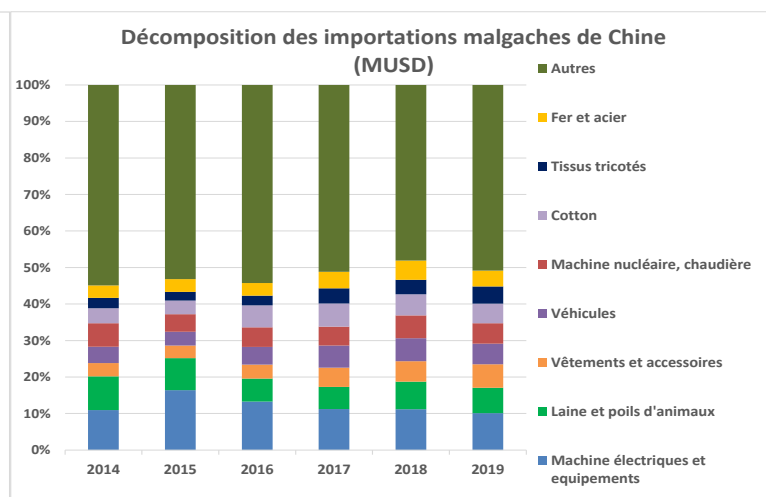
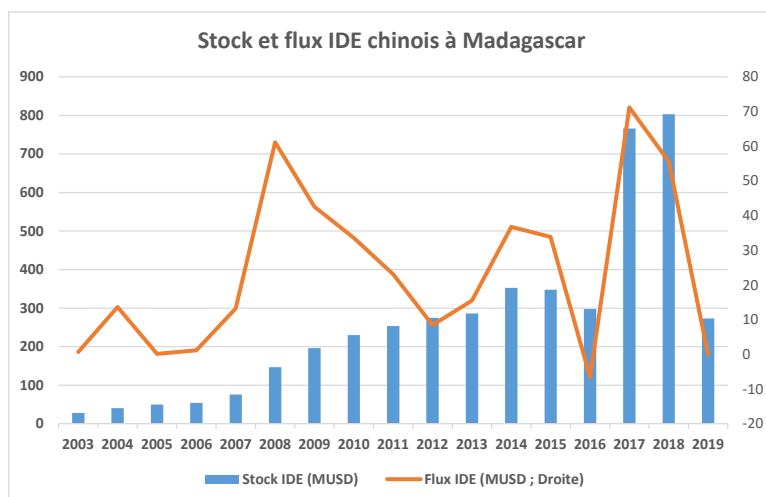
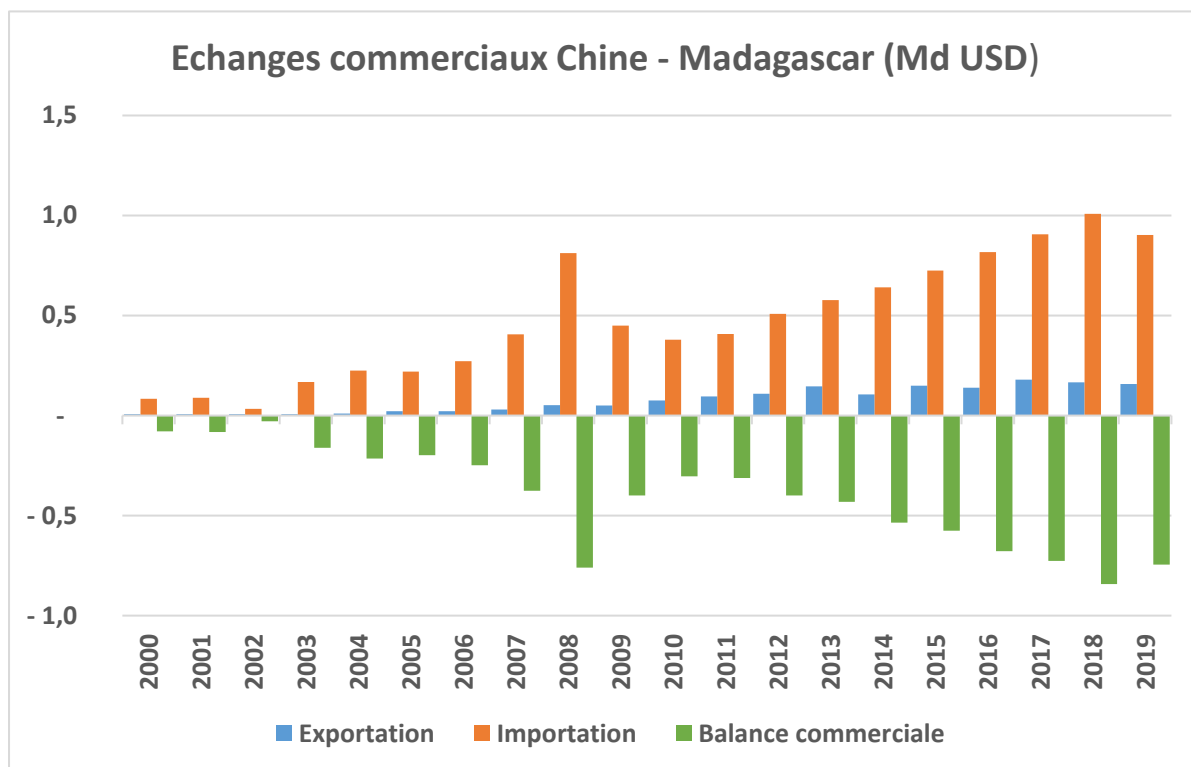
*En 2019, la Chine était le 1<sup>er</sup> fournisseur (26,4 % des importations) de Madagascar et son 3<sup>ème</sup> client (6,2 % des exportations malgaches). La Chine, via l'EximBank, est le 2<sup>ème</sup> créancier bilatéral du secteur public malgache. Les entreprises chinoises sont implantées dans le pays dans des secteurs porteurs (BTP, mines, produits de rentes, agro-industrie, textile) et se développent dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie.*

**En 2019, la Chine est le premier pays partenaire commercial de Madagascar (15,4 % du commerce extérieur de la Grande Île) légèrement devant la France (14,5%).** Elle est le 1<sup>er</sup> fournisseur du pays (21,5 % de parts de marché) et son 3<sup>ème</sup> client (6,6 % des exportations malgaches). Madagascar enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine qui s'est établi à 745,0 M USD en 2019, en baisse de 97,0 M USD depuis 2018. Les ventes chinoises se concentrent autour des machines électriques et équipements (10,1 %), de la laine et poils d'animaux (6,92 %) et des vêtements et accessoires (6,45 %). De son côté, la Chine importe principalement du nickel pour plus d'un tiers de ses achats (34,0 %) en provenance de Madagascar.

**Avec 456 MUSD de prêts de la Chine entre 2006 et 2018, Madagascar est la 9<sup>ème</sup> destination des prêts chinois en AEOI (1,2 %).** Sur la période, avec 393,0 MUSD (86,1 %), la part d'Eximbank reste prépondérante dans les prêts envers Madagascar. Les principaux secteurs bénéficiaires des prêts chinois sont le transport (205,3 MUSD ; 45,0 %) et l'énergie (197,0 MUSD ; 43,2 %). **La Chine est le 2<sup>ème</sup> créancier bilatéral du secteur public malgache.** D'après le dernier projet de loi finance, la Chine représente ainsi 4,1 % de l'encours total de Madagascar, soit 133 MUSD en 2020. L'EximBank finance notamment la construction des projets de barrage hydroélectrique de Ranomafana (261 MUSD) et d'Ambodiroka (257 MUSD).

**Le stock d'IDE chinois à Madagascar s'établit à 272,9 MUSD en 2019, après un pic à 803,3 MUSD en 2018.** Comptant pour 6,0 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, Madagascar est la 7<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois dans la région. Entre 2003 et 2018, les stocks d'IDE chinois vers Madagascar s'inscrivent dans une tendance haussière, aucune tendance générale de se dégage cependant dans les flux d'IDE, fluctuant entre -6,5 MUSD en 2016 et 55,6 MUSD en 2018. En 2019, aucun flux entrant d'IDE n'a été enregistré au cours de l'année. Selon l'*Economic Development Board of Madagascar*, plus d'un millier d'entreprises chinoises seraient implantées sur le territoire, pourvoyant plus de 17 000 emplois. Les entreprises chinoises sont bien implantées dans des secteurs porteurs (BTP, mines, produits de rentes, agro-industrie, textile) et se développent dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

**En 2008, le premier Institut Confucius du pays a été inauguré à l'Université de Tananarive.** En 2021, Madagascar compte deux Instituts Confucius (le deuxième à l'Université de Tamatave), en 3<sup>ème</sup> position derrière le Kenya et l'Éthiopie en Afrique de l'Est et Océan indien. A titre de comparaison, Madagascar est le pays disposant du plus grand nombre d'Alliances françaises en Afrique (29).



## Océan Indien – Maurice

### Maurice, un partenaire commercial en devenir pour la Chine

En 2019, la Chine était le 1<sup>er</sup> fournisseur (15,1 % des importations) de Maurice et son 13<sup>ème</sup> client (1,83 % des exportations mauriciennes). La présence chinoise à Maurice se manifeste au travers d'investissements dans l'immobilier, notamment via le projet de zone économique spéciale (ZES) dit *Jinfei*, dans le transport aérien (modernisation de l'aéroport international de Plaisance) mais également dans le secteur de l'énergie (barrages) et de l'eau (station d'épuration). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, Maurice est le premier pays africain à voir son accord de libre-échange avec la Chine entrer en vigueur.

**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux entre Maurice et la Chine sont passés de 158,9 à 967,1 MUSD, faisant de la Chine le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de l'île (12,9 % des échanges) devant l'Inde (10,8%) et l'Afrique du Sud (8,7%).** Maurice enregistre un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -903,0 MUSD en 2019, relativement stable par rapport à 2018 (901,5 MUSD) et en hausse depuis 2016 (779,0 MUSD). Les principaux postes d'exportation chinoise vers Maurice sont les machines nucléaires et chaudières (12,5 %), les machines et équipements électriques (10,5 %) et les fournitures de maison (7,3 %). De son côté, Maurice exporte principalement du textile (41,2 %), des articles en cuivre (23,6 %).

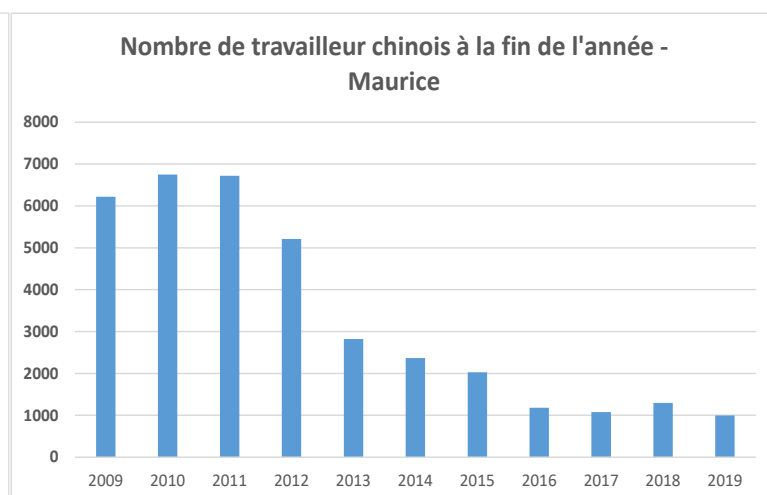
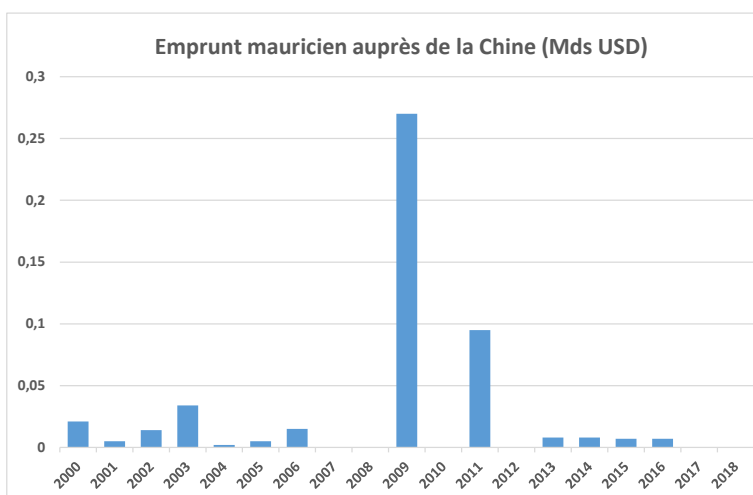
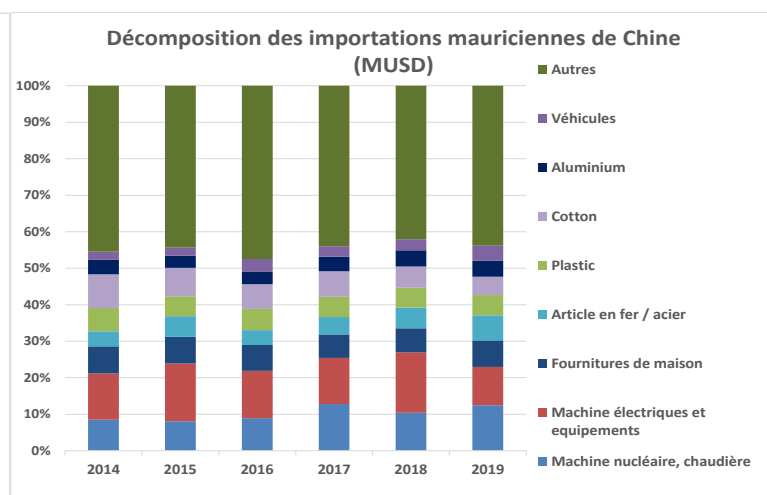
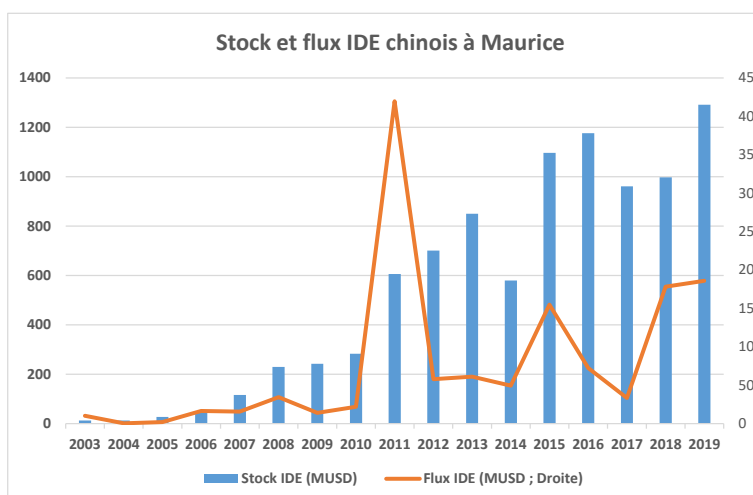
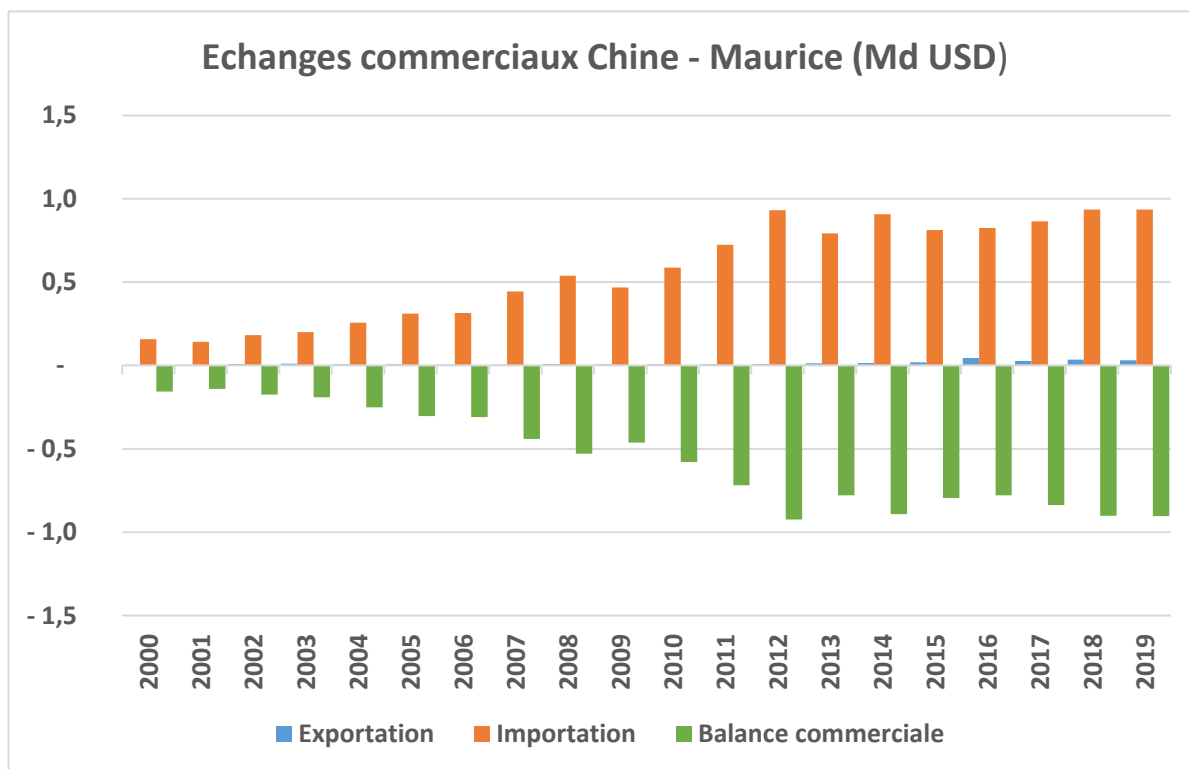
**Avec 491,0 MUSD de prêts reçus de la Chine entre 2016 et 2018, Maurice est la 8<sup>ème</sup> destination des prêts chinois sur la période en AEOI (1,3 %).** Sur la période, avec 413 MUSD (84,1 %), la part d'*Eximbank* reste prépondérante dans les prêts envers Maurice, suivie par des fournisseurs de crédit avec 78,2 MUSD (8,7 %). Les principaux secteurs bénéficiaires des prêts chinois sont le transport (260 MUSD ; 52,9 %) et l'eau (141,6 MUSD ; 28,8 %). Le budget 2020/21 de Maurice fait apparaître la Chine comme le deuxième créancier bilatéral du pays. La Chine représente en effet 12 % du montant total du service de la dette extérieure prévu pour 2020/21, devant la France (22 % du service) et la Banque mondiale (20 %). Durant la dernière décennie, la Chine n'a ni annulé ni restructuré de dette mauricienne.

**Ces dernières années, les entreprises chinoises ont renforcé leur présence dans trois secteurs porteurs :** (i) l'immobilier à travers le projet de Zone économique spéciale dit *Jinfei* en cours de réalisation depuis 2016, qui mobiliserait au total 900 M USD d'investissements et intégrerait une *Smart City* en son sein; (ii) le transport aérien via le projet de modernisation de l'aéroport international de Plaisance (260 M USD) développé par la *China State Construction Engineering* ; (iii) l'énergie et l'eau à travers notamment le projet de construction du barrage de Bagatelle (92 M USD), réalisé par la *China International Water and Electric*, et la construction de la station de traitement d'eau potable y afférente par le consortium chinois *Henan, Water & Power Engineering (HWPC) / China Construction First Bureau*.

**En 2019, le stock d'IDE chinois à Maurice s'établit à 1,3 Mds USD, contre 998,0 MUSD en 2018, faisant de la Chine le 5<sup>ème</sup> investisseur derrière les Etats-Unis, les Îles Caïmans, l'Inde et Singapour.** Comptant pour 13,6 % des flux d'IDE dans l'AEOI entre 2003 et 2019, Maurice est la 3<sup>ème</sup> destination des investissements directs chinois derrière le Kenya. L'année 2011, avec 419 MUSD, marque un record annuel pour les flux d'IDE chinois à Maurice, contre une moyenne de 78,0 MUSD sur la période.

**Maurice est le premier pays africain à concrétiser un Accord de libre-échange (ALE) avec la Chine, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.** Il comporte quatre volets : le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement et la coopération économique. L'ALE inclut notamment la suppression de la quasi-totalité des droits de douanes entre les deux pays sur plus de 7 500 lignes tarifaires.

**Le premier Institut Confucius à s'implanter à Maurice a été récemment inauguré à l'Université de Port Louis, en décembre 2016.**



## Océan Indien – Seychelles

### La Chine, un partenaire commercial marginal mais émergent pour les Seychelles

*Les échanges commerciaux entre les Seychelles et la Chine sont récents et en essor. En 2019, la Chine le 4<sup>ème</sup> fournisseur (5,0 % des importations) des Seychelles et leur 76<sup>ème</sup> client (0,01 % des exportations seychelloises). Les Seychelles sont peu exposées aux prêts chinois, qui ne représentent que 2 % de l'encours de leur dette en 2018. Les entreprises chinoises ont néanmoins remporté récemment plusieurs marchés d'infrastructures importants, principalement dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, du BTP et des médias. Les Seychelles ont signé en 2018 le MoU des nouvelles routes de la soie.*

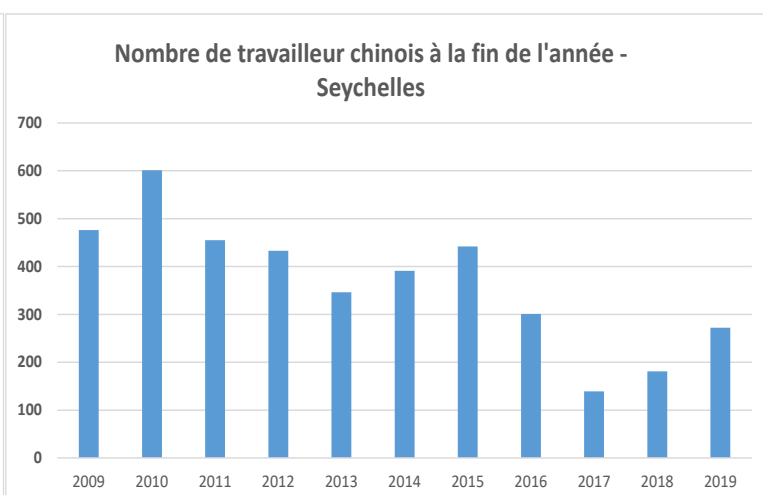
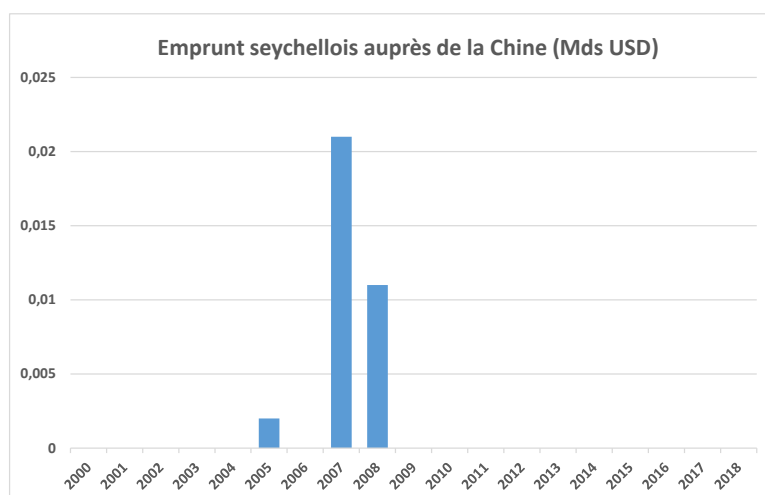
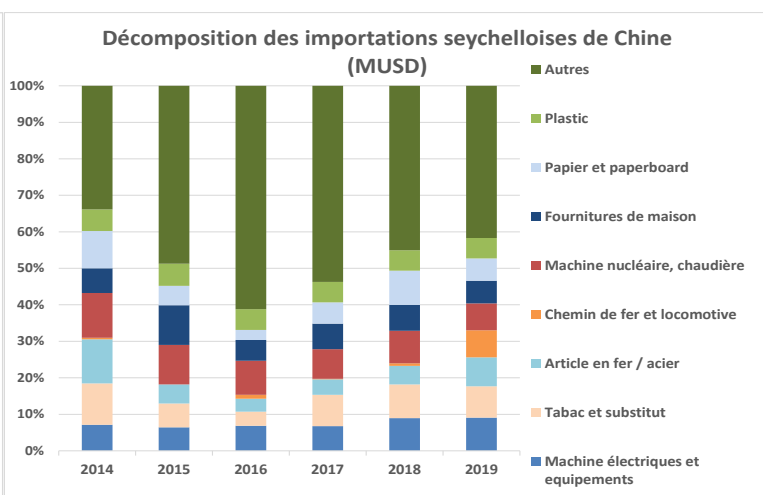
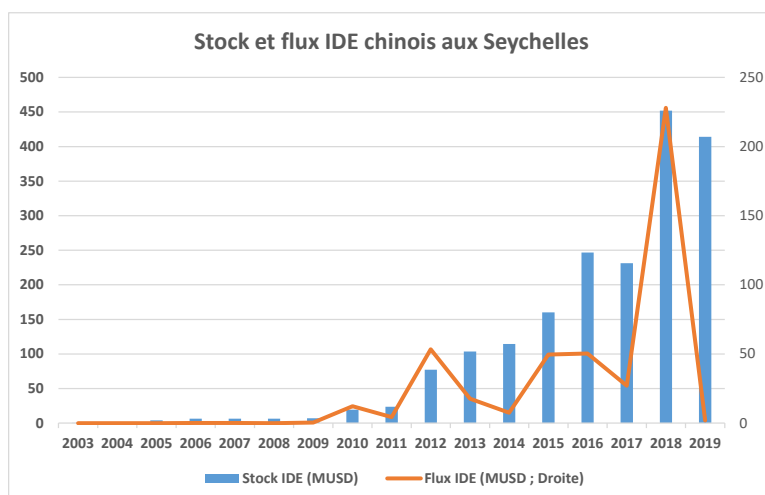
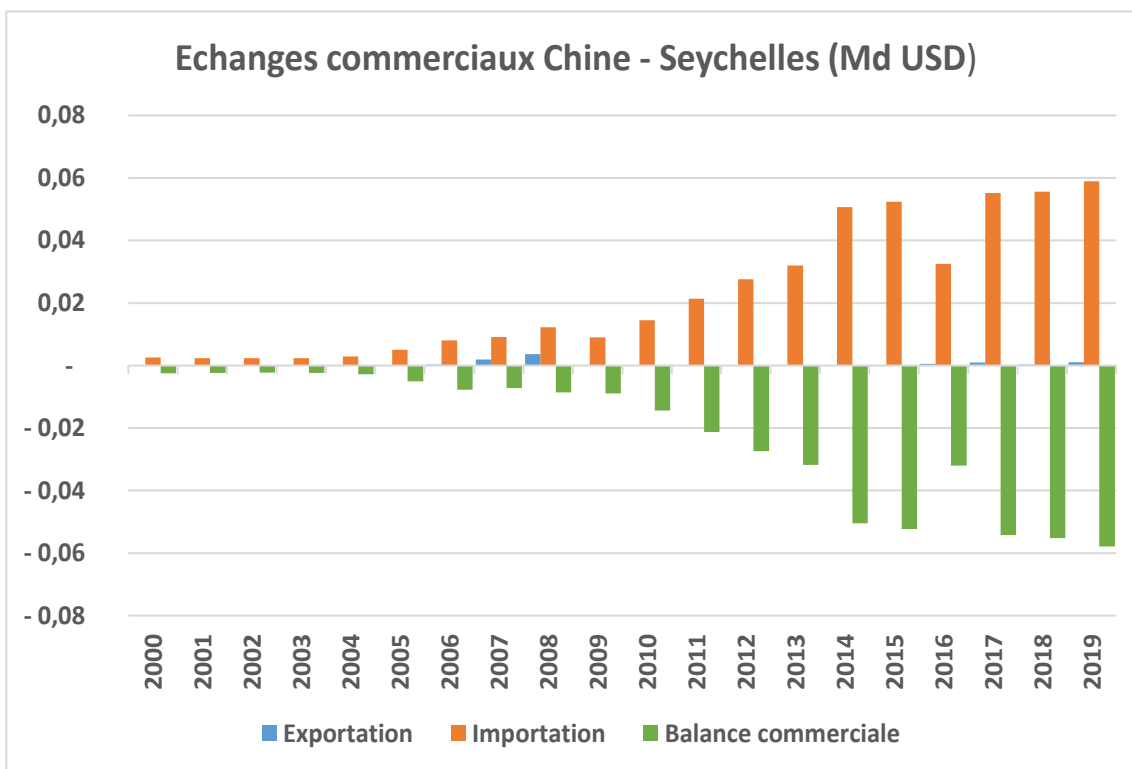
**Entre 2000 et 2019, les échanges commerciaux entre la Chine et les Seychelles sont passés de 3,0 à 60,0 MUSD.** La Chine est le 6<sup>ème</sup> fournisseur (5,0 % de parts de marché) des Seychelles, derrière les Emirats Arabes Unis (24,0 %), le Qatar (15,0 %), la France (9,0 %), l'Afrique du Sud (6,0 %) et l'Espagne (5,0 %). Les Seychelles enregistrent un déficit commercial structurel avec la Chine, qui s'est établi à -57,9 MUSD en 2019, en hausse par rapport à 2018 (-55,3 MUSD). Les principales exportations chinoises se concentrent autour des machines électriques et équipements (9,1 %), du tabac (8,6 %), des articles en fer et acier (7,9 %) et des chemins de fer et locomotives (7,4 %). De son côté, la Chine importe quasi exclusivement des boissons et spiritueux depuis les Seychelles (88,4 %).

**L'archipel n'a reçu que 34 MUSD de prêts de la part de la Chine entre 2000 et 2018, tous effectués par l'Eximbank.** Sur cette même période, la Chine a annulé 6 MUSD et restructuré 24 MUSD de dette seychelloise. Les Seychelles sont peu exposées aux prêts chinois, les prêts chinois, ne représentant que 2,0 % de l'encours de leur dette en 2018.

**Les entreprises chinoises ont néanmoins remporté récemment plusieurs marchés d'infrastructures, dans trois secteurs : l'énergie et l'eau, le BTP et les médias.** Dans le premier secteur, le rehaussement du barrage de La Gogue et la construction d'une station de traitement d'eau sont en cours pour un montant de 13 MUSD, réalisés par *Sinohydro*. Un certain dynamisme est également observé dans le secteur BTP grâce notamment à *China Shenyang Corporation* (construction d'école, construction de logements sociaux) et *Shaanxi Construction Engineering Group* (construction de complexe résidentiel). Dans le domaine des médias, la *Hunan No.6 Engineering Company* a remporté le marché de construction du siège de la radio-télévision nationale *Seychelles Broadcasting Corporation (SBC)*, dont les travaux seront achevés en 2021.

**En 2019, le stock d'IDE chinois aux Seychelles s'établit à 414,0 MUSD, après 452,0 MUSD en 2018.** Comptant pour 4,6 % des flux d'IDE en AEOI entre 2003 et 2019, l'archipel est la 7<sup>ème</sup> destination des investissements chinois dans la zone. L'année 2018 marque un record avec un flux d'IDE chinois de 228 MUSD, contre 27 MUSD en moyenne sur la période.

**Un institut Confucius a été lancé en 2015 au sein de l'Université des Seychelles (UniSey).**





**Indicateurs régionaux : Océan Indien**

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>Comores</b>	<b>Madagascar</b>	<b>Maurice</b>	<b>Seychelles</b>
<i>Population (M hab.) ONU, 2020</i>	0,9	27,7	1,3	0,1
<i>Croissance démographique (%) ONU, 2015-2020</i>	2,2	2,7	0,2	0,7
<i>Doing Business (classement) 2020</i>	160	161	13	100
<i>Indice de corruption - Transparency international 2020</i>	160	149	52	27
<b>Macroéconomie</b>				
<i>PIB (Mds USD) FMI, 2020</i>	1,2	14,2	11,3	1,2
<i>PIB/hab (USD) FMI, 2020</i>	1 336	515	8 950	12 323
<i>Croissance du PIB réel (%) FMI, 2020</i>	-1,8	-3,2	-14,2	-13,8
<i>Taux d'inflation moyen annuel (%) FMI, 2020</i>	3,0	4,3	2,6	3,9
<b>Finances Publiques</b>				
<i>Solde budgétaire, dons compris (%PIB) FMI, 2020</i>	-3,9	-5,5	-11,7	-15,5
<i>Dette publique (%PIB) FMI, 2020</i>	30,4	45,0	85,7	88,6
<i>Dette publique extérieure (%PIB) FMI, 2020</i>	29,8	31,7	18,3	45,1
<b>Echanges</b>				
<i>Balance des biens (%PIB) CNUCED, 2019</i>	-14,8	-10,2	-23,5	-39,5
<i>Exportation française vers (MEUR)*</i>	35,6	378,0	554,8	56,2
<i>Importation française depuis (MEUR)*</i>	13,8	562,7	261,2	102,4
<i>Balance courante (%PIB) FMI, 2020</i>	-2,1	-4,2	-13,3	-28,3
<i>Transferts de la diaspora (%PIB) FMI, 2019</i>	11,5	3,5	1,2	1,4
<i>Réserves de change (mois d'import) FMI, 2019</i>	5,9	3,5	7,9	2,0
<b>Développement</b>				
<i>IDH, BM, 2020</i>	0,55	0,53	0,80	0,80
<i>Espérance de vie à la naissance (2015-2020) ONU</i>	64,0	66,5	74,8	73,3
<i>Taux de pauvreté (&lt;1,90 USD/jours, %) BM</i>	17,6	77,6	0,2	1,1
<i>Emissions de CO2 par habitant (tonnes) BM 2014</i>	0,20	0,13	3,35	5,42
<b>Notation Dette Souveraine</b>				
S&P	-	-	-	-
Moody's	-	-	Baa1	-
Fitch	-	-	-	B
<b>Politique Monétaire</b>				
<i>Taux directeur **</i>	1,04	-	1,85	4,94

## Contacts

### SER de Nairobi

**Kenya, Somalie, Burundi**

**Page pays :** [Kenya](#)

**Twitter :** [DG Trésor Kenya](#)

**Contact :** Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)



### SE de Tananarive

**Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles**

**Page pays :** [Madagascar / Comores](#)

**Twitter :** [DG Trésor Madagascar](#)

**Contact :** Frédéric CHOBLET [frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)



### SE d'Addis Abeba

**Ethiopie, Erythrée, Djibouti**

**Page pays :** [Ethiopie](#)

**Contact :** Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)



### SE de Kampala

**Ouganda, Soudan du Sud**

**Page pays :** [Ouganda](#)

**Contact :** Suzanne KOUKOUÏ PRADA [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)



### SE de Dar Es Salam

**Tanzanie**

**Page pays :** [Tanzanie](#)

**Contact :** Philippe GALLI [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)



### SE de Khartoum

**Soudan**

**Page pays :** [Soudan](#)

**Contact :** Rafael SANTOS [rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)



### Ambassade de France au Rwanda

**Rwanda**

**Ambassade de France au Rwanda :** <https://rw.ambafrance.org/>

**Contact :** Lina BEN HAMIDA [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)





MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Trésor  
DIRECTION GÉNÉRALE



**Auteur :** Services économiques de l'Afrique de l'est et de l'Océan Indien

**Copyright :** Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique du Nairobi (adresser les demandes à [sary.zoghely@dgtrésor.gouv.fr](mailto:sary.zoghely@dgtrésor.gouv.fr))

**Clause de non-responsabilité :** Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

**Abonnement par email :** [sary.zoghely@dgtrésor.gouv.fr](mailto:sary.zoghely@dgtrésor.gouv.fr)

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.